



Nature Québec

sensible à tous les milieux
www.naturequebec.org



**DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES
MÉTHODOLOGIQUES VISANT
L'ACQUISITION DE CONNAISSANCES
SUR LES ASPECTS SOCIOCULTURELS
DU FLEUVE SAINT-LAURENT**

Rapport présenté au

**CENTRE SAINT-LAURENT
ENVIRONNEMENT CANADA**

par

**L'UNION QUÉBÉCOISE
POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE**

JUIN 2005

**UQCN • UNION QUÉBÉCOISE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE**

1085, avenue de Salaberry, bureau 300, Québec (Québec) G1R 2V7

• TÉL. : (418) 648-2104 • TÉLÉC. : (418) 648-0991 • courrier@uqcn.qc.ca • WWW.UQCN.QC.CA

Comment citer ce document :

Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN),
2005. *Développement d'approches méthodologiques visant
l'acquisition de connaissances sur les aspects socioculturels du
fleuve Saint-Laurent*. 153 pages.

Rédaction du rapport : Geneviève Brisson, Sylvie Colomb et
Pascale G- Malenfant

Révision et mise en page :
Janouk Murdock et Marie-Claude Chagnon

© UQCN 2005

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	VII
1. INTRODUCTION.....	1
2. OBJECTIFS DU RAPPORT	2
3. CADRE DE RÉFÉRENCE	3
3.1 Objectifs visés par les recherches socioculturelles	3
3.1.1 Constituer une base de données sur les usages du Saint-Laurent.....	3
3.1.2 Documenter les dimensions socioculturelles du Saint-Laurent.....	4
3.1.3 Impliquer les collectivités.....	4
3.2	5
3.2 Concepts pertinents	5
3.2.1 Les valeurs et représentations sociales	5
3.2.2 Les perceptions et savoirs.....	6
3.2.3 L'usage	7
4. PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES EN SCIENCES SOCIALES	8
4.1 La stratégie de recherche	8
4.1.1 L'approche qualitative	9
4.1.2 L'approche quantitative.....	9
4.1.3 La méthode historique.....	10
4.2 La planification et la réalisation de la collecte des données	10
4.2.1 Qui étudier?	11
4.2.2 Comment les étudier?.....	11
4.3 L'analyse	12
4.4 Conclusion	13
5. LES USAGES ANTHROPIQUES DES COURS D'EAU	14
5.1 Présentation des exemples.....	14
5.2 Objectifs méthodologiques	15
5.3 Les thèmes abordés.....	15
5.3.1 Les perceptions	15
5.3.2 Le savoir local.....	17
5.3.3 Les représentations sociales	17
5.3.4 Le paysage et le patrimoine	17
5.3.5 Les usages et les accès publics.....	18
5.4 Les méthodes employées	18
5.4.1 Les questionnaires fermés et les sondages	19
5.4.2 L'inventaire	20
5.4.3 Les entretiens semi-dirigés et les méthodes mixtes ..	22
5.4.4 Les groupes de discussion	23
5.5 L'analyse des données.....	24

5.6	Le classement et la présentation des données	24
5.6.1	Les bases de données.....	24
5.6.2	Le géoréférencement des données.....	24
5.7	Le mode de diffusion des résultats.....	25
5.8	Les mécanismes de suivi et de mise à jour des données	26
5.9	L'éthique	26
5.10	L'implication des communautés	26
5.11	Conclusion.....	Erreur ! Signet non défini.
6.	PISTES MÉTHODOLOGIQUES POUR L'ÉTUDE SOCIOCULTURELLE DU SAINT-LAURENT	29
6.1	Proposition I – Étude des besoins et désirs en matière de connaissances sur le fleuve	29
6.1.1	Objectifs visés	30
6.1.2	Méthodologie	30
6.1.3	Analyse	31
6.1.4	Présentation des données	31
6.1.5	Ressources nécessaires.....	31
6.1.6	Temps de réalisation estimé	31
6.1.7	Budget estimé	32
6.2	Proposition II – Étude documentant des usages du Saint-Laurent	32
6.2.1	Objectifs visés	32
6.2.2	Méthodologie	32
6.2.3	Analyse	34
6.2.4	Diffusion des résultats.....	34
6.2.5	Ressources nécessaires.....	34
6.2.6	Partenariat sollicité	34
6.2.7	Temps de réalisation estimé pour le projet pilote ...	35
6.2.8	Budget estimé	35
6.3	Proposition III – Documenter les connaissances locales sur certains usages	35
6.3.1	Objectifs visés	35
6.3.2	Méthode	36
6.3.3	Analyse	36
6.3.4	Diffusion des résultats.....	37
6.3.5	Ressources.....	37
6.3.6	Partenaires.....	37
6.3.7	Temps prévu	37
6.3.8	Budget	37
6.4	Proposition IV – Exposition / vitrine virtuelle	37
6.4.1	Description du projet.....	38
6.4.2	Objectifs visés	38
6.4.3	Ressources.....	38
6.4.4	Partenaires.....	39
6.4.5	Temps prévu	39
6.4.6	Budget	39
6.5	Autres propositions	39
6.6	Pistes pour la diffusion	40
6.6.1	Fonctions du site Internet	40
6.6.2	Limites de la diffusion Internet.....	40

7. PROPOSITION DE STRUCTURE DE BASE DE DONNÉES	43
7.1 Modules composant la base de données	43
7.1.1 Données quantitatives	44
7.1.2 Documents	45
7.1.3 Informations générales	46
7.1.4 Données sociales	46
7.1.5 Indicateurs	47
7.1.6 Accès	47
7.1.7 Usages	48
7.1.8 Organismes	49
7.1.9 Municipalités	49
7.1.10 Structure de la base de données (TabMuni masquée)	51
7.1.11 Structure de la base de données (TabMuni affichée)	52
7.1.12 Signification et description des abréviations utilisées dans la structure de la base de données....	53
7.2 Suivi et mise à jour	57
7.3 Code éthique	58
7.4 Proposition d'un mode de diffusion	58
7.4.1 Quelques sites de diffusion existants.....	59
7.4.2 Intérêt de certaines fonctionnalités de ces sites pour le projet	62
8. CONCLUSION.....	64
9. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	65
9.2 Ouvrages cités.....	65
9.2 Sites internet.....	68
9.3 Autres publications.....	69
<hr/>	
ANNEXES.....	71
Annexe 1 – L'approche culturelle et sociale. Méthodes de collecte et de traitement des données en sciences humaines et sociales.	73
Annexe 2 – Les fiches d'analyse de la littérature	107
Annexe 2A	
Fiches d'analyse de la littérature sur le Saint-Laurent	108
Annexe 2B	
Fiches d'analyse de la littérature canadienne et états-unienne	138
Annexe 2C	
Fiches d'analyse de la littérature française.....	149
Annexe 3 – Pour une présentation performante sur Internet.....	153
Annexe 4 – Personnes ressources du projet	155
Annexe 5 – Recommandations de Dominique Poulin.....	123
Annexe 6 – Recommandations de Guy Tanguay et de Marie-Claude Chagnon	124

REMERCIEMENTS

L'UQCN souhaite tout d'abord remercier le Centre Saint-Laurent d'Environnement Canada pour son ouverture et l'occasion qu'ils nous ont donnée d'élaborer cette démarche.

Nous souhaitons également remercier les personnes suivantes du Centre Saint-Laurent qui sont intervenues pendant ce processus : Jean-François Bibeault, spécialiste en socio-économie environnementale, pour ses précieux conseils et Édith Lacroix, responsable, soutien scientifique et technique aux collectivités pour son aide dans la recherche de documentation.

Nous remercions tous les membres du Comité aviseur pour leur disponibilité et leurs commentaires, soit : Nicolas Audet, Geneviève Brisson, Louis Désilets, Jean-Claude Dionne, Charles-Antoine Drolet, Léonce Naud, et particulièrement Guy Larochelle.

Nous remercions Marie-Claude Chagnon et Guy Tanguay pour leur apport à la structure de la base de données.

Nous remercions particulièrement Pascale Malenfant qui a travaillé bénévolement à ce projet.

1. INTRODUCTION

Le fleuve Saint-Laurent a été, et est toujours, au cœur de la vie sociale, économique, politique et culturelle des gens qui habitent son bassin. À la fois milieu de vie dont les riches écosystèmes soutiennent l'existence de générations d'utilisateurs, chemin d'eau servant de voie de pénétration d'un continent et de lien vital pour de multiples échanges économiques, lieu de ressourcement et de contemplation, et contact avec une nature riche et diversifiée, le fleuve Saint-Laurent a toujours puissamment contribué à la vie des populations humaines riveraines.

Toutefois, le Saint-Laurent subit de nombreuses pressions qui l'ont transformé en profondeur et les modes de vie se sont transformés de même, parfois au détriment de la multiplicité des usages des communautés riveraines.

Lors de l'atelier de travail sur la participation des collectivités au programme *Suivi de l'état du Saint-Laurent* (PSÉSL)¹, organisé en février 2004 à Québec, les collectivités riveraines du Saint-Laurent ont fait valoir un certain nombre de leurs préoccupations. Les communautés souhaitent que le programme actuel soit couplé avec un programme plus souple et moins structuré de savoir collectif, le savoir local n'étant pas assez pris en compte actuellement. Plusieurs nouveaux indicateurs d'intérêt pour les collectivités ont été suggérés tels que l'état des rives, les paysages côtiers, les usages, les accès, la qualité de l'eau pour la baignade, les sédiments contaminés, l'état des stocks de poissons, le suivi des espèces envahissantes et la perception de l'état du Saint-Laurent par la population.

Trois autres constats importants ont été faits lors de cette journée :

- Il faut développer des outils de suivi adaptables aux collectivités.
- Il faut également faire preuve de souplesse dans les approches proposées et les adapter aux différents milieux du Saint-Laurent tout en standardisant le plus possible l'acquisition des données.
- Enfin, il faut présenter des cas de succès dans les efforts d'amélioration de l'état du Saint-Laurent

C'est ainsi que, dans le cadre de la mise en œuvre du programme *Suivi de l'état du Saint-Laurent*, une entente de collaboration entre le Centre Saint-Laurent (CSL) d'Environnement Canada et l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) a été établie afin de développer une réflexion méthodologique sur l'acquisition de connaissances au sujet des dimensions socioculturelles du fleuve Saint-Laurent et de ses usages, ainsi qu'une évaluation des stratégies les plus pertinentes pour la mise en œuvre d'une recherche portant sur ces dimensions. Ce rapport présente le résultat des réflexions menées à ce sujet.

¹ Cinq partenaires gèrent le programme *Suivi de l'état du Saint-Laurent* : Environnement Canada, le ministère de l'Environnement du Québec, le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec, Pêches et Océans Canada et L'Agence spatiale canadienne.

2. OBJECTIFS DU RAPPORT

Ce document entend identifier des méthodes pertinentes pour réaliser des recherches sociales sur les dimensions socioculturelles du Saint-Laurent, pour classer les informations recueillies et pour présenter les données qui sont issues de ces démarches. Pour ce faire, le présent rapport s'attarde d'abord à définir les objectifs des recherches qu'aimeraient amorcer le Centre Saint-Laurent et d'autres intervenants pertinents à la question. Il se soucie ensuite de définir brièvement les concepts opérationnels de ces objectifs.

Le rapport présente d'abord les méthodes pertinentes en sciences sociales pour réaliser de telles études. Ensuite, il les illustre par des exemples d'emploi de ces méthodes en regard des usages anthropiques des cours d'eau et plans d'eau, en commençant par des recherches axées sur le Saint-Laurent québécois, puis en élargissant cette recherche aux cours d'eau nord-américains et français. Le rapport discute de ces exemples face aux objectifs poursuivis par le Centre Saint-Laurent, et des leçons qu'on peut en tirer afin de formuler des suggestions méthodologiques pertinentes.

Ces présentations amènent à tracer quelques propositions de recherches adaptées et efficaces, et décrites dans leurs dimensions techniques et méthodologiques. Il se penche particulièrement sur l'étape du classement de certaines données en consacrant un chapitre à l'élaboration d'une structure de base de données. La démarche sous-tendant le présent document, poursuit donc les objectifs suivants :

- **Identifier les objectifs souhaités pour des recherches socioculturelles sur le Saint-Laurent.**
- **Définir les concepts employés dans le cadre de ces recherches.**
- **Décrire les méthodes de recherche en sciences sociales pertinentes pour l'étude des relations sociales et culturelles avec le milieu naturel.**
- **Présenter des exemples de démarches réalisées sur les usages anthropiques des cours et plans d'eau (Québec, Amérique du Nord, Europe).**
- **Discuter de la pertinence des méthodes employées dans ces exemples.**
- **Élaborer des propositions de recherche et la méthodologie pertinente pour les réaliser.**
- **Proposer une structure de base de données.**
- **Suggérer un mode de diffusion de l'information recueillie.**

3. CADRE DE RÉFÉRENCE

Ce chapitre présente les objectifs globaux visés par une démarche de recherche sur les aspects socioculturels du fleuve Saint-Laurent, tel qu'élaborés au cours des différentes réunions de travail avec les membres du Centre Saint-Laurent et d'autres intervenants pertinents². Par la suite, il fait également état des différents concepts pertinents au sujet.

3.1 OBJECTIFS VISÉS PAR LES RECHERCHES SOCIOCULTURELLES

Compte tenu du contexte et des rapports actuels entre les collectivités et le Saint-Laurent, le Centre Saint-Laurent estimait opportun d'acquérir davantage de connaissances sur ces aspects et a mandaté l'UQCN pour proposer des méthodes et des protocoles de recherche pertinents. Afin de remplir ce mandat, il était nécessaire d'abord de définir les objectifs des recherches subséquentes. Les documents issus du Centre Saint-Laurent et plusieurs discussions entre l'UQCN, le Centre Saint-Laurent et un comité aviseur comprenant des représentants d'usagers et d'organismes environnementaux³ ont permis de cerner les objectifs décrits ci-dessous.

3.1.1 CONSTITUER UNE BASE DE DONNÉES SUR LES USAGES DU SAINT-LAURENT

Le premier objectif recherché pour entreprendre des recherches portant sur les dimensions socioculturelles semble être de traiter des usages anthropiques du fleuve Saint-Laurent. En effet, le Centre Saint-Laurent veut d'abord constituer une base de données géoréférencées présentant des usages humains, passés et présents liés aux accès publics au Saint-Laurent sur toute sa portion québécoise. À ce titre, la détermination des usages prioritaires et le recensement des usages passés et actuels du fleuve ont été identifiés comme des objectifs préalables de recherche. La base de données se voulant un outil évolutif, un protocole de suivi et de mise à jour des données doit également être mis en place. Enfin, elle sera un outil d'acquisition de connaissances, de diffusion et d'échange entre les différents intervenants et utilisateurs du Saint-Laurent; à ce titre, cette base de données serait accessible à tous les publics. Voici les principaux objectifs à atteindre :

- de constituer une base de données géoréférencées évolutive sur les usages anthropiques passés et présents liés aux accès publics;
- de prioriser les usages anthropiques inclus dans la base de données;
- de recueillir des données géoréférencées passées et actuelles;
- d'assurer un suivi et une mise à jour de ces données;
- de créer un outil accessible à tous les publics.

² Voir la liste à l'annexe 4

³ La composition du comité aviseur est détaillée à l'annexe 4.

3.1.2 DOCUMENTER LES DIMENSIONS SOCIOCULTURELLES DU SAINT-LAURENT

Un autre objectif est de documenter plus en profondeur les dimensions socioculturelles du Saint-Laurent afin de mieux saisir la multiplicité et la complexité des relations présentes et passées avec le cours d'eau et ses sites d'accès. Les pratiques, les perceptions, les valeurs et les savoirs liés à ces milieux font partie de ces relations, et font écho aux usages anthropiques du fleuve. On désire tenir compte de cette diversité d'usages, en particulier ceux ayant un impact sur l'écosystème du Saint-Laurent. Il s'agit également de mieux intégrer ces aspects lors des interventions scientifiques ou gouvernementales. Enfin, on souhaite que ces dimensions soient mises en valeur dans le cadre des démarches du Centre Saint-Laurent, notamment dans le Programme de suivi de l'état du Saint-Laurent. Ainsi, trois objectifs principaux sont à considérer :

- d'approfondir les connaissances sur les dimensions socioculturelles du Saint-Laurent;
- de tenir compte de ces connaissances dans les interventions;
- de mettre en valeur ces dimensions socioculturelles par des moyens appropriés.

3.1.3 IMPLIQUER LES COLLECTIVITÉS

Des recherches subséquentes devraient également poursuivre l'objectif d'impliquer les populations riveraines lorsque s'effectue une étude ou une action par rapport au milieu fluvial et, entre autres, dans son programme de suivi du Saint-Laurent. De plus, l'interrogation des citoyens et des groupes concernés sur leurs préoccupations, leurs besoins et leurs désirs devrait être une priorité. Ce qui permettrait de formuler plus précisément les thématiques sur lesquelles porteront de nouvelles recherches auprès des populations riveraines. De ce fait, ces deux objectifs suivants sont à considérer :

- d'impliquer davantage les collectivités dans les recherches et les actions sur le Saint-Laurent.
- de cerner les préoccupations et les besoins des collectivités en matière de recherche et d'intervention.

Ces objectifs sont essentiels pour le Centre Saint-Laurent car ils permettent de documenter davantage le suivi environnemental. Ils contribuent aussi à mieux cibler ses interventions en conservation, sensibilisation et développement autour du fleuve. Ces objectifs sont également importants pour les communautés locales, dans la mesure où ils mettent en lumière leurs connaissances et leurs relations avec le Saint-Laurent. En amenant les gens à participer, ces objectifs répondent enfin à une autre préoccupation du Centre Saint-Laurent, soit d'améliorer l'implication des collectivités dans le dossier du Saint-Laurent.

3.2 CONCEPTS PERTINENTS

Les usages sont au centre des préoccupations énoncées. Ils demeurent néanmoins liés à un réseau socioculturel important. D'abord à un ensemble de pratiques, de façons de faire et d'agir autour et avec le Saint-Laurent. Ils relèvent également d'un ensemble cognitif structuré, dont fait partie le savoir local ou traditionnel, qui informe et modèle les actions et les discours sur le Saint-Laurent. Enfin, ils reflètent un réseau de significations organisé en représentations sociales, qui nous informent sur la façon dont le Saint-Laurent est considéré et sur la valeur qui lui est accordée par les communautés riveraines et par l'ensemble des Québécois. Nous définirons donc brièvement chacun de ces termes, puisque ce rapport les mettra ensuite en lumière dans le cadre d'exemples de recherches socioculturelles précises.

3.2.1 LES VALEURS ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Les valeurs sont des données partagées par un groupe et ayant un contenu et un sens en fonction duquel se détermine ou non une activité. Elles ont aussi la connotation de norme, de code symbolique qui oriente l'action.

Souvent étudiée en sciences sociales, la question de **la valeur** historique et actuelle attribuée à un sujet est habituellement abordée de façon qualitative dans les recherches en raison de sa complexité et de l'impossibilité de la faire entrer dans des processus quantifiables. Il en va de même pour la question **des valeurs** déterminant le statut social et symbolique de ces sujets dans une société. En fait, ces éléments sont des faits sociaux, et relèvent d'une vision du monde et de sa structure, donc des idéologies et des représentations sociales propres à un ensemble humain donné. Par sa nature même, la valeur sociale ne peut donc se mesurer.

L'exploration des valeurs se fait souvent par l'étude des attitudes, prédisposition générale envers un sujet, et par l'étude des **représentations sociales**, celles-ci constituant un système d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres, orientant et organisant les conduites et les communications sociales. Les représentations servent « à établir un ordre pour permettre aux individus de s'orienter et de maîtriser leur environnement matériel, ensuite, faciliter la communication entre les membres d'une communauté en leur procurant un code pour désigner et classier les différents aspects de leur monde et de leur histoire individuelle et de groupe » (Moscovici, 1961, cité par Gosling *et al.*, 1996). L'étude de ces représentations se penche donc sur « ce que les gens pensent et comment et pourquoi ils le pensent ». (Gosling *et al.*, 1996).

Les représentations sociales influencent les décisions des acteurs politiques et économiques. Elles modifient leurs comportements et définissent leurs enjeux et leurs priorités. Elles jouent donc un rôle actif dans une société. En contrepartie, le contexte social, les connaissances et les attitudes influencent les représentations et les perceptions.

Ces représentations se lisent justement à travers les savoirs, les discours, les pratiques, les lois et les codes, en considérant la façon dont ils sont organisés. L'étude débute en se questionnant sur la façon dont un sujet est considéré à travers ce qui en est dit ou montré. Dans le cas des valeurs, on cherchera également les codes culturels, soit le système des présupposés qui paraissent régler conduites, attitudes et

sentiments. Les **supports d'une analyse** des valeurs et des représentations peuvent être nombreux. Par exemple, dans le cas de l'analyse des valeurs chez les groupes détenant une autorité dans la population, l'analyse des discours écrits constitue une piste intéressante de recherche⁴. Elle s'avérera aussi la méthode plus facilement réalisable dans le cas de l'étude des valeurs attribuées à une époque passée. Dans plusieurs cas, en intervention socio-communautaire par exemple, cette étude se présente également sous la forme d'une observation participante du milieu et de rencontres de type « ouvert » avec un échantillon de la population ciblée.

Une communauté n'étant pas nécessairement homogène, des **sous-cultures** existent en fonction par exemple de l'âge, de l'occupation sociale ou du milieu de vie. Ces variables complexifient la définition des valeurs sociales et culturelles attribuées à un milieu ou un objet. Déterminer ces sous-systèmes et leur propre vision du monde constitue donc également une avenue de recherche intéressante, permettant, entre autres, de mieux rejoindre les populations d'un milieu donné.

3.2.2 LES PERCEPTIONS ET SAVOIRS

La **perception** puise à des ensembles de savoirs. Elle n'est pas une fausse représentation ou une distorsion de la réalité⁵. Il s'agit plutôt d'une autre dimension des situations, influençant son acceptabilité et nos attitudes. La perception est fondée sur des représentations. La perception du groupe colore et émerge souvent de celle des individus. Toutes deux jouent un rôle important dans l'interprétation du contexte culturel et s'étayent sur des valeurs variables selon les groupes sociaux. Aussi les perceptions servent-elles souvent de révélateur pour dire la société dont elles sont issues. Par exemple, percevoir des situations comme risquées exprime souvent des positions morales, culturelles, politiques et met à jour des conflits et des enjeux entre les acteurs sociaux, et alors le risque, d'abord considéré comme un problème scientifique ou technique, se transforme souvent en problème de politique symbolique. Il n'est plus alors l'expression d'une mesure objective, mais un argument de plus dans un affrontement de symboles et de significations.

La perception est donc d'abord en fonction d'une **connaissance** mise en œuvre dans des situations précises. Les connaissances construisant cette perception peuvent se diviser en deux types : le savoir expert, et le savoir populaire ou local. Ces systèmes rationnels réfèrent à leurs propres constructions et interprétation du monde. Ils se complètent ou se contredisent, mais tous deux sont empreints de fondements techniques et culturels. Bien que, par le passé, de nombreuses études aient eu tendance à dénigrer le savoir populaire, il est bon de se rappeler qu'il est loin d'être irrationnel ou limité. Il s'appuie lui aussi sur un ensemble de connaissances, souvent empiriques, auxquelles peuvent se lier des croyances. Ce savoir mérite toute l'attention des chercheurs puisqu'il exprime, par exemple, le type de contrôle que les gens croient ou ont face à une situation. Ce savoir détermine la modélisation et l'appréhension des situations et formule des stratégies pour s'y ajuster. Également, il tient compte des bénéfices d'une situation et adapte les comportements également en fonction de cet aspect. Enfin, ce savoir va influencer la réponse aux mesures de prévention. Quant au savoir expert, il fonde la perception

⁴ Puisque ce sont ces derniers qui produisent en général des documents écrits.

⁵ Qu'il faudrait par exemple s'efforcer de corriger, comme le postulent implicitement certaines études d'impacts.

sur sa comparaison avec l'évaluation scientifique de la question. Mais, lui aussi se montre parfois insuffisant ou incohérent. Et lui aussi est soumis à des biais méthodologiques, théoriques ou humains. Identifier les savoirs permet de mieux comprendre les perceptions des situations.

3.2.3 L'USAGE

Un **usage** se définit comme une utilisation. Il comprend également des pratiques, soit des façons de faire et d'agir, habituellement codées ou normées selon des « règles de l'art » et tirant leur source des habitus et du réseau des connaissances savantes ou traditionnelles.

Il a été établi que les usages anthropiques qui seront considérés dans ce projet sont les **usages collectifs** du Saint-Laurent, autrement dit, les usages liés aux accès publics. Ces usages proprement dits varient quelque peu selon les tronçons du Saint-Laurent; cependant, les catégories d'usages restent les mêmes.

Un **accès public** est défini comme étant toute zone ouverte de propriété publique ou privée offrant à la et/ou physique (population un contact visuel accès aux berges et à l'eau) avec le Saint-Laurent.

4. PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES EN SCIENCES SOCIALES⁶

Une fois les principaux objectifs définis, ainsi que les concepts qui les sous-tendent, il est maintenant nécessaire de tracer un bref portrait des approches sociales et culturelles, afin de pouvoir choisir les méthodes de collecte et de traitement des données les plus adéquates pour la continuité du projet de recherche sur les dimensions socioculturelles du fleuve Saint-Laurent. Même si dans ce cas le mandat se centre autour du fleuve, une manifestation biophysique, la recherche n'en relève pas moins principalement du paradigme des sciences sociales, puisqu'il s'agira essentiellement de recenser des phénomènes sociaux et culturels. Il est donc important de bien comprendre les exigences méthodologiques et les choix d'approches qu'une telle démarche requiert. En effet, on peut aborder les acteurs sociaux et leurs manifestations sociales et culturelles de plusieurs façons lorsqu'on se situe dans le cadre des sciences sociales. Ce regard ouvert, acceptant la pluralité des angles pour percevoir et rendre compte de la réalité, mène à une panoplie de méthodes pour appréhender le réel.

Dans ce chapitre, nous nous attarderons à présenter brièvement les stratégies de recherche culturelle et sociale⁷. Pour ce faire, nous définirons ou détaillerons les deux approches les plus usuelles : les recherches quantitatives et qualitatives. S'y joint la méthode historique, plus usitée en sciences humaines. Nous élaborerons ensuite sur les stratégies de recherche quant au choix des sujets d'étude et la manière de les aborder, puis nous parlerons des méthodes d'analyse propres aux sciences sociales. Notons dès à présent qu'un chapitre subséquent s'attardera quant à lui à présenter des exemples concrets de l'application de ces méthodes dans le cadre de recherches portant sur les usages anthropiques des cours d'eau.

4.1 LA STRATÉGIE DE RECHERCHE

Nous ne saurions trop le dire : le choix des stratégies de recherche et les questions méthodologiques qui s'y relient directement sont dépendant du sujet et des objectifs de la recherche. La nature de ce qui est à connaître, et la façon dont on veut connaître, autorisera l'emploi d'un type d'approche ou en exclura une autre. En sciences humaines et en sciences sociales, trois approches qualifient ces stratégies; elles sont couramment appelées méthodes qualitatives, quantitatives et historiques.

⁶ Cette section a été réalisée par Geneviève Brisson, Ph.D. anthropologie.

⁷ Nous en avons fait un résumé, tandis que l'annexe 2 présente un rapport détaillé sur ces méthodes.

4.1.1 L'APPROCHE QUALITATIVE

Par définition, la méthode qualitative est une stratégie de recherche utilisant un ensemble de techniques permettant d'appréhender et d'analyser ce qui ne se mesure pas quantitativement : ce qui ne se quantifie pas, et laisse plutôt place à la présence humaine et ses manifestations. L'approche qualitative est privilégiée par les sciences humaines et sociales puisqu'elles cherchent en général à percer la signification, à expliciter ou à analyser tout phénomène humain complexe, dont font partie les représentations, les croyances, les perceptions, les relations, les procédures et les stratégies, l'imaginaire, les pratiques et usages, les valeurs. Cette action sociale, que d'aucuns appellent « fait social ou fait humain », se présente comme un ensemble qui ne peut être abordé par une simple mesure, car ses caractéristiques particulières l'amènent à échapper à cette définition. Ces phénomènes humains se révèlent à travers des discours, des expériences, des représentations. Ce sont donc ces éléments qui pourront être étudiés et qui informeront sur le fait social.

Que ce soit l'histoire, la géographie humaine, l'anthropologie ou la sociologie, de nombreuses disciplines se sont penchées sur l'environnement comme fait social, car en plus de sa réalité physique, les milieux constituent aussi un ensemble de relations tissées entre une société et son territoire. Discours, enjeux, représentations, expériences, pratiques et usages de la nature construisent aussi une société et informent sur ses valeurs et ses significations. Dans une approche qualitative, plusieurs scientifiques ont donc explicité l'interrelation de l'humain avec son environnement dans ses dimensions sociales et culturelles. À ce titre, des secteurs de recherche semblent plus explorés. Nous nommerons par exemple : l'histoire des milieux de vie, les usages et les conflits d'usage, la perception des situations de risques et les représentations sociales et culturelles du milieu.

4.1.2 L'APPROCHE QUANTITATIVE

Les méthodes quantitatives font appel à une démarche de cueillette et de présentation numérale des données. Elles relèvent du domaine des statistiques et s'appuient sur des outils de ce type. L'approche quantitative se penche uniquement sur des phénomènes directement observables et qui sont isolables de leurs manifestations individuelles. Il s'agit donc d'éléments présentant des caractéristiques unidimensionnelles ou linéaires définies par des caractères extérieurs qui leur sont communs (Par exemple : âge, sexe, revenu, langue, etc.). Les méthodes quantitatives se révèlent cependant inapplicables lorsqu'il s'agit de prendre en compte un fait social et un phénomène ayant des caractéristiques multidimensionnelles, ou devant référer à des manifestations individuelles. Aussi sont-elles moins usitées en sciences sociales et humaines. Cependant, des outils de type quantitatif peuvent être utilisés dans la planification opérationnelle de la recherche, même si celle-ci adopte en général une approche qualitative. Nous l'observons lors de la détermination de l'échantillon de population par exemple.

Dans l'étude des relations socioculturelles avec l'environnement, les méthodes quantitatives s'utilisent, par exemple, lorsqu'il s'agit d'associer un résultat avec des caractéristiques socio-économiques définies, ou d'interpréter des résultats par ces critères communs. Par exemple, pourraient faire l'objet d'une telle approche : une fréquentation de site, une fréquence d'utilisation, une corrélation entre deux éléments

quantifiables, le nombre de fois où se vérifie une assertion sur la perception ou l'usage. En fait, le choix dépend encore une fois de l'objet d'étude.

4.1.3 LA MÉTHODE HISTORIQUE

La recherche documentaire intervient dans toute recherche sociale, au niveau de l'exploration du sujet et de la formulation des cadres théoriques et conceptuels. L'approche historique dépasse cependant cette étape, même si elle fonde la recherche en grande partie sur des sources documentaires. Développée par les historiens à la fin du XIX^e siècle afin d'affirmer la dimension scientifique de l'histoire, elle est cependant loin d'être uniquement rencontrée dans ce domaine. Elle intervient également en géographie, en ethnologie, en archéologie, dans les études patrimoniales, etc. On la rencontre en fait pour mieux cerner un phénomène ou un processus social passé, et lorsqu'il s'agit de se pencher sur les traces du passé. Ces traces sont nombreuses : tout, ou presque, est possible, même si les documents écrits demeurent une source importante à travers toute cette variété⁸.

C'est dans la planification de la recherche que les différences entre la méthode historique et l'approche qualitative sont notables, et surtout dans la façon dont se constitue le corpus de données. Nous verrons ci-après les techniques courantes dans les approches qualitatives et quantitatives et, bien que certaines techniques d'échantillonnage, qui seront décrites, restent pertinentes pour la méthode historique, il demeure que c'est souvent l'ensemble des sources qui sera traitée dans le cadre de la démarche de recherche.

4.2 LA PLANIFICATION ET LA RÉALISATION DE LA COLLECTE DES DONNÉES

Répondre à une question spécifique de recherche implique le choix d'une approche appropriée au sujet, comme nous venons de le constater. Cette démarche nécessite aussi une planification des étapes menant à la résolution de la problématique. Toute méthode s'inscrit dans une démarche de recherche qui, peu importe la discipline, se décrit comme un passage de la conceptualisation à l'exécution d'une recherche par une suite de processus qui amènent à solutionner une problématique. Lors de l'élaboration de tout projet de recherche, il importe de suivre ces étapes afin de garantir sa validité.

Sans nous pencher ici en détail sur toutes les dimensions de cette étape cruciale⁹, nous attirerons l'attention sur celles relatives à la constitution du corpus de données, dont l'analyse permettra par la suite d'obtenir des résultats. En effet, dans le cadre du mandat donné à l'UQCN pour la réalisation du présent rapport, les propositions méthodologiques demandées paraissent relever clairement de cette partie. D'inspiration quantitative ou qualitative, plusieurs techniques permettent de constituer une stratégie pertinente de recherche. En effet, même si ce qui formera le sujet de la recherche, énoncé en termes de variables et d'indicateurs, est suffisamment précisé, il faut également déterminer quelles données seront

⁸ Pour une liste exhaustive de ces corpus, voir le chapitre consacré à cette approche dans l'annexe 2 de ce document.

⁹ Un chapitre y est consacré en annexe 2.

recueillies. Pour ce faire, il s'agit de sélectionner qui¹⁰ sera effectivement observé (l'échantillon) dans un bassin donné (la population), et de choisir comment sera menée cette observation. Ces choix de planification détermineront en fait la nature et la qualité des données recueillies.

4.2.1 QUI ÉTUDIER ?

Dans la stratégie de planification de recherche, la première question demeure sans doute de déterminer qui participera à la cueillette de données. En fait, on peut considérer deux grandes façons de répondre à cette question :

- Sélectionner une partie représentative pour en tirer des conclusions générales, en procédant par un échantillonnage de population. Celui-ci sera quantitativement déterminé (échantillon probabiliste) ou qualitativement choisi (échantillon exemplaire).
- Étudier un cas, soit se pencher plutôt sur une unité particulière (personne, communauté, organisation, quartier, etc.), sélectionnée de façon non aléatoire, et la décrire selon un grand nombre de variables.

Des règles strictes déterminent la validité de cette étape. L'annexe 2 en fait état. Notons que ces techniques ont toutes des préalables, des avantages et des inconvénients. Elles doivent surtout se choisir par rapport à l'objet de recherche, et leur validité ne sera jugée, ultimement, que par la façon dont elles ont été appliquées et développées comme outils préliminaires à la cueillette de données.

4.2.2 COMMENT LES ÉTUDIER ?

Une fois que le sujet d'étude est déterminé il s'agit de cerner la méthode adéquate pour le faire. Encore une fois, les sciences humaines et sociales ont développé des approches quantitatives et qualitatives permettant cette opération. Tandis que les approches quantitatives cherchent des données sous forme de mesures exactes, celles qualitatives recherchent avant tout des éléments au pouvoir descriptif des expériences et des caractéristiques relatives à la problématique de recherche. À cette fin, se met en action ce qui est sans doute la facette la plus connue des méthodes qualitatives, soit celle de l'implication active du scientifique au moment de la collecte des données. En effet, les techniques qualitatives amènent le scientifique en interaction directe avec la population à l'étude.

Des techniques de cueillette de données demeurent plus souvent rencontrées dans le cadre de recherches en sciences humaines et sociales. La plupart font appel à l'approche qualitative. Voici les plus connues.

- **L'observation directe ou participante** est souvent qualifiée de méthode ethnographique de terrain, où le chercheur apprend la société et la culture par le faire et l'agir. La démarche de terrain se vit à partir d'une grille d'observation construite par rapport aux variables de recherche identifiées. Cette méthode sert à observer la diversité des pratiques, d'expériences vécues et de relations. L'observation participante révèle aussi les représentations et les discours.

¹⁰ Ou « quoi », puisque ces techniques pourraient également s'appliquer, en faisant les modifications requises, sur des matériaux textuels ou matériels.

Enfin, la démarche ethnographique de terrain peut se jumeler avec d'autres méthodes de cueillette des données.

- **L'entrevue** se définit comme une rencontre verbale entre le chercheur et un informateur ou un groupe d'informateurs. En sciences sociales et humaines, elle cherche à recueillir des informations et à élucider le sens que les acteurs sociaux confèrent à une situation ou une question donnée. Les entrevues se subdivisent habituellement en trois modèles :
- **L'entretien ouvert** est un processus comprenant une structure minimale, où le chercheur ne suggère qu'un thème général en rapport avec le sujet de recherche, laissant ensuite l'informateur donner l'orientation et le contenu pour en traiter.
- **L'entretien semi-dirigé** est plus structuré. Il a pour point de départ un schéma d'entrevue élaboré par le chercheur autour des thèmes et sous-thèmes de la recherche. Leur ordre logique est important.
- **Le groupe de discussion** peut être considéré comme une variante de l'entretien semi-dirigé. En effet, il en adopte les principes, tout en mettant en contact plusieurs personnes dans le cadre précis d'une rencontre structurée autour d'un sujet particulier.
- **Le questionnaire fermé, ou sondage.** Il s'agit d'un mode de communication très structuré, basé sur des questions et des réponses précises, déjà déterminées. Outil adapté pour de grands échantillons, le questionnaire permet une analyse standardisée qui s'exprimera souvent sous forme quantitative. Le questionnaire est pertinent pour constituer un corpus informatif sur des faits qui permettent de caractériser l'informateur lui-même ou se rapportent à des réalités objectives¹¹. On peut aussi chercher à mesurer comment une personne se positionne par rapport à un indicateur précis, dont : des opinions, des motivations, des sentiments. Cependant, il est beaucoup moins adapté dès lors qu'il est question de recueillir un jugement subjectif ou un fait social complexe.

4.3 L'ANALYSE

Le travail principal d'une recherche sociale demeure l'analyse des données recueillies, cette démarche donnant un sens au contenu et permettant d'en tirer des conclusions. L'analyse consiste à organiser les données de façon à répondre aux questions et objectifs de recherche. Tâche délicate, l'analyse comporte des étapes de classement des données avant de les mettre en rapport les unes avec les autres, et de les mettre aussi en relation avec le cadre conceptuel et théorique de la recherche. La phase d'analyse s'effectue différemment selon les données recueillies et l'orientation générale de la recherche. Deux méthodes souvent employées pour classer le contenu et en tirer des conclusions : l'analyse de contenu, pour les données exprimées de façon qualitative, et l'analyse statistique. Pour chacune de ces méthodes, plusieurs types d'approches sont possibles, mais toutes obéissent à des procédures très strictes afin de garantir leur validité.

¹¹ Souvent divisées en six grands thèmes se rapportant au répondant: caractéristiques sociodémographiques, caractéristiques relationnelles, activités socioculturelles, caractéristiques de l'environnement physique, expériences vécues, comportements et habitudes.

4.4 CONCLUSION

Lorsqu'une intervention sociale est préconisée, l'étude des phénomènes sociaux paraît aussi nécessaire que le développement du contenu qui sera communiqué. Aussi, compte tenu de l'importance des enjeux autour des milieux naturels québécois, et particulièrement du fleuve, l'étude qualitative des représentations sociales du Saint-Laurent devrait devenir une piste de recherche importante. Elle permettrait par exemple de mieux comprendre le point de vue des usagers, de documenter le sens et la teneur de leurs usages, d'avoir accès à leurs connaissances, et, partant, de mieux orienter les interventions dans, et surtout avec, les communautés en vue d'une meilleure accessibilité au fleuve. Ainsi, une recherche culturelle et sociale paraît non seulement utile, mais bien incontournable afin de mettre à jour et d'interpréter les faits sociaux construisant la relation entre les usagers et le fleuve Saint-Laurent.

Il demeure certain que la problématique et les objectifs sont le critère principal pour déterminer la méthode et les techniques judicieuses pour réaliser une recherche. Les contingences matérielles présideront aussi à ces choix. Cependant, des leçons peuvent d'ores et déjà être tirées d'exemples d'études socioculturelles sur des milieux naturels. Des exemples tracent d'ailleurs la voie à cette démarche. Par exemple, dans le cadre d'une récente recherche sur les relations entre les Euro-Québécois et le milieu forestier depuis 1534, l'approche qualitative a fait appel à une pluralité de méthodes : analyse des récits de voyage, analyse des lois sur la forêt, entrevues semi-dirigées, et observation participante prolongée dans différents contextes. L'analyse de contenu a permis de dégager un ensemble de représentations sociales tissant le réseau de l'imaginaire québécois à l'égard de la forêt et de mettre à jour certains des codes symboliques (ou valeurs) régissant la relation avec le milieu.

Mais c'est surtout sur les études relatives aux usages anthropiques des cours d'eau que nous nous attarderons. Le prochain chapitre permettra en effet de mieux comprendre l'application des méthodes sociales décrites précédemment, et d'en tirer des conclusions pour les objectifs de recherche tracés par le Centre Saint-Laurent.

5. LES USAGES ANTHROPIQUES DES COURS D'EAU

Afin de mieux comprendre comment les méthodes issues des sciences sociales et des sciences humaines s'appliquent dans le cas de recherches portant sur les relations entre les communautés et leur milieu, et de définir plus finement comment elles répondent à des objectifs de recherche similaires à ceux formulés par le Centre Saint-Laurent, une revue exploratoire de la littérature a été effectuée. Ayant pour but de fournir des exemples de recherches socioculturelles portant sur les cours d'eau et les plans d'eau, elle s'est toutefois davantage attardée aux études se penchant sur les usages et les activités collectives liées aux accès publics aux cours d'eau. Ce choix thématique a été réalisé en regard de l'objectif qui a initié le projet et qui demeure toujours l'un des buts recherchés par le Centre Saint-Laurent, soit de documenter les accès publics et les usages collectifs qui y sont rattachés. Il permet néanmoins d'avoir un aperçu de plusieurs méthodes sociales appliquées en environnement.

5.1 PRÉSENTATION DES EXEMPLES

Seize textes ont été choisis parmi la littérature scientifique traitant des usages anthropiques des cours d'eau. Ils font état des projets mis en œuvre ces dernières années dans le cadre de Saint-Laurent Vision 2000 pour la collecte de données sur les usages du Saint-Laurent. D'autres traitent de démarches similaires poursuivies dans le reste du Canada, aux États-Unis, et en France.

Fournies en annexe¹², des fiches font la synthèse du contenu de chacun des textes sélectionnés. Elles permettent de visualiser rapidement les différentes caractéristiques des initiatives étudiées, soit :

- l'échelle géographique;
- les objectifs;
- les types d'accès publics et d'usages collectifs étudiés;
- la méthode utilisée pour réaliser l'étude;
- le mode de traitement des données recueillies;
- le mode de diffusion des résultats de l'étude choisi.

Elles permettent surtout d'identifier l'atteinte d'objectifs spécifiques en regard de :

- l'implication des communautés;
- la documentation de la diversité des usages;
- les valeurs économiques et socioculturelles de ces usages;
- l'identification du potentiel de récupération ou de perte d'usages;
- le géoréférencement des données;
- la présence d'un code éthique de diffusion des données;
- le type de suivi de données adopté.

¹² Annexe 3.

5.2 OBJECTIFS MÉTHODOLOGIQUES

Puisque le présent rapport désire cerner les méthodes les plus pertinentes, ce chapitre cherchera plutôt à documenter les différentes méthodes employées. Il s'attardera à décrire celles-ci et la manière dont elles ont été utilisées. Nous nous sommes spécifiquement intéressés à la manière dont les différents éléments structurants de notre cadre de référence ont été traités dans les différentes études passées en revue, c'est-à-dire :

- les thèmes d'intérêt abordés (perceptions, savoir local, représentations, paysage et patrimoine, les usages);
- la méthode de cueillette des données;
- l'implication des communautés;
- l'analyse et le traitement des données (méthode d'analyse des données, présence de bases de données, etc.);
- la présentation des données (géoréférencement et mode de diffusion des données);
- le mécanisme de suivi et de mise à jour des données;
- le code éthique.

Une discussion sur la pertinence de ces exemples et leur applicabilité en regard des objectifs poursuivis complétera cette section.

5.3 LES THÈMES ABORDÉS

Plusieurs thèmes ont été abordés dans les documents consultés, et entre autres, certains liés spécifiquement aux objectifs et concepts ciblés pour des recherches ultérieures. Nous présentons également le contexte où chacun d'entre eux a été traité.

5.3.1 LES PERCEPTIONS

L'étude des perceptions environnementales des cours d'eau fournit plusieurs exemples méthodologiques. En général, tous réfèrent à un questionnaire fermé (Cardinal 1976). Ainsi, on utilise souvent le test d'attitudes. On fera aussi appel à des choix parmi des listes d'adjectifs, et à ce titre la méthode de Osgood¹³ ou celle de Kelly¹⁴ demeurent les plus connues. On procédera aussi à l'identification de préférences de sites parmi un choix illustré. Dans un cadre moins dirigé, on pourra également demander de dessiner l'environnement étudié ou de faire placer des éléments sur une carte structurée.

¹³ Cette méthode décrite par Osgood en 1957, repose sur la signification d'un terme, d'un concept. Elle consiste en des paires d'adjectifs antonymes en rapport avec l'objet étudié, placés sur une échelle (souvent de 7 niveaux), le sujet doit déterminer le niveau de correspondance. Le questionnaire explore successivement trois dimensions : l'évaluation de l'objet, son potentiel et son activité.

¹⁴ Cette méthode est basée sur la théorie des construits personnels que Kelly a élaboré en 1955. On présente au sujet tous les adjectifs se rapportant à l'objet étudié et on lui demande de constituer successivement différents sous-groupes d'adjectifs et de justifier ses choix. Cela produit une matrice de score pour un ensemble d'éléments sur un ensemble de construits. Elle est relativement difficile à mettre en œuvre dans le cas d'études de groupes.

Dans les études traitant du Saint-Laurent, les perceptions socioculturelles ont été prises en compte dans la démarche des Comités ZIP, dont la mission consiste à définir et à travailler sur les enjeux prioritaires pour les communautés locales. Par exemple, le comité ZIP Québec et Chaudières-Appalaches (1998) a souhaité connaître les perceptions de la population de la grande région de Québec concernant les principaux accès publics au fleuve Saint-Laurent, ainsi que les activités de loisirs à caractère récréatif en bordure du fleuve. Cette étude s'est intéressée aux accès publics les plus connus par les résidents de la région, les endroits les plus visités et les activités pratiquées par les utilisateurs des zones riveraines.

Les perceptions du grand public ont également été considérées dans les questionnaires administrés par téléphone sur les aspects de santé et de perception des risques liés aux usages du Saint-Laurent (Dewailly, 1999, et Saint-Laurent Vision 2000, 2003). Les objectifs de ces dernières recherches étaient de dresser un portrait de l'utilisation des ressources du Saint-Laurent et de caractériser les préoccupations des riverains. Breton (2001) documente aussi les perceptions en ayant pour objectif d'évaluer les perceptions, les usages et les besoins en information de la population à l'égard du fleuve Saint-Laurent.

En Colombie-Britannique (Vukelich, 1995), les perceptions du public vis-à-vis du paysage, du patrimoine et du potentiel récréatif faisaient partie des paramètres recherchés dans le cadre de l'élaboration d'un guide pour améliorer les connaissances sur l'occupation du territoire et la planification des activités. Cette étude a été réalisée par des inventaires à propos de l'héritage culturel, des aspects touristiques et des activités récréatives.

En France, l'étude d'Armani (2004) documente les perceptions des usagers relatives aux accès au fleuve Rhône. Ce travail avait pour but de suivre le phénomène de la reconquête/réappropriation du fleuve Rhône. Cette étude s'est réalisée à travers l'analyse de la compatibilité entre les fonctions (voie navigable, ressource en eau, milieux naturels, frayères, etc.), les pouvoirs (aptitude du cours d'eau à supporter l'ensemble des activités qui y sont pratiqués) et les usages du fleuve (les différentes utilisations de l'eau, des fonds et des rives tant industrielles et commerciales que touristiques et récréatives), afin de développer un outil de compréhension et d'aide à la décision. Pour sa part, l'étude patrimoniale du fleuve Loire (Ultsch, 2004) s'intéresse aussi à la perception des espaces. Elle a pour objectif de retracer une histoire synthétique du fleuve dans le département de la Loire, d'identifier et d'inventorier les patrimoines du fleuve et autour du fleuve, de cerner les acteurs en présence, de les rencontrer, de connaître leurs projets autour du fleuve Loire, de les faire adhérer à la démarche et de proposer des pistes de valorisation pertinentes et en accord avec les projets de territoires.

5.3.2 LE SAVOIR LOCAL

Au Québec, le programme ZIP semble avoir encouragé le partage du savoir local, puisque les informations présentes dans les fiches techniques de projets en font état.

L'étude sur le développement du littoral des lacs Shuswap et Mara en Colombie-Britannique (Krotz, 2003), dont le but était de fournir au District régional des informations et des outils pour inclure dans leur plan à long terme des données sur les aspects biophysiques et humains, s'est aussi intéressée au savoir local concernant les poissons, la faune, la flore, l'histoire et la culture, et particulièrement en se penchant sur les connaissances autochtones. Pour sa part, la *Veille sociale rhodanienne* (Armani, 2004) fait appel aux connaissances de partenaires locaux, notamment pour réaliser des observations régulières sur le terrain. De même, l'étude patrimoniale de la Loire (Ultsch, 2004) favorise le partage des connaissances locales sur le patrimoine fluvial.

5.3.3 LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

L'étude des représentations sociales et des valeurs sociales n'apparaît pas dans ces différents travaux.

5.3.4 LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

L'étude patrimoniale sur la Loire (Ultsch, 2004) s'intéresse évidemment au patrimoine sous toutes ses formes :

- les patrimoines naturels (faune, flore, habitats);
- les paysages visuels;
- le patrimoine fluvial (les ouvrages d'art, ponts, canaux, barrages, gués, etc.);
- les utilisations du fleuve passées et présentes (la navigation, les gravières, l'utilisation industrielle de l'eau (moulin, verrerie, teinturerie, etc.), la pêche et les activités de plaisance);
- le patrimoine culturel et ethnologique qui s'y rattache (les croyances, les différentes croix présentes le long du fleuve, etc.), les contes et légendes, la toponymie, les représentations spatiales);
- les patrimoines « associés » (les sites patrimoniaux (sites classés, inscrits, bourgs médiévaux...) remarquables à proximité du fleuve Loire, qui sont connus et reconnus).

La veille sociale autour du fleuve Rhône (Armani, 2004) s'intéresse pour sa part uniquement au patrimoine historique.

5.3.5 LES USAGES ET LES ACCÈS PUBLICS

L'inventaire et la description des accès publics et/ou des usages se retrouvent dans la majorité des initiatives étudiées.

Ainsi, les fiches techniques de projets des PARE décrivent les accès publics et les usages prioritaires du territoire de chaque comité ZIP. Plus particulièrement, un inventaire et une caractérisation des accès publics existants et projetés sur le territoire de la ZIP Québec et Chaudières-Appalaches a été dressé par Dessau Aménagement (1997) pour le comité ZIP. Le but de ce travail étant de fournir aux décideurs publics un portrait des accès publics et des usages. Pour sa part, l'UQCN (1989) a réalisé un inventaire et une compilation cartographique des usages socialement valorisés autour de 50 établissements industriels ciblés par le Plan d'action Saint-Laurent.

Les accès publics et les usages associés ont été décrits lors de l'inventaire des ressources récréatives en Colombie-Britannique (Vukelich, 1995), ou lors de l'étude sur les lacs Shuswap et Mara (Krotz, 2003). EDAW Consulting (2003) a réalisé un inventaire descriptif des accès publics au fleuve Sacramento. La Delta Protection Commission (1997) a également réalisé un inventaire des sites récréatifs, cette fois dans la région du Delta en Californie. Les études sur le Rhône (Armani, 2004) et la Loire (Ultsch, 2004) présentent aussi une description des usages passés et présents de ces deux fleuves (usages sociaux, industriels, commerciaux, touristiques, etc.).

Des recensements des accès publics à partir de la documentation (études, cartes touristiques, photos aériennes, etc.), mais sans description détaillée, ont été réalisés par l'équipe de Marineau (2002) lors de l'élaboration du Plan directeur *Un fleuve, un parc* qui cherchait à déterminer l'état de conservation des îles du Saint-Laurent, le besoin de protection dans les différents secteurs touchés par le projet, le potentiel de rétablissement des milieux insulaires dans les différents secteurs, le niveau de développement des activités récréatives, touristiques et éducatives et à identifier les besoins et les potentiels de développement d'activités ou de services. Le groupe LATINO (2001) a réalisé un inventaire similaire dans le cadre du projet de caractérisation des rivières de l'Outaouais en utilisant une approche cartographique de la connaissance écologique du territoire. Cette recherche permet à l'inventaire de servir à la fois de portrait de l'environnement et d'outil d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire.

5.4 LES MÉTHODES EMPLOYÉES

Les exemples issus de la littérature permettent de se rendre compte que des méthodes variées ont été employées pour traiter les thématiques socioculturelles. Nous présenterons maintenant des exemples illustrant de façon détaillée comment ces différentes approches ont permis de traiter les questions de recherche. On constate qu'il y a quatre principaux types de méthodologies utilisées. Il s'agit de l'enquête téléphonique auprès des populations riveraines et de l'inventaire des accès sur un secteur donné effectué à partir de la littérature, confirmé, le plus souvent, par des visites sur le terrain et parfois des entretiens avec les différents intervenants du milieu à l'aide un questionnaire-type et/ou des réunions grand public. Les trois dernières sont généralement utilisées ensembles.

5.4.1 LES QUESTIONNAIRES FERMÉS ET LES SONDAGES

L'enquête téléphonique ou l'administration d'un questionnaire fermé de type sondage est lié le plus souvent à l'objectif de documenter l'utilisation et la perception des cours d'eau par le grand public. Dans quelques cas, le fait de renouveler cycliquement l'opération permet de comprendre les changements et persistances dans les perceptions et les usages, de constater les effets des actions entreprises et d'identifier les besoins de la population.

L'enquête en santé publique portant sur les usages et perceptions du Saint-Laurent (Dewailly, 1999) a été réalisée à l'aide d'un questionnaire comportant trois thèmes :

- caractéristiques sociodémographiques;
- description de l'utilisation du Saint-Laurent;
- connaissances et perceptions liées aux usages du Saint-Laurent.

Les questions y sont regroupées en fonction des différents usages; c'est-à-dire que, pour chaque usage, ces questions permettent d'abord de mesurer les comportements et les pratiques, ensuite de cerner les perceptions et connaissances liées à ces usages. Les questions sur les caractéristiques sociodémographiques sont regroupées en fin de questionnaire.

Ce sondage a été appliqué auprès d'individus de 15 ans et plus, résidant depuis au moins un an dans l'une des municipalités riveraines du Saint-Laurent, des rivières des Mille-Îles et des Prairies, du lac des Deux-Montagnes, de la Baie des Chaleurs, de l'Île d'Anticosti et des Îles-de-la-Madeleine, ainsi que celles des affluents prioritaires (rivières Assomption, Chaudière, Richelieu, Saguenay, Saint-Maurice et Yamaska).

Un échantillonnage aléatoire stratifié par région administrative avec surreprésentation de certaines zones géographiques a été réalisé pour refléter un peu les différences de densité de population. La taille minimale de l'échantillon a été calculée selon l'usage de la pratique de la pêche qui est le comportement le moins fréquent. En tout, ce sont 18 236 riverains qui ont été interrogés.

Ce questionnaire a été réutilisé en 2003 (Saint-Laurent Vision 2000) pour effectuer un suivi des usages et des perceptions du Saint-Laurent par la population riveraine. À cette occasion, 4002 entretiens téléphoniques ont été réalisés.

L'enquête sur les perceptions, usages et besoins en information à l'égard du Saint-Laurent (Breton, 2001) a été réalisée par sondage téléphonique auprès d'un échantillon de type stratifié, (échantillon proportionnel à la répartition de la population des régions d'étude, assurant à chacune un poids relatif réel au sein de l'échantillon), de 1004 québécois adultes vivants dans les municipalités des régions riveraines du Saint-Laurent, les municipalités non riveraines s'alimentant en eau potable dans le Saint-Laurent et les municipalités bordant le Saguenay et les autres tributaires du Saint-Laurent.

Les questions portaient sur :

- les motifs justifiant l'absence de pratiques ou d'usages sur les berges ou sur le Saint-Laurent;
- les habitudes de baignade (fréquence de baignade : très souvent, assez souvent, occasionnellement, jamais, ne se prononce pas);
- les habitudes de consommation de poissons et de mollusques pêchés dans le Saint-Laurent (très souvent, assez souvent, occasionnellement, jamais, ne prend pas position);
- et surtout sur les perceptions du risque pour la santé de pratiquer une activité sur le Saint-Laurent, de consommer de l'eau d'aqueduc ou de consommer du poisson ou des mollusques provenant du Saint-Laurent (très dangereux, assez dangereux, peu dangereux, pas du tout dangereux, ne se prononce pas).

Le comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches, pour son *Étude sur les besoins d'usages et d'accès au fleuve Saint-Laurent, données sur la population pour l'année 1998*, a lui aussi choisi la technique de l'enquête téléphonique. Ce sondage a été réalisé auprès de foyers inscrits auprès des entreprises de services téléphoniques de la grande région de Québec, dans les municipalités situées dans la ZIP, un échantillon de base a été constitué proportionnellement à la taille des municipalités riveraines. Les entrevues téléphoniques ont été réalisées par le département de recherche du Collège Mérici, sur les 2774 résidences éligibles à l'enquête, il y a eu 1127 entrevues complétées.

5.4.2 L'INVENTAIRE

Plusieurs des études consultées ont fait appel à un inventaire. En général, au moins deux étapes se retrouvent dans l'inventaire.

L'étape préparatoire qui consiste à recueillir toute l'information documentaire existante permet d'identifier les principaux intervenants locaux et permet au chercheur de commencer à connaître le territoire d'étude. L'inventaire documentaire est alors employé. Il permet d'avoir un premier aperçu des usages et types d'accès. Parce qu'il amène des données issues de toutes époques à cohabiter, une validation est nécessaire. Il permet toutefois de rendre compte de données historiques.

Le travail de terrain constitue une seconde étape importante car elle permet de recueillir la majorité des informations, de réorienter l'étude vers les préoccupations locales et apporte beaucoup de précision au travail. Il est souvent constitué par une consultation d'intervenants et par une visite sur le terrain, qui consiste en une visite des berges pour identifier les accès au fleuve (cette visite peut se faire en voiture, mais de préférence à pied ou en bateau). Cette visite est une phase essentielle, car elle complète et rend le plus exhaustif possible l'inventaire ébauché à partir de la littérature et des entretiens. Effectuer cette démarche en compagnie d'une ou plusieurs personnes-ressources locales semble une façon de s'assurer que l'inventaire obtenu est complet et à jour. Cela permet d'avoir un géoréférencement précis des données.

Pour l'étude d'inventaire et la caractérisation des accès publics au fleuve sur le territoire de la ZIP Québec et Chaudière-Appalaches (Dessau Aménagement, 1997), la démarche a comporté quatre phases :

- documentation générale (revue de documents généraux d'information et planification, information touristique, projets d'aménagement, rapports d'études);
- consultation des organismes administratifs (services d'urbanismes, des loisirs, greffe des municipalités riveraines, CUQ, MRC, Société du port de Québec) pour compléter et préciser l'information documentaire (l'état de propriété, le degré de réalisation, identifier les projets en cours);
- confection de la fiche signalétique;
- visites de terrain (relevé sur le terrain à chacun des emplacements identifiés pour compléter l'information et prendre des photographies). Les résultats sont alors portés sur les fiches.

L'UQCN (1989) a utilisé la méthode développée par Cadrin (1986) pour réaliser un inventaire des usages socialement valorisés le long du Saint-Laurent, cette méthode comporte les quatre étapes suivantes :

- inventaire à partir de sources documentaires (documents d'aménagement des MRC, plans directeurs des associations touristiques régionales, guides touristiques);
- inventaires de terrain (réalisation de diapositives et de films vidéo);
- élaboration d'une nomenclature des usages pour les tableaux et les cartes;
- réalisation des tableaux et des cartes finales.

La méthode de cueillette des données utilisée par EDAW Consulting (2003) pour l'étude des accès publics récréatifs du fleuve Sacramento comporte quatre phases :

- revue de littérature des précédentes études sur les usages dans la zone considérée;
- validation par téléphone et courriel avec les gestionnaires de sites et les ONG;
- inventaires en bateau, en voiture et à pied, de juillet à septembre 2002, des installations et infrastructures par un planificateur environnemental et un analyste en activités récréatives, des inventaires complémentaires ont été menés en octobre 2002 en incluant un biologiste;
- analyse des besoins en équipements de récréation lors de deux rencontres publiques tenues dans deux villes différentes.

Dans le cadre de l'élaboration du Plan directeur *Un fleuve, un parc* (Marineau, 2002), le territoire d'étude a tout d'abord été découpé en cinq zones correspondant à des ensembles biophysiques modelés par des facteurs environnementaux semblables. Puis pour chacune de ces zones, une compilation des données biophysiques et humaines (historiques et archéologiques) a été réalisée et les données ont été rendues disponibles dans un système d'informations géographiques permettant une mise à jour au fil des années. Certaines données ont été calculées (interprétation des données de télédétection), d'autres ont été reprises d'autres bases de données et études, d'autres enfin ont été recueillies lors de visites de terrain.

La méthode utilisée par l'Agence de traitement de l'information numérique de l'Outaouais (LATINO, 2001) pour caractériser les rivières de l'Outaouais, consiste en une approche qui part du général vers le particulier. Après une phase de découpage cartographique du milieu physique, les milieux humains et biotiques ont fait l'objet d'une recherche documentaire, l'information recueillie a été regroupée par thèmes et a été localisée géographiquement, les fichiers descriptifs ont été élaborés.

5.4.3 LES ENTRETIENS SEMI-DIRIGÉS ET LES MÉTHODES MIXTES

Plusieurs recherches ont fait appel à un ensemble plus complet de méthodes sociales, où l'approche socioculturelle est davantage étoffée dans une optique qualitative. Elles présentent habituellement un volet d'entretiens semi-dirigés, qui se jumelle à d'autres approches méthodologiques. Ces études sont d'ailleurs plus aptes à documenter de façon complète, et en profondeur, la problématique soulevée par les objectifs des chercheurs.

La rencontre des personnes-ressources du milieu permet d'identifier les projets d'aménagements, ainsi que les conflits d'usages. Cette méthode permet de recueillir des données relativement homogènes auprès des différents interlocuteurs tout en laissant une certaine liberté dans les thèmes abordés, de plus cela peut permettre de réorienter les recherches en cours d'étude pour mieux l'adapter aux conditions locales.

La méthode élaborée par Vukelich (1995) pour inventorier les ressources récréatives en Colombie-Britannique est la suivante :

- recherche documentaire détaillée (recherche de tous les documents disponibles à propos des activités récréatives sur la zone étudiée auprès des ministères, des municipalités, des associations sportives, etc....);
- réalisation d'un premier inventaire de terrain et accompagné d'une liste de contact détaillée;
- quatre méthodes sont alors proposées; il est possible de mettre en œuvre une ou une combinaison de plusieurs de ces méthodes :
 - un questionnaire d'une à deux pages par courriel, accompagné d'une lettre présentant l'étude et d'une carte de la zone où l'on demande à la personne contactée de situer les informations qu'elle indique dans le questionnaire;
 - des entretiens téléphoniques à l'aide d'un questionnaire fermé;
 - des entrevues individuelles semi-dirigées à l'aide d'un outil cartographique;
 - des groupes de discussions où sont distribués des questionnaires et des cartes que les gens peuvent retourner après y avoir porté des informations;
- on intègre alors les informations fournies par le public à l'inventaire;
- on examine le brouillon d'inventaire avec le public;
- on révisé et/ou on ajoute de nouvelles informations à l'inventaire.

Krotz (2003) pour son étude sur le littoral des lacs Shuswap et Mara en Colombie-Britannique a procédé en cinq phases :

- contact de tous les ministères provinciaux et fédéraux, les gouvernements des Premières Nations présent autour des deux lacs, les firmes de consultants ayant travaillé sur les lacs et l'industrie forestière pour leur demander toutes les informations qu'ils possédaient sur les poissons, la faune, la flore, le milieu naturel, les activités culturelles, les zones récréatives, etc. les documents recueillis (217 rapports) ont été copiés, classés dans une bibliothèque et rendus accessibles à tous, des cartes préliminaires ont été réalisées;
- réalisation d'entrevues informatives auprès des citoyens locaux (650 personnes), de différents experts (11 experts), des ONG (13 ONG, 100 personnes, 2 présentations auprès

- de 25 personnes) et de l'industrie pour combler les lacunes éventuelles : entrevues d'experts et de professionnels pour identifier les personnes qui travaillent ou ont travaillé sur les lacs ou leurs tributaires et les données non documentées jusque-là et mise à jour des cartes;
- réalisation d'entrevues individuelles et en groupes à partir de la liste de contacts établie et mise à jour des cartes;
 - organisation de réunions d'information du public (2 réunions qui ont regroupé environ 500 personnes);
 - vérifications de terrain et mise à jour des cartes.

La Delta Protection Commission (1997), pour son inventaire des équipements récréatifs, a mené la démarche suivante :

- un inventaire a été fait à partir de sources écrites déjà parues (inventaires des marinas du Département de la navigation et des voies navigables, des listes des marinas, des magazines, des guides, des cartes, des rapports de planification locale, des articles de journaux, etc.), les informations ont été vérifiées sur le terrain dans chacun des sites;
- une enquête dont le but était de documenter les usages récréatifs du Delta et de définir de futurs besoins, a été réalisée auprès de la population, des travailleurs des sites récréatifs et des propriétaires de bateaux.

L'étude *Veille sociale rhodanienne* (Armani, 2004) fait appel à une méthode essentiellement ethnologique, plutôt orientée vers des données qualitatives (évolution des représentations et des pratiques), mais sans écarter certains paramètres quantitatifs. Pour cela, différentes techniques sont mises en œuvre : observations directes, enquêtes orales (entretiens semi-dirigés auprès de personnes et d'institutions), observations régulières sur les sites sélectionnés réalisées par les partenaires locaux, recueil des données socio-économiques et des données ethno-historiques par une revue de littérature.

Enfin, l'étude patrimoniale du fleuve Loire (Ultsch, 2004), utilise également des questionnaires et des entretiens individuels (rencontres avec questionnaire-type des institutions, associations, élus, personnes individuelles, archives, bibliothèques, musées, etc.), mais aussi des grilles d'analyse du paysage afin de recueillir les perceptions socioculturelles des collectivités. Une revue de littérature (archives, iconographie, guides touristiques, films, documentaires, témoignages oraux, etc.) est également réalisée. Des observations directes sont réalisées lors de visites des rives.

5.4.4 LES GROUPES DE DISCUSSION

La réunion publique est un bon moyen de recueillir les perceptions de la population sur le sujet d'étude, mais aussi de diffuser les résultats de l'étude.

Dans le cadre de l'élaboration des plans d'action et de réhabilitation écologique (PARE), la cueillette de données sur les perceptions, le savoir local, la description des usages et accès prioritaires du territoire des ZIP a été réalisée grâce à des groupes de discussion et des ateliers de travail thématiques lors de consultations publiques organisées dans chaque ZIP. Les informations recueillies proviennent d'une population déjà sensibilisée aux problématiques écologiques du Saint-Laurent (membres d'associations de protection de l'environnement, élus, etc.), le nombre de personnes participant à ces consultations publiques était variable selon le territoire.

5.5 L'ANALYSE DES DONNÉES

Une fois un corpus de données constitué, le classement et l'analyse permettent de tirer les conclusions pertinentes et d'établir un document de présentation de celles-ci. Bien que peu loquaces sur cette étape de la recherche, certaines études en ont néanmoins fait état.

On constate ainsi que, lors des sondages (Dewailly, 1999; Breton, 2001; Comité ZIP Québec Chaudière-Appalaches, 1998 et Saint-Laurent Vision 2000, 2003), les variables issues des questions ouvertes ont tout d'abord été regroupées en classes, puis l'ensemble des données a fait l'objet d'un traitement statistique (pourcentages, intervalles de confiance). Les résultats ont ensuite été présentés sous forme de tableaux accompagnés de textes explicatifs et parfois sous forme de diagrammes. Dans le cas des PARE (Comités ZIP), de l'inventaire de l'UQCN (1989), de l'étude de Dessau Aménagement (1997) et de l'inventaire des équipements récréatifs de la région du Delta (Delta Protection Commission, 1997), les résultats ont été regroupés dans des tableaux et parfois présentés dans des fiches et sont toujours accompagnés de textes explicatifs.

5.6 LE CLASSEMENT ET LA PRÉSENTATION DES DONNÉES

5.6.1 LES BASES DE DONNÉES

Il demeure d'abord pertinent d'examiner comment, à cette étape de la recherche, les différentes études ont fait appel à des bases de données. Les informations recueillies ont été regroupées dans une base de données et liées à un système d'informations géographiques dans le cadre de plusieurs recherches. On les retrouve dans le projet *Un fleuve, un parc* (Marineau *et al.*, 2002), pour l'étude des rivières de l'Outaouais (LATINO, 2001), pour l'inventaire des sites récréatifs en Colombie-Britannique (Vukelich, 1995), pour le fleuve Sacramento (EDAW Consulting, 2003), pour l'étude sur le Rhône (Armani, 2004) et celle de la Loire (Ulstch, 2004). La création de bases de données était l'un des modes de présentation visé du travail de chacune de ces études, sinon un objectif, puisque les commanditaires souhaitaient avoir un accès unique et facilité aux données, et souhaitaient aussi pouvoir réaliser des cartes synthèses avec ces données.

5.6.2 LE GÉORÉFÉRENCIEMENT DES DONNÉES

Le géoréférencement des données recueillies est un paramètre présent dans la majorité des études. Il a été établi de différentes manières. Les données recueillies lors de l'élaboration des PARE sont reliées précisément à des portions du territoire des Comités ZIP, on retrouve des cartes dans les fiches techniques de projets. De même, l'inventaire des accès réalisé pour le Comité ZIP de Québec Chaudière-Appalaches (Dessau Aménagement, 1997) présente des cartes dans les fiches d'inventaires, et les sites d'accès inventoriés sont repérés sur une carte globale. L'étude sur les besoins d'usages et d'accès (Comité ZIP de Québec Chaudière-Appalaches, 1998) a permis de recueillir des données géoréférencées, même si leur précision est moindre, en suggérant des lieux dans le questionnaire de sondage.

La méthode développée par Cadrin (1986), et appliquée ensuite par l'UQCN (1989) fait appel à l'étude de cartes existantes et à l'inventaire de terrain pour collecter des données géoréférencées.

Dans le cadre de la recherche menée par l'équipe de Marineau (2002) et de celle portant sur les rivières de l'Outaouais (LATINO, 2001), ce sont des cartes, des images satellites et des photographies aériennes qui ont permis de réaliser le géoréférencement.

Pour les informations sur les lacs Shuswap et Mara (Krotz, 2003), les sites récréatifs en Colombie-Britannique (Vukelich, 1995), le fleuve Sacramento (EDAW Consulting, 2003) et le Delta en Californie (Delta Protection Commission, 1997), la démarche pour établir le géoréférencement des données a été d'abord d'étudier les cartes et études existantes, puis de vérifier le géoréférencement par des visites sur le terrain. Notons que pour l'inventaire des sites récréatifs en Colombie-Britannique (Vukelich, 1995), des cartes sont également utilisées comme support lors des entretiens individuels et des groupes de discussion.

5.7 LE MODE DE DIFFUSION DES RÉSULTATS

Le plus souvent, la diffusion consiste en un rapport papier et parfois une brochure de synthèse. Dans certains cas, le rapport est disponible en format électronique pour le téléchargement à partir du site Internet de l'organisme commanditaire.

Le recours aux technologies de la géomatique en ligne commence à se développer. Dans le cas de la caractérisation des rivières de l'Outaouais (www.outaouais.org/rivieres), des inventaires des sites récréatifs du fleuve Sacramento (www.sacrametoriver.org) et de la région du Delta de Californie (<http://www.delta.ca.gov/recinvty.html>), des cartes thématiques non modifiables sont présentées. Le site Internet de l'inventaire des sites récréatifs en Colombie-Britannique (<http://srmapps.gov.bc.ca/apps/rec/>) permet à l'utilisateur de créer des cartes en choisissant les couches d'informations à afficher sur un fond de carte.

L'étude patrimoniale de la Loire fait également appel à la géomatique en présentant des cartes interactives non modifiables sur les sites patrimoniaux par sous-régions, ceux-ci donnant accès à des articles thématiques. Son site (<http://www.reseau-patrimoine.net>) se veut cependant plus complet et présente une véritable vitrine virtuelle comportant de nombreux articles thématiques sur le patrimoine du département de la Loire et une galerie d'images (cartes postales anciennes et photographies).

Il demeure que la présentation plus classique des données est encore utilisée. Dans le cas de l'étude sur les lacs Shuswap et Mara (Krotz, 2003), des réunions publiques ont été organisées afin de diffuser l'information auprès de la population et des organismes du milieu. Les Comités ZIP diffusent l'information grâce à leurs réseaux locaux bien établis (lettres, bulletins papiers ou électroniques, réunions publiques, etc.).

5.8 LES MÉCANISMES DE SUIVI ET DE MISE À JOUR DES DONNÉES

Le mode de suivi et de mise à jour des données utilisé dans le cadre des études sur les aspects santé du Saint-Laurent, consiste à renouveler (1995, 2003, 2004) l'enquête téléphonique auprès du grand public. Pour l'inventaire des sites récréatifs en Colombie-Britannique (Vukelich, 1995) et dans la région du Delta en Californie (Delta Protection Commission, 1997), les informations sont mises à jour lorsqu'il y a un changement, et cette mise à jour est gérée par le ministère de la Gestion soutenable du gouvernement de la Colombie-Britannique pour le premier, et le gouvernement de l'État de Californie pour le second. En ce qui concerne le fleuve Sacramento (EDAW Consulting, 2003), la mise à jour est effectuée par des bénévoles selon les commentaires des gestionnaires de sites d'accès et des utilisateurs du site Internet.

5.9 L'ÉTHIQUE

La référence à un code éthique est rarement exprimée, même si la plupart de ces études ont été réalisées avec l'objectif de diffuser largement les résultats et donc fournissent des informations publiques. Dans le cadre de l'étude patrimoniale sur la Loire (<http://www.reseau-patrimoine.net>), on demande aux personnes qui souhaiteraient faire parvenir des informations ou des documents de signer une cession de leurs droits afin que ces données deviennent publiques.

5.10 L'IMPLICATION DES COMMUNAUTÉS

L'implication des communautés étant l'un des objectifs recherchés dans l'élaboration de nos méthodologies de recherche, il peut être intéressant de décrire comment les approches que nous venons de décrire entendaient faire appel à cette dimension. Les manières d'impliquer les collectivités peuvent être différentes et dépendent du degré d'implication que l'on souhaite et de la suite que l'on veut pour le travail effectué.

Un des moyens employé afin de volontairement chercher à impliquer les collectivités dans la démarche est l'organisation de réunions publiques. Les réunions d'information permettent d'impliquer les organismes communautaires et le public dans la démarche. Lors de ces réunions d'information, des groupes de discussion thématiques sont souvent organisés, ce qui permet la cueillette de données sur les perceptions ou le savoir local. La réunion publique peut également être un outil de diffusion de l'information. Cette démarche a été suivie pour l'élaboration des PARE par les Comités ZIP, lors de l'étude sur les lacs Shuswap et Mara (Krotz, 2003), pour l'inventaire des sites récréatifs du fleuve Sacramento (EDAW Consulting, 2003) et elle est aussi préconisée dans la procédure élaborée par le gouvernement de la Colombie-Britannique (Vukelich, 1995).

Certains organismes locaux se voient aussi conférés une part de la réalisation des études en cours. C'est le cas notamment dans le cadre de l'étude sociale consacrée au Rhône (Armani, 2004), où des intervenants du milieu se voient confiés des observations quantitatives simples sur le terrain (par exemple : l'évaluation de la fréquentation des sites). Interpeller les organismes du milieu dans le cadre d'inventaires de terrain semble également une bonne façon de les impliquer dans la démarche. De même,

la rencontre des gens du milieu par des entrevues semi-dirigées crée aussi le sentiment d'être concernés par les études effectuées.

Une troisième approche est celle permettant au public de commenter les données diffusées ou pour les compléter. Les réunions d'information semblent faire appel à cette approche. Il en va de même de plusieurs présentations virtuelles. Les sites Internet présentant les inventaires des sites récréatifs du fleuve Sacramento (EDAW Consulting, 2003) et de la région du Delta en Californie (Delta Protection Commission, 1997) possèdent une fonction de ce type. L'étude patrimoniale de la Loire utilise également un site Internet pour inviter le public à commenter les articles présentés, à faire parvenir aux gestionnaires du site toute information ou document en leur possession ayant un lien avec l'étude et un forum de discussion est disponible pour tout autre commentaire. Les informations sont vérifiées et validées par le ministère français de la Culture avant d'être diffusées sur le site Internet.

Enfin, soulignons que, habituellement, le recours aux sondages et questionnaires fermés, de même qu'aux inventaires documentaires, ne permet pas une grande implication des collectivités.

5.11 PRINCIPAUX CONSTATS ET PISTES À SUIVRENT

Nous nous sommes attardés à présenter les différentes approches méthodologiques utilisées dans l'étude des usages anthropiques des cours d'eau. Nous pouvons tirer des leçons des expériences décrites.

Par rapport à nos objectifs de recherche, les exemples de la démarche d'élaboration des plans d'action et de réhabilitation écologique des Comités ZIP, de l'étude patrimoniale du fleuve Loire et de la Veille sociale rhodanienne semblent intéressantes, car ces initiatives impliquent les communautés, recueillent des données géoréférencées, recherchent des informations sur les perceptions sociales et font appel au savoir local. Les études sur la Loire et le Rhône possèdent un important volet historique et devraient aboutir à la création d'une base de données géoréférencées, iconographiques et textuelles. Dans le cas de la Loire, la plupart des données devraient être diffusées largement sur un site Internet. Nous constatons également que, au Québec, le réseau des comités ZIP, coordonné par Stratégies Saint-Laurent, est un bon outil de diffusion de l'information au sein de la communauté.

D'autres exemples se montrent moins probants. La démarche de caractérisation des rivières de l'Outaouais (LATINO, 2001) ne prend pas en compte les données humaines du territoire étudié, à part quelques données quantitatives relatives à l'économie. D'autres initiatives (UQCN, 1989; Dessau Aménagement, 1997; Delta Protection Commission, 1997 et EDAW Consulting, 2003) ne sont que des inventaires descriptifs des accès et des usages. L'équipe de Marineau (2002) ne s'intéresse qu'à l'aspect environnemental. Les sondages téléphoniques se montrent aussi très limités en regard d'une compréhension approfondie des dimensions socioculturelles (dont ceux utilisés par Dewailly, 1999; Saint-Laurent Vision 2000, 2003; Breton, 2001 et Comité ZIP Québec Chaudière-Appalaches, 1998). Ces recherches ne permettent par exemple pas de connaître le savoir local ou les représentations.

Enfin, la technique du sondage n'implique pas les communautés. Notons aussi que, peu importe le type d'études, les différents usages et accès publics doivent être définis clairement dans la méthodologie, sous

peine d'obtenir des données non totalement compatibles entre elles et ne donnant pas un portrait uniforme du Saint-Laurent.

Les usages peuvent d'ores et déjà être **priorisés**. Dans un premier effort, les usages anthropiques qui attirent le plus le public sur les berges ou sur le Saint-Laurent seront retenus. Ce sont principalement des usages récréatifs. On peut les classer en trois grandes catégories :

- activités de contact avec l'eau (baignade, plaisance à voile, plaisance à moteur, planche à voile, canot, kayak, etc.);
- usages de loisirs sans contact avec l'eau (pratique du vélo, marche, patin à roues alignées, visites de sites naturels ou patrimoniaux, observation de la nature, motoneige, VTT, villégiature, etc.);
- activités liées aux ressources (pêche, chasse, piégeage, cueillette de mollusques, cueillette de plantes et d'algues, prélèvement de grenouilles, etc.).

Ces usages contribuent à la qualité de vie des populations et donnent une bonne idée de la perception qu'ont les usagers de la qualité du Saint-Laurent et de ses ressources; ce sont également ceux que les organismes communautaires tentent de recouvrer ou d'améliorer en mettant en place différents projets.

Ces conclusions demeurent brèves car, compte tenu des limites du corpus, nous ne bénéficions pas d'exemples permettant de tirer des conclusions complètes sur tous les aspects socioculturels du rapport au milieu naturel.

6. PISTES MÉTHODOLOGIQUES POUR L'ÉTUDE SOCIOCULTURELLE DU SAINT-LAURENT

Force est de constater que de nombreux objectifs ont été identifiés comme souhaitables pour réaliser des études sur les dimensions socioculturelles du Saint-Laurent. Cependant, comme on l'a vu, les méthodes pour les réaliser sont tout aussi nombreuses, et doivent être choisies en fonction de paramètres autant matériels que conceptuels et stratégiques. Les exemples méthodologiques présentés ont d'ailleurs détaillé l'application de quelques-unes de ces méthodes dans le cas très précis de l'étude des usages anthropiques de cours d'eau.

Les leçons tirées de ces illustrations, de même qu'une réflexion méthodologique plus poussée, nous ont amené à dégager certaines pistes de recherche qui paraissent porteuses pour réaliser certains des objectifs majeurs identifiés par le Centre Saint-Laurent et les autres intervenants consultés. Dans le présent chapitre, quatre modes de recherche sociales seront donc maintenant présentés, et offrent un aperçu des méthodes préconisées pour recueillir des données et des résultats escomptés. Ensuite, nous élaborerons davantage sur les modes de diffusion préconisés. Le chapitre suivant s'attardera d'une façon plus spécifique à une structure de base de données.

Avant de présenter ces pistes de recherche, une remarque s'impose : certaines propositions visent des usages et des savoirs (les propositions 2 et 3), et sont donc davantage liées à des lieux ou à des actions qu'à des communautés, même si elles se penchent sur les réalités socioculturelles vécues par des groupes d'acteurs sociaux. Ces approches permettent ainsi de rejoindre une grande diversité d'usagers et en grand nombre, et de refléter aussi certaines catégories de personnes n'appartenant pas directement aux communautés riveraines : les résidents ou villégiateurs demeurant sur les rives, les grands navigateurs de plaisance, le transport maritime et de croisière. Cependant, les propositions 1 et 4 visent principalement, voire exclusivement, les communautés riveraines et, alors, l'approche reflète cependant moins l'utilisation du fleuve par les autres usagers¹⁵.

6.1 PROPOSITION I — ÉTUDE DES BESOINS ET DÉSIRS EN MATIÈRE DE CONNAISSANCES SUR LE FLEUVE

Par la commande de recherches sociales, le Centre Saint-Laurent cherche à résoudre plusieurs préoccupations, dont l'une est de permettre une meilleure implication des communautés riveraines. Toutefois, la formulation des objectifs actuels de recherche, et notamment la conception d'un projet ayant pour but de confectionner une base de données, relève d'abord des préoccupations et de la logique des autorités étatiques. Il s'agit bien d'une conception « top-down » des choses, qui, même si elle n'est pas dénuée d'intérêt, n'est cependant pas garante de correspondre aux réels désirs, besoins et objectifs des communautés riveraines.

¹⁵ Même si ce n'est pas ici l'objectif central de la démarche, nous soulignons cependant qu'il pourrait être éventuellement intéressant d'élargir l'enquête sur les besoins et désirs en matière de connaissances sur le fleuve (la proposition 1) pour couvrir aussi ces acteurs sociaux.

Afin de formuler des projets de recherche permettant à la fois de réaliser des besoins du Centre Saint-Laurent et ceux des communautés, il est important de faire une étude des besoins et souhaits des groupes et des citoyens. Cette étude serait réalisée auprès des communautés riveraines afin de leur permettre d'exprimer leur opinion. Elle nous semble **nécessaire** et préalable à tout autre recherche, puisqu'elle orientera les sujets des études subséquentes.

Compte tenu des coûts associés à une telle démarche exploratoire, nous préconisons une démarche davantage exemplaire que statistiquement représentative (appelée Phase 1). Cependant, dépendant des budgets disponibles, cette étude pourrait aussi être poursuivie de manière à recueillir des données plus exhaustives (Phase 2). La recherche exemplaire (Phase 1) constituant ainsi une première étape. Nous avons inscrit ici les variantes de ces deux modèles, lorsqu'il y avait lieu.

6.1.1 OBJECTIFS VISÉS

- Prioriser les usages anthropiques inclus dans la base de données;
- Impliquer davantage les collectivités dans les recherches et des actions sur le Saint-Laurent.
- Cerner les préoccupations et les besoins des collectivités en matière de recherches et d'intervention.

6.1.2 MÉTHODOLOGIE

Population à l'étude

Les communautés riveraines du Saint-Laurent seront celles ciblées pour cette étude.

Échantillon

Phase 1. Un échantillon de type exemplaire typique sera préconisé. Dans quelques communautés identifiées pour leur caractère représentatif de la diversité des réalités fluviales, seront contactés des groupes déjà constitués. Parmi ceux-ci seront sélectionnés pour participer à l'enquête plusieurs groupes (8 à 12), choisis sur la base de leur représentativité des différents types d'utilisateurs. Ce choix implique de :

- cibler des communautés représentatives, avec l'aide d'un organisme national tel Stratégies Saint-Laurent;
- faire la nomenclature des groupes constitués dans chaque communauté ciblée, avec l'aide d'un organisme local ou régional oeuvrant dans le domaine (comités ZIP);
- choisir un nombre suffisant de groupes différents et variés en terme d'usages et d'intérêts.

Phase 2. Les communautés seront identifiées selon un échantillonnage probabiliste. Au sein de chaque communauté, les groupes seront choisis selon un échantillon de hasard stratifié.

Outils de collecte des données

Phase 1. Afin de recueillir les données pertinentes, des « focus-groups » seront proposés dans chaque communauté. Selon le nombre de groupes d'utilisateurs et leur variété, un à deux groupes seront nécessaires. Des individus représentant chaque groupe d'utilisateurs seront convoqués.

La discussion se déroulera avec une grille d'entrevue semi-dirigée, cherchant l'expression :

- de ce que chacun estime utile/important de savoir sur le fleuve;
- des lacunes et des désirs de connaissances;
- des besoins de connaissances;
- du rôle et de l'importance du fleuve dans leur vie.

Phase 2. Un questionnaire fermé sera construit à partir des entrevues de la Phase 1, les questions et les choix de réponses étant cette fois déterminés à partir des résultats de l'enquête par groupe de discussion. Il sera administré par la poste, par courriel ou par téléphone. Un suivi est nécessaire dans les deux premiers cas.

6.1.3 ANALYSE

Une analyse de contenu logico-sémantique est préconisée. Les données seront classées dans une grille thématique, puis interprétées.

6.1.4 PRÉSENTATION DES DONNÉES

Un rapport écrit est prévu pour faire état des résultats de l'analyse.

6.1.5 RESSOURCES NÉCESSAIRES

Phase 1. Un spécialiste en enquête sociale est requis pour réaliser l'ensemble de l'étude. De plus, des partenaires seront sollicités en appui pour déterminer les communautés représentatives, dresser la liste des regroupements d'utilisateurs, et pour les aspects logistiques des groupes de discussion (contacter les individus pour la rencontre, veiller aux aspects matériels).

Phase 2. Le questionnaire pourrait être administré par des personnes adéquatement formées¹⁶, possiblement issues du milieu local. La conception et l'analyse reviennent à un spécialiste.

6.1.6 TEMPS DE RÉALISATION ESTIMÉ

Phase 1. 3 mois.

Phase 1 + Phase 2. 6 à 7 mois.

¹⁶ Par exemple, ayant reçu une formation de base de quelques heures par un professionnel en sciences sociales offrant par la suite une supervision et un appui ponctuel.

6.1.7 BUDGET ESTIMÉ

Phase 1. Environ 12 000 à 15 000 \$

- dont 10 % pour les partenaires Stratégies Saint-Laurent et le Comité ZIP du territoire;
- plus 15 % de frais d'administration.

6.2 PROPOSITION II — ÉTUDE DOCUMENTANT DES USAGES DU SAINT-LAURENT

Cette étude répond sans doute le plus directement au souhait du Centre Saint-Laurent de se doter d'informations sur les usages et de les géoréférencer. Elle comprendrait les données suivantes, compilées dans une base de données structurée (présentée au chapitre suivant) :

- liste des usages publics passés et situation géographique;
- liste des usages publics actuels et situation géographique.

La recherche porte sur des usages publics, et parmi ceux-ci seraient sélectionnés certains usages ciblés en fonction de leur intérêt (soulevé dans l'enquête des besoins).

6.2.1 OBJECTIFS VISÉS

- Constituer une base de données géoréférencées évolutive sur les usages anthropiques passés et présents liés aux accès publics.
- Prioriser les usages anthropiques inclus dans la base de données.
- Recueillir des données géoréférencées passées et actuelles.
- Assurer un suivi et une mise à jour de ces données.
- Créer un outil accessible à tous publics.

6.2.2 MÉTHODOLOGIE

Population à l'étude

L'ensemble des usagers sur les sites d'accès publics du Saint-Laurent est ciblé, y compris les communautés riveraines.

Échantillon

Selon les besoins du Centre Saint-Laurent et les souhaits des communautés, pourraient être ciblés :

- tous les sites;
- tous les types d'usagers;
- un échantillon représentatif des sites et des usagers;
- des sites ou des usagers privilégiées selon les besoins.

Une première phase du projet devrait néanmoins être réalisée sous forme de **projet pilote**, sur un site ciblé. Le mandat du Centre Saint-Laurent portant sur la portion eau douce du fleuve Saint-Laurent, le site-pilote pour la mise en œuvre de la méthodologie se situera donc idéalement en eau douce pour répondre à ce mandat.

Les cinq principaux critères de choix pour déterminer un site-pilote et l'échelle géographique d'intervention qui permettront de tester l'efficacité de la démarche sont les suivants :

- accessibilité aux données;
- diversité d'accès et d'usages;
- densité et diversité d'intervenants (université, organismes communautaires, autochtones, parcs, etc...);
- équilibre entre milieux naturels et milieux artificialisés;
- équilibre entre milieux urbains et milieux ruraux.

Outils de collecte des données

Tel que les exemples du chapitre précédent l'ont établi, la collecte des données pour ce type de recherche obéit à une succession d'étapes nécessaires, qui se lisent comme suit :

1. Inventaire documentaire

Il consiste en la constitution d'une bibliographie *exhaustive* de la littérature pertinente, actuelle et passée. Les sources de renseignement qui seront privilégiées sont :

- documents produits par des organismes issus de chaque communauté, de chaque région ou à l'échelle nationale;
- documents dans le cadre de projets scientifiques, universitaires ou gouvernementaux;
- documents issus des archives privées et publiques, locales et nationales;
- appel au public.

2. Enquête de terrain

Il permet de compléter les données issues des inventaires. Elle doit être postérieure à un premier classement des données. Il s'agit d'une enquête sociale auprès d'un échantillon représentatif de la population et selon la méthode appropriée aux éléments recherchés. Un questionnaire fermé permettrait par exemple de mesurer des usages en termes de présence, de fréquence, d'importance, etc. Dans tous les cas, cependant, la grille d'entrevue qui sera constituée doit se modeler sur les priorités ciblées comme étant à documenter parmi les variables de la base de données et à partir des intérêts émis dans l'enquête des besoins selon d'autres objectifs (ex : les lacunes sur certains usages).

Classement et présentation des données

Le classement des données recueillies se fera en fonction des usages, des usagers et des sites, ainsi que des différentes variables (indicateurs) caractérisant chacun. La grille de classement sera une base de données. À cet effet, une structure détaillée a été conceptualisée, et elle est présentée au chapitre suivant.

6.2.3 ANALYSE

Compte tenu du fait qu'il s'agit ici davantage d'une liste descriptive des usages, l'analyse n'est pas l'enjeu majeur de cette recherche. Cependant, si désiré, une démarche analytique pourrait chercher une approche comparative des usages. De plus, l'intégration de cette étude dans le programme de suivi de l'état du Saint-Laurent est sans doute garante d'une analyse en fonction des propres objectifs de ce programme gouvernemental.

6.2.4 DIFFUSION DES RÉSULTATS

La base de données ne sera utile à la connaissance de l'évolution de la perception du Saint-Laurent que si son mode de diffusion permet au plus grand nombre d'intervenants et d'utilisateurs du Saint-Laurent d'accéder aux données. Il faut donc un mode de diffusion qui puisse satisfaire la plus large clientèle possible, du scientifique au touriste en passant par le citoyen riverain.

Depuis quelques années, Internet apparaît presque comme un incontournable dans la diffusion de l'information, autant par rapport au grand public que pour les spécialistes; c'est pourquoi les recherches de modes de diffusion se sont concentrées sur cet outil. Le chapitre consacré à la structure de la base de données s'attarde à définir minutieusement les conditions de sa diffusion. Ainsi, la base de données sera placée sur un site Internet, avec possibilité pour les usagers de proposer des informations, celles-ci étant ensuite classées par un responsable du site. Des données pourraient être inscrites sur des cartes géographiques interactives ou sur un autre support. Le comité avisur considère que la création du site Internet constitue une phase en elle-même.

6.2.5 RESSOURCES NÉCESSAIRES

Recherche bibliographique : une personne formée en recherche documentaire, et expérimentée en recherche historique sera nécessaire (usages passés).

Enquête terrain : elle impose une ressource en sciences sociales pour élaborer, déterminer la méthode, réaliser les outils de collecte de données, conseiller sur les variables de la base de données et pour réaliser l'analyse de contenu (si désirée). Les entrevues devraient se faire par un spécialiste. Un questionnaire fermé peut être administré par des ressources formées adéquatement.

Classement : une ressource est prévue. Le découpage des données dans les réponses issues des entrevues sur le terrain devrait se faire par un spécialiste.

Diffusion des résultats : une ressource est requise, elle doit être apte à traiter la cartographie et les données dans un environnement informatique.

6.2.6 PARTENARIAT SOLLICITÉ

Pour la réalisation de ces étapes, plusieurs partenaires seront sollicités, dont :

- groupes issus des communautés;
- universitaires;
- formation d'un comité *scientifique*.

6.2.7 TEMPS DE RÉALISATION ESTIMÉ POUR LE PROJET PILOTE

- Recherche documentaire et historique : 3 mois, varie selon usages et sites ciblés.
- Recherche terrain : 4 semaines, varie selon usages et sites ciblés.
- Constitution d'un cadre pour base de données : à valider avec spécialistes.
- Classement : 2 mois ou plus, varie selon la quantité de documents à traiter.

6.2.8 BUDGET ESTIMÉ

75 000 \$ minimum pour un projet-pilote :

- dont 10 % pour les partenaires locaux;
- plus 15 % de frais d'administration.

Création du site Internet : temps et budget à valider avec spécialistes.

6.3 PROPOSITION III — DOCUMENTER LES CONNAISSANCES LOCALES SUR CERTAINS USAGES

Sur le modèle de la recherche effectuée sur le bar rayé, ce modèle de recherche qualitative est incontournable pour acquérir une connaissance solide du savoir local. Surtout, elle permet d'impliquer activement les communautés locales dans les projets de recherche menés par les scientifiques. Elle s'arrime donc à ces recherches effectuées sur des usages particuliers.

Les connaissances locales comprennent également un volet de documentation en termes de pratiques locales (façons de faire), ces dernières pouvant faire partie de modules précis dans la structure de base de données.

Note 1 – Compte tenu du grand nombre d'usages, il est nécessaire de s'attarder à prioriser ceux à documenter, notamment à partir de la recherche sur les besoins des communautés riveraines. De plus, pareille recherche s'arrime habituellement.

Note 2 – Les recherches sur les perceptions sociales, les représentations sociales pourraient être effectuées à partir de ce modèle. Il serait aussi possible de jumeler ces recherches, tout en prévoyant que ces thèmes soient séparés dans la grille d'observations et celle d'entrevues.

6.3.1 OBJECTIFS VISÉS

- Approfondir les connaissances sur les dimensions socioculturelles du Saint-Laurent.
- Tenir compte de ces connaissances dans les interventions.
- Mettre en valeur ces dimensions socioculturelles par les moyens appropriés.
- Impliquer davantage les collectivités dans les recherches et des actions sur le Saint-Laurent.

6.3.2 MÉTHODE

Population à l'étude

La communauté (ou les communautés) et les acteurs sociaux situés sur les sites à l'étude dans les projets de recherche scientifiques.

ou

Les acteurs sociaux pratiquant les usages ciblés par les projets de recherche scientifiques.

Échantillon

Il sera de type représentatif non-probabiliste.

Méthodologie

Après une revue de la littérature et la détermination du cadre conceptuel, une observation participante pourrait être effectuée et/ou la réalisation d'entretiens avec des informateurs clés, identifiés par rapport à leur pertinence face aux usages.

Dans le cas de connaissances passées, on optera pour une recherche documentaire dans un corpus constitué par rapport à sa pertinence, ses liens avec les sites représentatifs choisis et sa représentativité des différentes époques historiques.

Classement

- Les données sur le savoir local seraient d'abord classées par rapport à leur contenu (approche EMIC).
- Les données décrivant des pratiques pourraient être classées dans la base de données.

6.3.3 ANALYSE

Une analyse serait ensuite effectuée afin de dégager les savoirs locaux.

Ensuite, ceux-ci pourraient être classés dans la base de données lorsqu'ils se réfèrent à des usages. Un renvoi aux données pertinentes et des liens aux documents recueillis serait proposés pour chaque élément de la base de données, et cette dernière pourrait être bonifiée afin d'inclure un aperçu de ces données.

6.3.4 DIFFUSION DES RÉSULTATS

Les résultats seront diffusés sous forme de rapport écrit et des liens seront disponibles sur le site Internet de la base de données.

6.3.5 RESSOURCES

Un spécialiste en sciences sociales est nécessaire pour toutes les étapes, en partenariat avec les communautés. Compte tenu de la difficulté de recueillir et interpréter les données relatives à des faits sociaux tels le savoir local, les représentations sociales, les valeurs, les perceptions; il est en effet fort difficile de confier le soin de documenter de façon scientifique ces aspects sans recourir à des spécialistes. La proposition 4 présente un mode plus souple à ce sujet, mais ayant une valeur scientifique moindre.

6.3.6 PARTENAIRES

Les centres de recherche universitaires et les étudiants des cycles supérieurs seront mis à contribution. Il serait en effet indispensable de consulter les laboratoires de recherche et les chercheurs pour voir ce qui se fait en ce moment autour de ces questions, quelles approches sont employées et quelles recherches pourraient être jumelées.

6.3.7 TEMPS PRÉVU

Une recherche pour documenter un aspect dans une communauté donnée prend au moins 10 mois, et souvent plus.

6.3.8 BUDGET

50 000 à 70 000 \$ par recherche ciblée environ :

- dont 10 % pour les partenaires locaux;
- plus 15 % de frais d'administration.

6.4 PROPOSITION IV — EXPOSITION / VITRINE VIRTUELLE

Une exposition virtuelle pourrait être proposée aux différentes communautés riveraines afin qu'ils constituent eux-mêmes une vitrine de leur coin de pays et qu'ils donnent *un aperçu* de ce qu'ils jugent important de communiquer sur leurs liens socioculturels avec le Saint-Laurent, tels l'histoire locale, la valeur accordée, leurs paysages privilégiés, les pratiques et les usages traditionnels et actuels, les initiatives de protection, etc.

L'exposition n'a pas la prétention d'avoir une valeur scientifique car elle ne fait pas appel à des spécialistes des sciences sociales pour se réaliser, ne comporte pas d'analyse, et ne vise pas l'exhaustivité de ce qui est montré. Elle se veut, nous le répétons, plutôt comme une vitrine sur le Saint-Laurent perçu et vécu par les communautés riveraines. En cela, l'initiative vise leur implication et un réseautage des communautés. Elle désire également ajouter un volet plus sensible aux données présentées par la base de données et mise en lien Internet.

6.4.1 DESCRIPTION DU PROJET

Il s'agit de constituer une exposition virtuelle à partir de thèmes prédéterminés, issus des résultats de l'enquête sur les besoins. Le but n'est pas de standardiser les expositions, mais que les gens y incluent des éléments similaires, de la façon dont ils le jugent appropriée, tout en respectant des standards minimums en terme de contenu, de recherche, de thèmes, etc. Un guide de mise en exposition permettrait de garantir ces critères minimums tout en servant d'encadrement scientifique au projet. Il servirait également d'outil didactique pour les aspects matériels (où trouver l'information, comment mettre en ligne, etc.).

Les cartes pertinentes au territoire et les liens vers la base de données, devraient être prévus.

Un projet pilote devrait être réalisé dans une communauté afin de faire une étude de faisabilité et de cerner les éléments à insérer dans le guide, qui serait ensuite élaboré.

6.4.2 OBJECTIFS VISÉS

- Approfondir les connaissances sur les dimensions socioculturelles du Saint-Laurent.
- Mettre en valeur les dimensions socioculturelles par les moyens appropriés.
- Impliquer davantage les collectivités dans les recherches et des actions sur le Saint-Laurent.
- Créer un outil accessible à tous publics.

6.4.3 RESSOURCES

Un mécanisme devrait prévoir comment déterminer dans chaque communauté le groupe (ou les groupes) en charge de la réalisation de l'exposition.

Une ressource conseil serait mise à la disposition des exposants pour le contenu et pour la mise en espace Internet.

Pour le projet pilote : un spécialiste en ethnographie, muséologie ou ERE devrait être chargé du projet et de la rédaction du guide d'exposition. Un conseiller en multimédia devrait également être prévu.

Pour la suite du projet, une ressource conseil à temps plein ou temps partiel (selon le nombre d'exposants) devrait être mise à la disposition des organismes pendant la durée du programme de mise en exposition. Cette ressource devrait être basée dans un organisme national.

6.4.4 PARTENAIRES

Toutes les communautés sont appelées à devenir maîtres d'œuvre.

6.4.5 TEMPS PRÉVU

Pour le projet pilote et la réalisation du guide d'exposition : 8 à 10 mois.

6.4.6 BUDGET

Projet pilote : 50 000 \$ environ :

- dont 10 % pour les partenaires locaux;
- plus 15 % de frais d'administration.

Cette exposition virtuelle se ferait sur une base volontaire mais chaque communauté volontaire devrait bénéficier d'une aide financière, établie dans le cadre d'un programme spécifique.

6.5 AUTRES PROPOSITIONS

Notons en terminant que d'autres approches issues des sciences sociales permettraient également d'intégrer les communautés dans les recherches réalisées sur leur territoire selon différents processus éprouvés dans ces domaines. Ces processus ne constituent pas en soi des recherches, mais sont plutôt des attitudes ou des façons de mener des recherches scientifiques qui permettent une meilleure intégration des communautés. Ces méthodes sont nombreuses. Mentionnons ici, à titre d'exemples rencontrés dans la littérature en sciences sociales :

- cibler des projets de recherche proches de leurs désirs et besoins (ciblés dans la recherche sur les besoins ou sur un modèle similaire);
- impliquer les groupes communautaires et les usagers du site visé dans l'élaboration des recherches sur leur territoire (objectifs, problématique);
- faire appel aux membres des communautés comme assistants dans la collecte et le classement des données;
- discuter de l'analyse avec des représentants communautaires;
- faire participer des représentants communautaires à la finalisation des recommandations;
- communiquer les données recueillies et les conclusions dans les communautés étudiées;
- documenter les représentations sociales, les valeurs et les perceptions sociales des communautés par rapport au sujet étudié, car elles ont un impact important sur l'acceptabilité sociale des conclusions et des recommandations;
- faire une place aux savoirs locaux, et en tenir compte dans les étapes de la recherche.

La consultation de spécialistes en sciences sociales serait un apport essentiel pour élaborer des stratégies et une politique réaliste et viable. Selon l'intérêt et les projets, ils pourraient développer des stratégies d'intégration pertinentes à toutes ces propositions. Mais ces stratégies demeurent dépendantes des projets formulés. Elles seront en accompagnement de ceux-ci, et non conçus d'une façon indépendante.

6.6 PISTES POUR LA DIFFUSION

Quand on parle de diffusion des résultats pour un vaste public, de plus en plus le recours à Internet semble s'imposer. Compte tenu de la dimension que prend ce mode de diffusion dans nos propositions de recherche, il nous semblait nécessaire de discuter plus particulièrement de cette dimension et d'énoncer quelques pistes spécifiques à ce sujet.

6.6.1 FONCTIONS DU SITE INTERNET

De nombreux objectifs ont été identifiés comme souhaitables pour réaliser un site Internet. Sur le plan formel, des paramètres encadrent cette diffusion (voir un exemple en Annexe 4). Il demeure que c'est la détermination des fonctions du site Internet qui garantira également sa pertinence. Un site Internet qui rejoindrait le plus large public possible devrait avoir au moins les fonctions suivantes :

- recherche par mots-clés;
- navigation thématique et/ou géographique;
- renvois par mots-clés entre les articles;
- articles thématiques scientifiques;
- rubrique (avec enregistrement préalable) permettant de déposer des données;
- répertoire des intervenants avec des liens vers leurs sites Internet s'il y a lieu;
- coordonnées des organismes gestionnaires de bases de données et liens vers ces bases de données s'il y a lieu;
- règlement du site vis-à-vis l'utilisation des données présentées;
- liens vers les vitrines virtuelles locales.

Il faudrait peut-être aussi éviter les cartes personnalisables, qui, bien que très intéressantes, affectent beaucoup la fluidité de la navigation sur un site.

La présentation de la structure de la base de données discutera, quant à elle, des modes de diffusion propres à cette entité.

6.6.2 LIMITES DE LA DIFFUSION INTERNET

Il demeure que le recours à Internet comporte aussi des limites. En fait, le principal problème d'Internet est que tout le monde n'y a pas forcément accès, soit par choix, soit simplement par manque de moyens techniques.

D'autres modes de diffusion devraient donc être également envisagés, en effet, les données, les textes et les documents visuels recueillis et produits peuvent être adaptés à différents supports (atlas cédérom ou papier, livres, brochures, etc.).

De même, la vitrine virtuelle qui pourrait être réalisée par chaque communauté pourrait faire l'objet d'une exposition « réelle », ce mode de diffusion rencontrerait sans doute l'intérêt d'une grande partie de la population.

Étude des besoins et des désirs en matière de connaissances sur le fleuve

- Auprès d'un échantillon de type exemplaire des communautés riveraines
- Tout d'abord par des groupes de discussion
- Possibilité ensuite de réaliser une recherche sur un échantillon représentatif par questionnaire fermé dont les questions seraient issues des résultats de l'enquête par groupes de discussion
- Analyse de contenu
- Rapport écrit



Liste des usages du Saint-Laurent en les localisant

- Selon les résultats de l'enquête sur les besoins et désirs en matière de connaissances sur le fleuve
- À partir des sites d'accès
- Inventaire documentaire puis inventaire historique et enfin visite de terrain
- Classement dans une base de données
- Analyse comparative
- Présentation Internet

Documenter les savoirs locaux

- Selon les résultats de l'enquête sur les besoins et désirs en matière de connaissances sur le fleuve
- Deux approches possibles : informelle ou formelle
- Analyse de contenu
- Rapport écrit

Exposition / vitrine virtuelle

- Selon les résultats de l'enquête sur les besoins et désirs en matière de connaissances sur le fleuve
- Le contenu et la présentation sont laissés aux communautés
- Selon un guide de mise en exposition (élaboré pendant le projet-pilote) assurant une qualité minimale et une relative homogénéité thématique

BASE DE DONNÉES

Site Internet

7. PROPOSITION DE STRUCTURE DE BASE DE DONNÉES

Comme on l'a souvent mentionné dans le chapitre précédent, la base de données occupe une place importante dans ce rapport. En effet, alors qu'elle ne constitue habituellement qu'un simple mode de classement de données de recherche, elle définit ici un objectif de recherche. Nous nous devions donc de lui consacrer un chapitre spécifique. De plus, la grande complexité de cet outil imposait aussi cette place privilégiée dans le rapport. Nous présentons donc maintenant cette structure et ses dimensions, tout en rappelant que cette base se rattache aussi, et surtout, aux propositions de recherche énoncées dans le chapitre précédent.

Cette base de données sur les usages liés aux accès publics au Saint-Laurent comportera potentiellement un nombre important de données ainsi que d'usages (et donc d'usagers). On y trouvera un nombre important de documents et de types de documents tels que des cartes géoréférencées, des données qualitatives sur les sites, des données de fréquentation, des impacts économiques, etc. Également, un volet de perception des sites et des usages du site sera présent, générant ainsi quantité de données et variabilité de types des données (témoignages, enquêtes, sondages) et de documents (photographies, vidéos, déclarations, etc.).

Une base de données est un ensemble *structuré* d'informations *non redondantes*. Pour concevoir une base de données, il faut commencer par en définir la structure, pour cela, on doit regrouper les données en « groupes homogènes » (= les tables) en évitant la redondance dans les champs de données. Pour éviter les redondances, les différentes tables sont mises en relation (ces relations sont symbolisées par des traits reliant les champs des tables entre-eux).

7.1 MODULES COMPOSANT LA BASE DE DONNÉES

La structure proposée ci-dessous est un canevas pour la conception d'une base de données qui pourrait intégrer des informations provenant de différentes sources et de banques de données. Cette base de données devrait être un outil d'aide à la prise de décision en matière d'amélioration des sites d'accès et de règlement des conflits d'usages.

Guy Tanguay, expert en administration de base de données, suggère certains des éléments suivants.

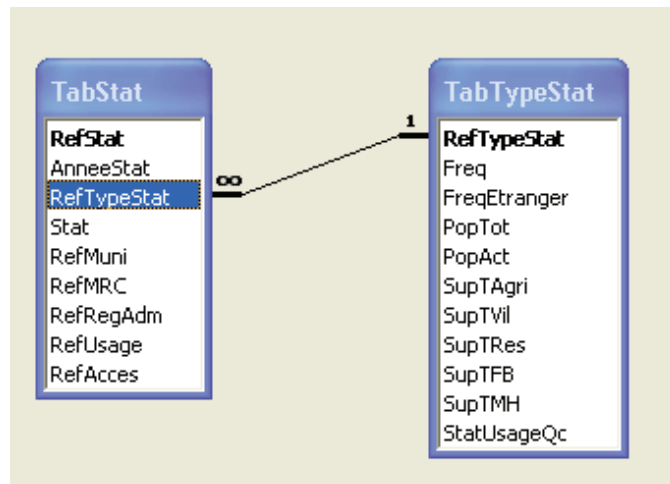
- Plusieurs types de gestionnaires de base de données peuvent être utilisés :
 - Access, un logiciel largement utilisé actuellement, notamment par de nombreux intervenants sur le Saint-Laurent, semble un système un peu fragile et mal adapté pour ce genre de base de données;
 - Oracle est beaucoup plus dispendieux, tant pour la conception de la base de données (approximativement 70 000\$ pour la programmation) que pour l'entretien (5 000\$/ an);
 - SQL Serveur, serait un bon compromis entre Access et Oracle. En effet, SQL Serveur est beaucoup plus puissant et d'un coût raisonnable.

- La programmation de ce genre de base de données sous SQL Serveur prendrait environ deux semaines à temps plein, son coût pourrait varier entre 4 000 \$ et 7 000 \$ selon que cette programmation est réalisée par des contractuels ou par une firme spécialisée. Pour le suivi, une formation peut être dispensée à une ressource habituée à travailler sur des bases de données sous Access. Le coût approximatif d'une telle formation s'élèverait à peu près à 1 000 \$.
- La structure présentée ci-après est relativement lourde du fait de la présence de nombreuses relations. Cela risque d'augmenter considérablement le temps de réaction pour l'utilisateur externe qui ferait des requêtes; il sera donc nécessaire lors du projet-pilote de simplifier cette structure et de travailler avec une structure à index plutôt qu'avec des liens.

Pour en faciliter la compréhension, la base de données a été décomposée en « modules ». (une explication des abréviations se trouve à la page 68 et suivantes).

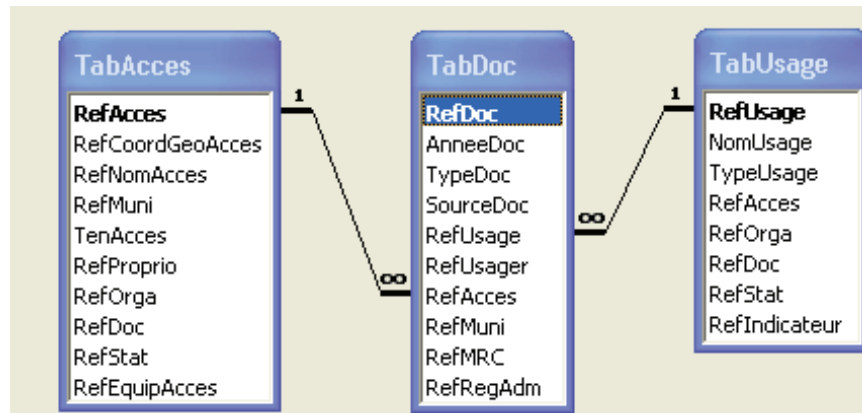
7.1.1 DONNÉES QUANTITATIVES

L'ensemble des données quantitatives est regroupé dans une table de la base de données (appelée TabStat), elle-même reliée à une table regroupant les différentes catégories de statistiques pouvant être documentées (TabTypeStat).

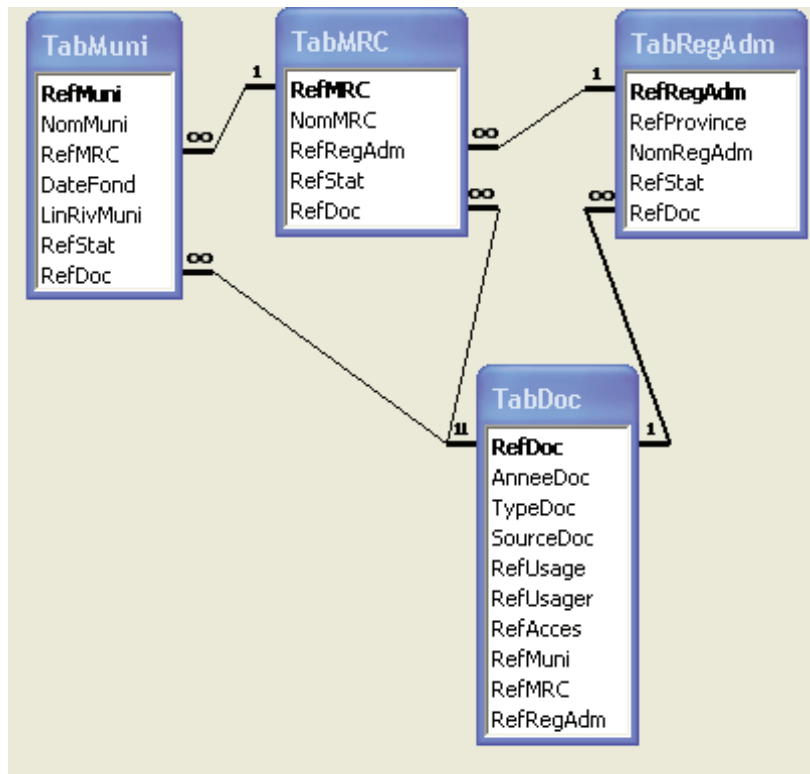


7.1.2 DOCUMENTS

Une table (TabDoc) regroupe les informations sur les documents qui auront été collectés sur les usages et les accès, elle est donc en relation avec les tables TabUsage et TabAcces.

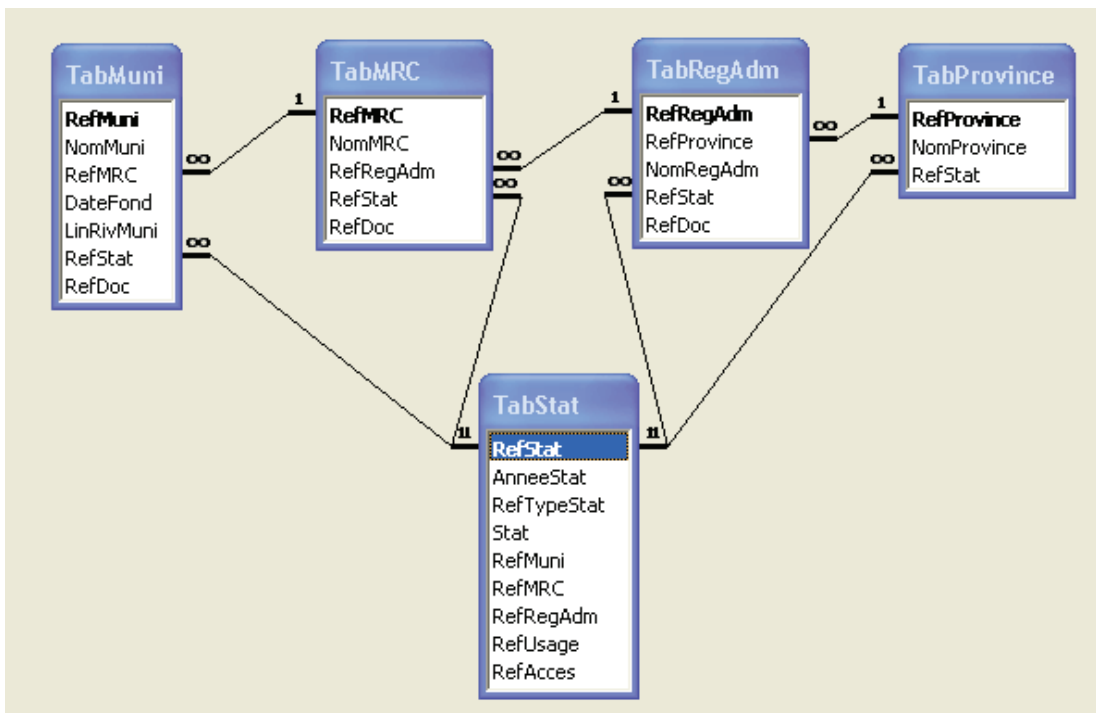


Cette table pourrait peut-être aussi regrouper des documents sur les régions administratives, les MRC, ou les municipalités (comme des extraits de plans d'aménagement, etc.) et est donc reliée aux tables TabRegAdm, TabMRC et TabMuni.



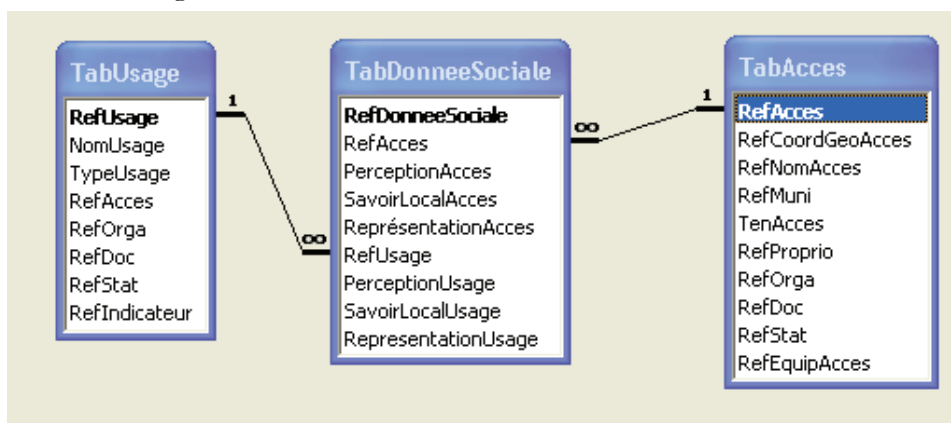
7.1.3 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Une partie plus générale pourrait intégrer des données essentiellement quantitatives (donc en relation avec TabStat) relatives au Québec (TabProvince), aux régions administratives (TabRegAdm), aux MRC (TabMRC) et aux municipalités (TabMuni) qui existent déjà dans les bases de données de différents organismes (Statistiques Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Tourisme Québec, associations touristiques régionales, etc.).



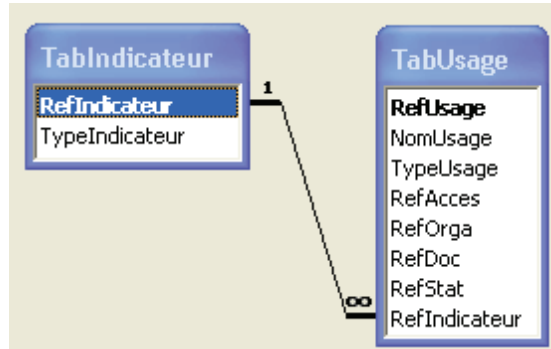
7.1.4 DONNÉES SOCIALES

Il faut prévoir arrimer une partie aux données sociales (perception, savoir local, représentations, des accès et/ou des usages). Cette partie est symbolisée dans la structure de la base de données par la table TabDonneeSociale qui pourra être en relation avec la table TabAcces si on souhaite des données liées spécifiquement aux accès ou à la table TabUsage si on souhaite des données liées spécifiquement aux usages ou encore à ces deux tables.



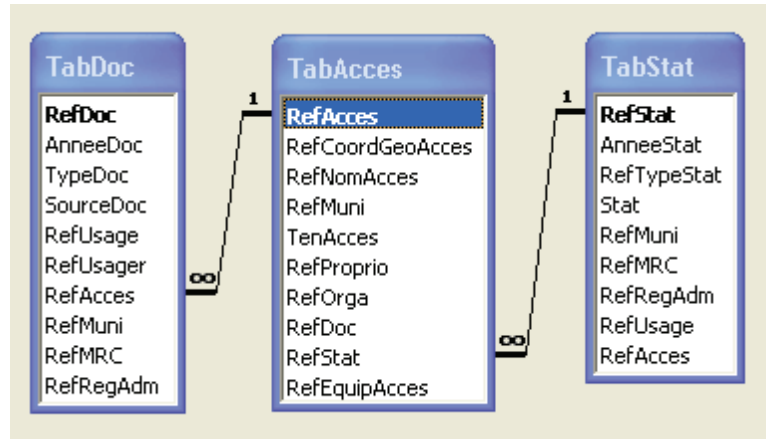
7.1.5 INDICATEURS

Le traitement et l'analyse des différentes données devraient permettre de définir des indicateurs de suivi des usages qui pourraient alors être regroupés dans une table (TabIndicateur) en relation avec la table TabUsage.

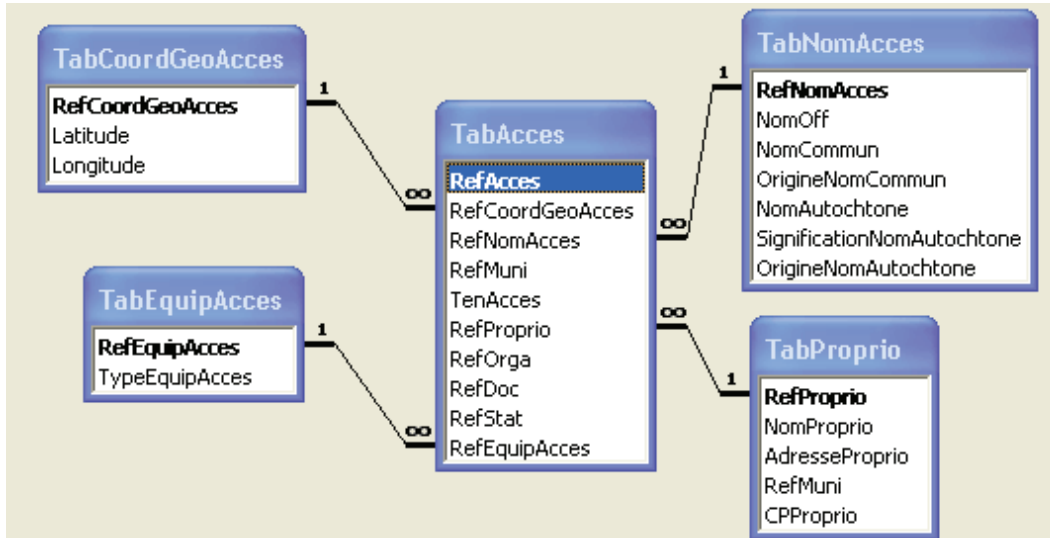


7.1.6 ACCÈS

Une table (TabAcces) regroupe les données concernant les accès : terrain privé ou public « TenAcces », données quantitatives par une relation avec TabStat, documents par une relation avec TabDoc.

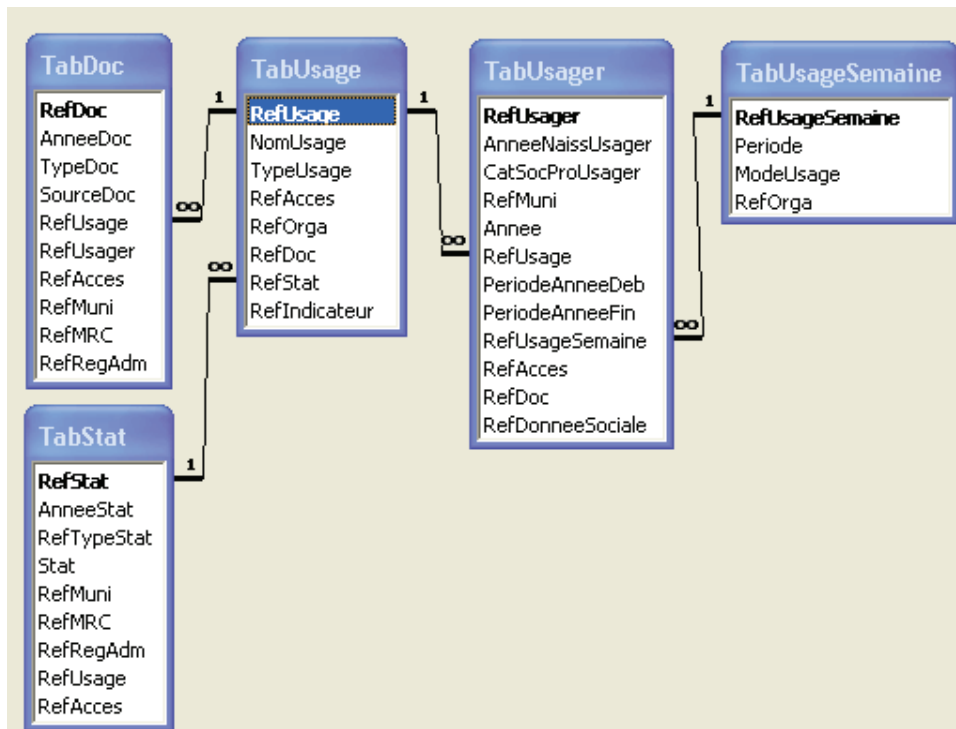


La table TabAcces est en relation avec une table contenant les coordonnées géographiques (TabCoordGeoAcces), une table contenant des informations sur les équipements de cet accès (TabEquipAcces), une table contenant des informations sur la toponymie (TabNomAcces) et une table renseignant sur le propriétaire du site d'accès dans les cas d'accès privés ouverts au public (TabProprio).



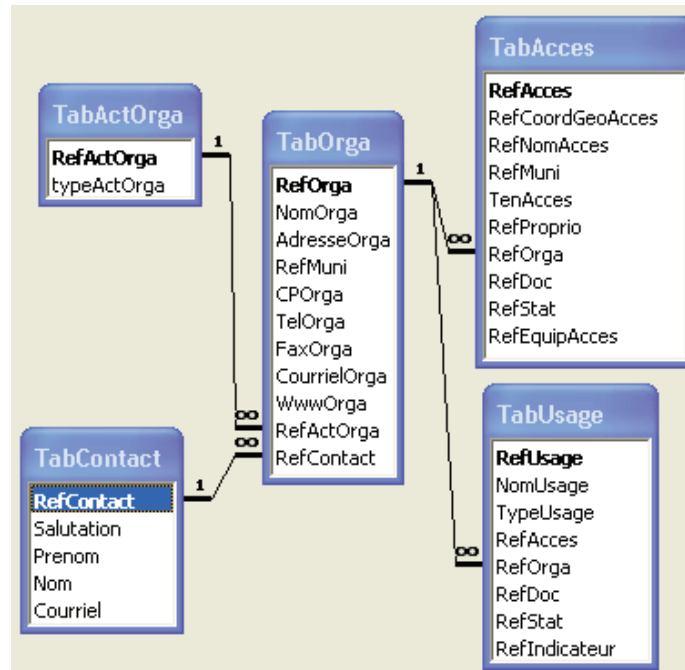
7.1.7 USAGES

La table TabUsage contient les informations sur les usages (donc en relation avec TabDoc et TabStat), elle est en relation avec une table concernant les usagers (TabUsager) rencontrés lors de l'étude, elle-même en relation avec une table sur les habitudes temporelles de pratiques (TabUsageSemaine).



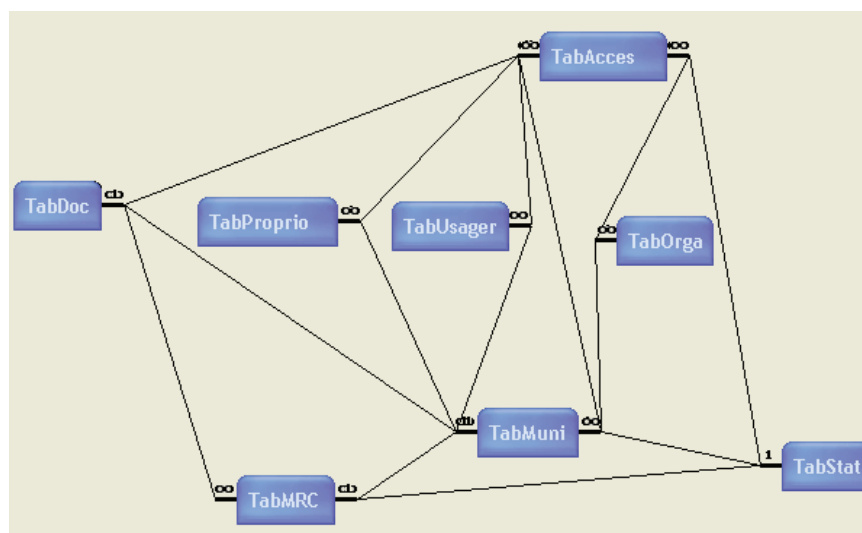
7.1.8 ORGANISMES

Une table (TabOrga) contient les coordonnées d'organismes qui sont gestionnaires d'un accès public ou qui organisent des usages ou qui ont un lien avec ces questions. Cette table est en relation avec les tables TabActOrga (recensant les différentes activités possibles) et TabContact (contenant les coordonnées de personnes ressources de ces organismes).

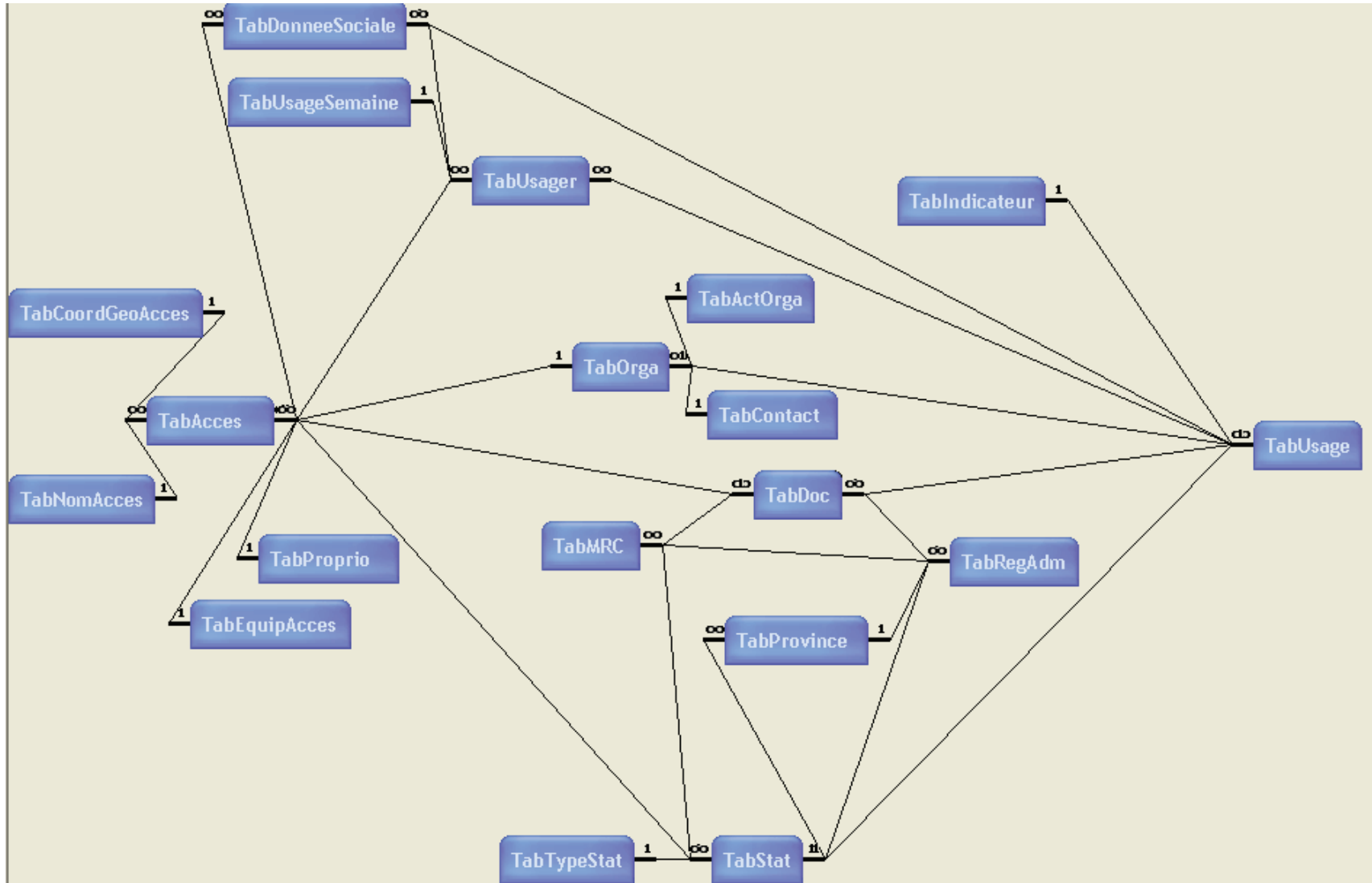


7.1.9 MUNICIPALITÉS

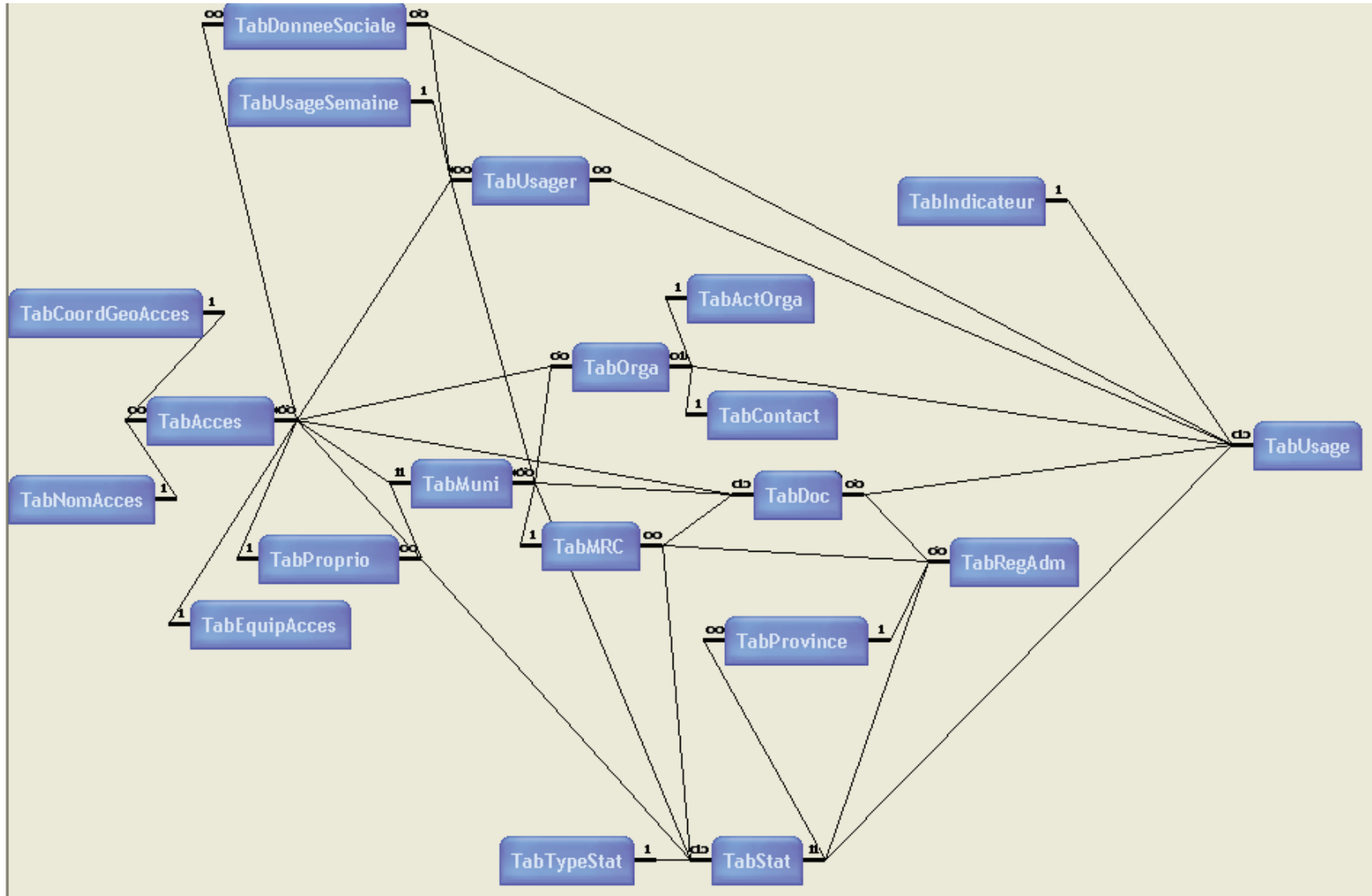
La table municipalités (TabMuni) est en relation avec TabMRC, TabAcces, TabUsager, TabProprio, TabOrga, TabStat et TabDoc, ceci afin d'éliminer les redondances.



7.1.10 STRUCTURE DE LA BASE DE DONNÉES (TABMUNI MASQUÉE)



7.1.11 STRUCTURE DE LA BASE DE DONNÉES (TABMUNI AFFICHÉE)



7.1.12 SIGNIFICATION ET DESCRIPTION DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LA STRUCTURE DE LA BASE DE DONNÉES

Table	Abréviation	Type de données	Description
TabStat table <i>Données quantitatives</i>	RefStat	numéro automatique	clé primaire de la table
	AnneeStat	date	année de la donnée
	RefTypeStat	numérique	type de données (lien vers la table <i>Type de données quantitatives</i>)
	Stat	numérique	données quantitatives
	RefMuni	numérique	(lien vers la table <i>Municipalités</i>)
	RefMRC	numérique	(lien vers la table <i>MRC</i>)
	RefRegAdm	numérique	(lien vers la table <i>Régions administratives</i>)
	RefUsage	numérique	(lien vers la table <i>Usages</i>)
RefAcces	numérique	(lien vers la table <i>Accès</i>)	
TabTypeStat table <i>Type de données quantitatives</i>	RefTypeStat	numéro automatique	clé primaire de la table
	Freq	numérique	fréquentation
	FreqEtranger	numérique	fréquentation touristique étrangère
	PopTot	numérique	population totale
	PopAct	numérique	population active
	SupTAgri	numérique	superficie de la municipalité en terres agricoles
	SupTVil	numérique	superficie en villégiature
	SupTRes	numérique	superficie en résidences principales
	SupTFB	numérique	superficie en forêts ou boisés
	SupTMH	numérique	superficie en milieux humides
StatUsageQc	numérique	statistique de l'usage pour l'ensemble du Québec	
TabAcces table <i>Accès publics</i>	RefAcces	numéro automatique	clé primaire de la table
	RefCoordGeoAcces	numérique	coordonnées géographiques de l'accès
	RefNomAcces	numérique	nom de l'accès
	RefMuni	numérique	municipalité où se trouve l'accès
	TenAcces	texte	tenure de l'accès privé/public
	RefProprio	numérique	propriétaire de l'accès (si accès privé à usage public)
	RefOrga	numérique	organisme gestionnaire de l'accès
	RefDoc	numérique	référence du document
	RefStat	numérique	données qualitatives
	RefEquipAcces	numérique	type d'équipement présent

Table	Abréviation	Type de données	Description
TabDoc table <i>Documents</i>	RefDoc	numéro automatique	clé primaire de la table
	AnneeDoc	date	année du document
	TypeDoc	texte	références papier, photo, plan, carte postale ancienne, photo satellite, orthophoto, dessin, tableau, etc.
	SourceDoc	texte	source du document
	RefUsage	numérique	usage concerné par le document (lien vers la table <i>Usage</i>)
	RefUsager	numérique	usager concerné par le document (lien vers la table <i>Usager</i>)
	RefAcces	numérique	accès concerné par le document (lien vers la table <i>Accès</i>)
	RefMuni	numérique	municipalité concernée par le document (lien vers la table <i>Municipalités</i>)
	RefMRC	numérique	MRC concernée par le document (lien vers la table <i>MRC</i>)
RefRegAdm	numérique	région administrative concernée par le document (lien vers la table <i>Région administrative</i>)	

TabUsage table <i>Usages</i>	RefUsage	numéro automatique	clé primaire de la table
	NomUsage	texte	nom de l'usage
	TypeUsage	texte	type d'usage
	RefAcces	numérique	accès où est pratiqué l'usage
	RefOrga	numérique	référence de l'organisme organisant l'usage s'il y a lieu (lien vers la table <i>Organismes</i>)
	RefDoc	numérique	référence de document (lien vers la table <i>Documents</i>)
	RefStat	numérique	référence de données quantitatives (lien vers la table <i>Données quantitatives</i>)
	RefIndicateur	numérique	référence d'indicateur (lien vers la table <i>Indicateurs</i>)

TabMuni table <i>Municipalités</i>	RefMuni	numéro automatique	clé primaire de la table
	NomMuni	texte	nom de la municipalité
	RefMRC	numérique	référence de la MRC (lien vers la table <i>MRC</i>)
	DateFond	date	date de fondation de la municipalité
	LinRivMuni	numérique	linéaire riverain du Saint-Laurent (mètres)
	RefStat	numérique	données quantitatives (lien vers la table <i>Données quantitatives</i>)
	RefDoc	numérique	document lié à la municipalité (lien vers la table <i>Documents</i>)

Table	Abréviation	Type de données	Description
TabMRC table <i>Municipalités régionales de comtés</i>	RefMRC	numéro automatique	clé primaire de la table
	NomMRC	texte	nom de la MRC
	RefRegAdm	numérique	référence de la région administrative (lien vers la table <i>Région administrative</i>)
	RefStat	numérique	données quantitatives (lien vers la table <i>Données quantitatives</i>)
	RefDoc	numérique	document lié à la MRC (lien vers la table <i>Documents</i>)
TabRegAdmin table <i>Régions administratives</i>	RefRegAdmin	numéro automatique	clé primaire de la table
	RefProvince	numérique	province (lien vers la table <i>Provinces</i>)
	NomRegAdm	texte	nom de la région administrative
	RefStat	numérique	données quantitatives (lien vers la table <i>Données quantitatives</i>)
	RefDoc	numérique	document lié à la région administrative (lien vers la table <i>Documents</i>)
TabProvince table <i>Provinces</i>	RefProvince	numéro automatique	clé primaire de la table
	NomProvince	texte	Québec (Ontario, voire États-Unis)
	RefStat	numérique	données quantitatives (lien vers la table <i>Données quantitatives</i>)
TabDonneeSociale table <i>Données sociales</i>	RefDonneeSociale	numéro automatique	clé primaire de la table
	RefAcces	numérique	accès considéré (lien vers la table <i>Accès</i>)
	PerceptionAcces	texte	perception de l'accès (perception = 1 ^{er} niveau en sciences humaines)
	SavoirLocalAcces	texte	savoir local sur l'accès
	ReprésentationAcces	texte	représentation de l'accès (niveau supérieur en sciences humaines)
	RefUsage	numérique	usage considéré (lien vers la table <i>Usages</i>)
	PerceptionUsage	texte	perception de l'usage
	SavoirLocalUsage	texte	savoir local sur l'usage
	RepresentationUsage	texte	représentation de l'usage
TabIndicateur table <i>Indicateurs</i>	RefIndicateur	numéro automatique	clé primaire de la table
	TypeIndicateur	texte	catégorie d'indicateur
TabCoordGeoAcces table <i>Coordonnées géographiques de l'accès</i>	RefCoordGeoAcces	numéro automatique	clé primaire de la table <i>Coordonnées géographiques</i>
	Latitude	numérique	latitude
	Laongitude	numérique	longitude

Table	Abréviation	Type de données	Description
TabEquipAcces table <i>Équipements de l'accès</i>	RefEquipAcces	numéro automatique	clé primaire de la table
	TypeEquipAcces	texte	type d'équipements permettant l'usage (quai, ponton, rampe d'accès, etc.)
TabNomAcces table <i>Nom de l'accès</i>	RefNomAcces	numéro automatique	Clé primaire de la table
	NomOff	texte	nom officiel de l'accès
	NomCommun	texte	nom commun de l'accès
	OrigineNomCommun	texte	origine du nom commun
	NomAutochtone	texte	nom autochtone de l'accès
	SignificationNomAutochtone	texte	signification du nom autochtone
TabProprio table <i>Propriétaires de l'accès</i>	RefProprio	numéro automatique	clé primaire de la table
	NomProprio	texte	nom du propriétaire de l'accès
	AdresseProprio	texte	adresse
	RefMuni	numérique	ville (lien vers la table <i>Municipalités</i>)
	CPProprio	texte format code postal	code postal
TabUsager table <i>Usagers</i>	RefUsager	numéro automatique	clé primaire de la table
	AnneeNaissUsager	date	année de naissance de l'usager
	CatSocProUsager	texte	catégorie socioprofessionnelle
	RefMuni	numérique	municipalité de résidence de l'usager
	Annee	date	année de données
	RefUsage	numérique	usage pratiqué (lien vers la table <i>Usages</i>)
	PeriodeAnneeDeb	date	début de la période de l'année d'activité
	PeriodeAnneeFin	date	fin de la période de l'année d'activité
	RefUsageSemaine	numérique	manière dont est pratiqué l'usage au cours d'une semaine (lien vers la table <i>Usages semaine</i>)
	RefAcces	numérique	accès où est pratiqué l'usage (lien vers la table <i>Accès</i>)
	RefDoc	numérique	document (lien vers la table <i>Documents</i>)
RefDonneeSociale	numérique	donnée sociale (perception, savoir local, représentation) (lien vers la table <i>Données sociales</i>)	
TabUsageSemaine table <i>Usages semaine</i>	RefUsageSemaine	numéro automatique	clé primaire de la table
	Periode	texte	période de la semaine où est pratiquée l'usage (fin de semaines, soirs, etc.)
	ModeUsage	texte	pratique individuelle, en famille, entre amis, avec un organisme

Table	Abréviation	Type de données	Description
	RefOrga	numérique	si pratique avec un organisme, quel organisme ? (lien vers la table <i>Organismes</i>)
TabOrga table <i>Organismes</i>	RefOrga	numéro automatique	clé primaire de la table
	NomOrga	texte	nom de l'organisme
	AdresseOrga	texte	adresse
	RefMuni	numérique	ville (lien vers la table <i>Municipalités</i>)
	CPOrga	texte	code postal
	TelOrga	texte	téléphone
	FaxOrga	texte	télécopieur
	CourrielOrga	texte	courriel
	WwwOrga	texte	site Internet
	RefActOrga	numérique	activités (lien vers la table <i>Activités de l'organisme</i>)
	RefContact	numérique	personne-contact (lien vers la table <i>Contacts</i>)
TabActOrga table <i>Activités de l'organisme</i>	RefActOrga	numéro automatique	clé primaire de la table
	typeActOrga	texte	activité(s) de l'organisme
TabContact table <i>Contact dans l'organisme</i>	RefContact	numéro automatique	clé primaire de la table
	Salutation	texte	Mme, M, Mlle
	Prenom	texte	prénom
	Nom	texte	nom
	Courriel	texte	courriel

7.2 SUIVI ET MISE À JOUR

Le mode de suivi et de mise à jour des données ne peut pas être défini dès maintenant, cela devra être déterminé lors des phases du projet-pilote. La personne chargée de la réalisation de la Phase I pourrait sonder les communautés riveraines quant à la périodicité de mise à jour des données.

7.3 CODE ÉTHIQUE

Il est nécessaire de penser davantage à la dimension éthique avant de recueillir les informations de la base de données. En effet, il est de mise de préciser l'usage qui sera fait des informations et les finalités de la recherche avant de recueillir ces informations auprès des informateurs. Cet usage et ces objectifs ne peuvent alors se justifier par la simple constitution d'une base de données. En effet, le protocole de cueillette des données doit préciser l'emploi de ces données, leur diffusion, qui en aura l'accès, dans le cadre de quel projet de recherche, etc. Il faudra donc se pencher davantage sur cette dimension avant d'effectuer un protocole visant à remplir une base de données.

Il est tout aussi nécessaire de prévoir un mécanisme d'autorisation pour diffuser les informations qui seront recueillies.

Aussi le développement du volet éthique devra faire partie de la phase de développement de la base de données et du site Internet.

Le site pourra, par exemple, donner un aperçu des données disponibles, et si le visiteur du site souhaite avoir accès à des données plus précises ou à des données brutes, il lui faudra alors remplir un formulaire en ligne précisant ce qu'il souhaite faire avec, comme cela se fait sur le site du « portrait de la biodiversité du Saint-Laurent » <http://www.qc.ec.gc.ca/faune/biodiv/fr/methodes/acces_donnees.html>. Dans ce cas, il sera nécessaire d'établir des critères d'accès aux données.

Une autre possibilité est de réserver l'accès grâce à un mot de passe à certains groupes d'utilisateurs pour la partie des données considérée comme non diffusable au grand public. Cet accès, dans ce cas, est subordonné au paiement d'un abonnement comme cela se fait pour le site <<http://www.river-management.org>>.

Le dépôt de données pourra nécessiter un enregistrement comme pour les sites WIX et réseau patrimoine de la Loire. Ceci permet de juger de la fiabilité des données et de les vérifier.

7.4 PROPOSITION D'UN MODE DE DIFFUSION

La base de données qui sera ainsi constituée, ne sera utile à la connaissance de l'évolution de la perception du Saint-Laurent que si son mode de diffusion permet au plus grand nombre d'intervenants et d'utilisateurs du Saint-Laurent d'accéder aux données. Il faut donc un mode de diffusion qui puisse satisfaire la plus large clientèle possible, du scientifique au touriste en passant par le citoyen riverain.

Depuis quelques années, Internet apparaît quasiment comme un incontournable dans la diffusion de l'information, autant par rapport au grand public que pour les spécialistes, c'est pourquoi les recherches de modes de diffusion de la base de données se sont concentrées sur cet outil. Nous nous attarderons d'abord à présenter des sites de diffusion existants pour rendre accessibles les bases de données, puis à discuter, à partir de ces exemples, des critères importants pour la diffusion d'une base de données.

7.4.1 QUELQUES SITES DE DIFFUSION EXISTANTS

Afin de présenter un aperçu des modes de diffusion existants, un grand nombre de sites a été visité. Seuls quelques-uns sont présentés ici; ils ont été choisis afin d'illustrer certains aspects qui pourraient être intéressants pour le développement d'un futur site sur les « usages » du Saint-Laurent.

Note – Les recherches ont été faites avec un ordinateur de configuration moyenne gamme (Pentium II, 128 Mo de mémoire vive, système d'exploitation Windows 98 et connexion Internet haute vitesse).

Voici la description des sites consultés.

- Le site <<http://www.sacramentoriverportal.org>> constitue un centre de ressources en ligne où les différentes organisations ou individus qui travaillent ou sont intéressés par le fleuve Sacramento et son bassin versant peuvent diffuser les rapports d'études, les données, les liens vers des sites Internet, les nouveautés, les histoires, les rencontres, les événements, etc. sur le fleuve pour améliorer les connaissances, la prise de décisions et l'accès à l'information. C'est un portail et une bibliothèque en ligne qui est destiné à un public spécialisé (chercheurs, institutions et ONG). La somme d'informations est assez impressionnante, et il faut savoir ce que l'on cherche pour le trouver en utilisant la fonction de recherche. Ce site a été construit avec le logiciel libre « Watershed portal » avec des fonds publics et est mis à jour grâce à des bénévoles et des dons.
- Le site <<http://www.sacramentoriver.org>> est lui aussi consacré au fleuve Sacramento mais est plutôt destiné à un public non spécialisé (touristes, sportifs, etc.) qui recherche une information plus générale sur les accès publics et leurs équipements. Ce site présente un atlas cartographique du fleuve Sacramento, un album de photographies, des articles thématiques et un inventaire géoréférencé des accès publics. La navigation peut se faire par thème, par recherche directe d'un site dans une liste déroulante, ou encore par recherche géographique sur une carte interactive. C'est un site interactif où les visiteurs sont invités à commenter et bonifier les informations présentées. Le site est géré et mis à jour par le centre de l'information géographique de l'université de l'État de Californie à Chico grâce à des fonds publics et à des dons de particuliers.
- Le site <<http://www.delta.ca.gov/recreation.html>> sur les activités récréatives de la région du Delta en Californie est également un inventaire cartographique des accès publics et de leurs équipements. Le site est partagé en quatre rubriques : économie, tour d'horizon récréatif, inventaire des équipement récréatifs, atlas récréatif. Ce sont les rapports d'études et les cartes thématiques réalisées lors de ces études qui sont présentés en ligne. Ce site est géré et mis à jour par le gouvernement de l'État de Californie.
- Watersheds InfoXchange (WIX) <<http://www.ontariowatersheds.ca>> un site destiné à partager des données sur la qualité de l'eau des bassins versants de l'Ontario. Il permet la consultation, le téléchargement et l'entrée de données.

Un enregistrement en ligne, gratuit, est nécessaire pour pouvoir enregistrer des données ou en télécharger, mais aussi pour accéder à d'autres bases de données. Lors de l'enregistrement, la personne ou l'organisme doit accepter le règlement du site et de l'utilisation des données. Une fois enregistré, on accède à une page où il est possible de consulter différentes rubriques : le répertoire des organismes ressources sur un bassin versant précis ou dans toute la province, accéder aux données (les réseaux de surveillance de la qualité de l'eau, réseau Attention Nature, etc.) ou encore entrer des données. Pour cette dernière rubrique, il faut s'enregistrer auprès du programme de qualité de l'eau, il faut préciser avec quels protocoles ils prennent les données.

Une rubrique permet de déposer des commentaires, suggestions et questions à propos du site. Des liens vers les sites des partenaires sont présents en bas de l'écran.

Le site a été créé, est géré et mis à jour par un organisme communautaire le « Center for sustainable watersheds ».

- L'Atlas écologique et le manuel des ressources sur les Grands Lacs <<http://www.epa.gov/glnpo/atlas/index.html>>. Ce site est la version Internet de l'atlas papier qui est une réalisation conjointe d'Environnement Canada et de la « United States Environmental Protection Agency ». La navigation se fait par chapitres : présentation des Grands Lacs, l'écosystème, l'histoire et la population, les enjeux actuels, la gestion des Grands lacs et les nouvelles avenues. C'est la troisième édition de l'atlas qui est présenté en ligne.
- En Europe, et notamment en France, se développent des sites Internet qui sont appelés observatoires de l'environnement, tableaux de bord de l'environnement ou portails. Ils sont le plus souvent consacrés soit à une région administrative, soit à un écosystème comme un bassin versant.

Le site Internet <<http://www.observatoire-environnement.org/OBSERVATOIRE/>> de l'Observatoire Régional de l'Environnement de Poitou-Charentes (ORE) en France est un très bon exemple de ce genre de structure. Il a été mis en place dans le cadre du XI^e Contrat de Plan État-Région (1994-1999)¹⁷, il a pour objet de favoriser le développement de l'écocitoyenneté par l'accès à l'information et l'éducation à l'environnement dans une perspective de développement durable et de promouvoir, pour tous les acteurs économiques et sociaux, une « culture environnementale ».

Ce site est un tableau de bord de l'environnement. Il y a deux manières de naviguer sur le site, un accès thématique, où l'on peut faire un choix dans une liste de thèmes (air, déchets, eau, etc.) et un accès géographique, en choisissant des couches d'informations à superposer sur un fond de carte; il est normalement possible d'accéder à partir de la carte aux articles thématiques reliés, mais cela ne fonctionnait pas lors de la consultation qui a été faite.

¹⁷ Un Contrat de Plan État-Région (CPÉR) est un outil de planification quinquennale de l'aménagement du territoire, il y a un CPÉR pour chacune des 22 régions françaises. C'est un document écrit prévoyant le rôle, le degré d'intervention et la part de financement des différents acteurs de l'aménagement du territoire (État, régions, départements et municipalités) dans les différents projets d'aménagement régional pour les cinq années du contrat. Un CPÉR est le fruit de négociations entre ces différents intervenants.

Le site présente différentes bases de données en lignes (par exemple : réseau piézométrique, bilan de la situation de l'eau en Poitou-Charentes, atlas des paysages, etc.). Des rubriques telles que : des documents d'archives, un répertoire des acteurs de l'environnement et un catalogue des sources de données recensant qui possède quelles données, sous quelle forme et selon quel mode d'accès, complètent le site.

Ainsi, les données présentées sont quantitatives, mais également qualitatives, notamment sous la forme d'un atlas des paysages (description des réalités paysagères, des perceptions, des représentations et de leurs évolutions sous forme de textes, de cartes et d'un album photographique) réalisé par le Conservatoire régional des espaces naturels et mis en ligne par l'ORE.

En ce qui concerne le bilan de la situation de l'eau en Poitou-Charentes, c'est la version 2003 qui est présentée, mais il est possible de consulter la version 2000.

La réalisation et la mise à jour du site sont financées par différents acteurs, l'État, les collectivités locales, mais également des entreprises. Le site a fait l'objet de mises à jour en 2004.

- Le portail du fleuve Rhône <<http://www.fleuverhone.com>> regroupe de l'information issue des différentes études sur le Rhône et notamment de l'étude « Veille sociale rhodanienne ».

La page d'accueil présente les introductions de pages sur des sujets d'actualités, les projets, les événements et les rencontres. On trouve en haut de page un outil de recherche par mots-clés, un lien vers des sites utiles, un contact courriel avec l'administration du site et les informations légales du site. Juste en dessous, il y a quatre rubriques : présentation, encyclopédie, actualité et cartographie.

La rubrique « présentation » énumère les objectifs du site, les auteurs, les partenaires et la charte du site.

La rubrique « encyclopédie » regroupe des articles thématiques illustrés de photographies, de cartes postales anciennes, etc. avec des liens entre les articles par des mots-clés cliquables et vers d'autres sites; ces articles portent sur les thèmes suivants : géographie et histoire, développement économique, aménagement du territoire, patrimoine naturel et environnement, patrimoine culturel, sport et loisirs.

La rubrique « cartographie » présente une carte interactive permettant une localisation de certains points.

Il a été initié, est géré et mis à jour par la Maison du fleuve Rhône qui est un organisme à but non lucratif soutenu par des fonds publics.

- Le site Internet <<http://www.reseau-patrimoine.net>> se veut un « *espace d'informations, de débats, de présentation des projets, de témoignages des uns et des autres...* » sur le patrimoine de la Loire. La structure est construite, certaines rubriques sont alimentées, mais il reste encore beaucoup de travail sur le contenu, cependant, la somme d'informations qui devrait y être présentée promet d'être très importante. On y retrouve

d'ores et déjà des articles par zones géographiques et des articles thématiques (patrimoine naturel, industriel, etc.) reliés entre eux par des mots-clés, des images (cartes, photographies, cartes postales anciennes, etc.). Une rubrique permet de participer à la vie du site en proposant des articles ou en participant aux forums de discussion, ceci nécessite une inscription en ligne gratuite et l'acceptation du règlement du site.

Ce site construit sous SPIP (système de publication pour l'Internet, sous licence de logiciel libre) est géré et mis à jour par un organisme gouvernemental (la Direction départementale de l'équipement de la Loire – DDE 42).

7.4.2 INTÉRÊT DE CERTAINES FONCTIONNALITÉS DE CES SITES POUR LE PROJET

L'examen de ces sites nous a permis de dégager certaines caractéristiques intéressantes pour le projet de base de données. Nous vous les présentons maintenant.

Convivialité et fluidité

L'interface du site Internet <[http:// www.sacramentoriver.org](http://www.sacramentoriver.org)> est intéressante, il n'y a pas trop de données sur la page d'accueil, les rubriques sont bien distinctes, l'ensemble des données est facilement accessible, simple d'utilisation et facilement chargeable avec un ordinateur de configuration moyenne.

En général, une certaine lourdeur à l'affichage existe dès que des cartes sont personnalisables.

Les sites présentant beaucoup de textes, ou ceux qui présentent énormément d'information en page d'accueil sont moins conviviaux. Ces sites sont plutôt destinés à des spécialistes qui prendront le temps de trouver précisément l'information qu'ils cherchent.

Tous les publics

S'adresser à tous les publics en même temps est une gageure que peu des sites visités réussissent. Le grand public cherche, en général, des informations variées qui lui serviront plutôt à programmer des activités ou des loisirs mais sans forcément aller dans les détails. Les organismes communautaires veulent de l'information précise et détaillée, souvent aussi des données brutes; et les chercheurs veulent, eux, quasiment exclusivement des données brutes.

Cependant, les sites de l'Observatoire Régional de l'Environnement de Poitou-Charentes, du portail du fleuve Rhône, du réseau patrimoine de la Loire, de l'Atlas des Grands Lacs, activités récréatives de la région du Delta en Californie et WIX donnent des liens ou des références qui permettent à tous les publics d'y trouver une information utile. En ce qui concerne le fleuve Sacramento, deux sites Internet ont été réalisés, l'un plutôt destiné au grand public et l'autre plus spécialisé.

Géoréférencement

Tous les sites présentent des cartes qui sont plus ou moins précises, modifiables ou non. L'accès aux cartes peut être direct à partir de la page d'accueil ou bien les cartes sont présentées dans le texte. La présence de cartes modifiables affecte beaucoup la fluidité de la navigation.

Implication des communautés

Les sites WIX et réseau patrimoine de la Loire recherchent directement l'implication des communautés pour l'alimentation du site en données. Pour cela, il existe une rubrique spéciale permettant d'entrer des données après s'être enregistré.

Code éthique

Le dépôt de données sur les sites WIX et du réseau du patrimoine de la Loire nécessite l'acceptation préalable d'un règlement.

Les autres sites présentent une rubrique d'information sur les conditions d'utilisation des données.

Suivi et mise à jour

Tous ces sites sont mis à jour grâce à des fonds publics et/ou à des dons. Il n'y a pas réellement de périodicité de mise à jour, en fait, l'information est mise à jour plus ou moins en continu ou lors de changements importants.

8. CONCLUSION

Ce projet met en œuvre des approches et des concepts moins usités dans les domaines des sciences de la nature. Cependant, compte tenu des objectifs poursuivis par le Centre Saint-Laurent et les communautés riveraines afin de documenter davantage leurs réalités et de mieux les impliquer dans des projets tels celui du suivi de l'état du Saint-Laurent, les recherches socioculturelles demeurent les plus pertinentes. D'ailleurs, de plus en plus, elles sont employées parce que les sciences environnementales se rendent compte qu'on ne peut dissocier les êtres humains de leur milieu de vie, dont la nature demeure une partie essentielle.

Toutefois, comme on l'a constaté, le recours aux méthodes issues des sciences humaines et sociales suit un protocole tout aussi complexe que ceux nécessaires pour une étude menée dans d'autres domaines scientifiques. En présentant l'application des méthodologies sociales au moyen d'exemples de recherches menées sur les usages anthropiques des cours d'eau et des plans d'eau, nous avons cherché à dégager quelques leçons applicables aux préoccupations du Centre Saint-Laurent et de ses partenaires.

À partir de cette réflexion, ainsi que d'une démarche plus poussée en méthodologie sociale, nous avons dégagé quelques propositions de recherches qui permettraient de rencontrer efficacement les objectifs énoncés en préliminaire. Aussi la présente étude a-t-elle permis de définir l'étendue et la forme que devrait prendre ces projets.

Dans ce cadre, une enquête pour connaître les besoins et les désirs des communautés en matière de connaissances sur le fleuve s'avère préalable et indispensable. Suite à cette enquête, un projet-pilote pourrait être mené et comporterait ces différents volets : la documentation des usages du Saint-Laurent et la réalisation d'une vitrine virtuelle par les communautés. Un protocole de recherche sur les savoirs locaux permettrait de compléter ces propositions et d'atteindre l'ensemble des objectifs visés par le projet. Une structure de bases de données est également proposée comme outil privilégié de classement des données recueillies; une réflexion sur les modes de présentation des résultats de recherche conclut la réflexion.

L'ensemble de ces propositions pourrait donc mener à la création d'outils utiles pour les gouvernements dans la planification de la mise en valeur du Saint-Laurent. Elles sont également indispensables aux citoyens et aux communautés dans l'implication et la valorisation de leurs réalités socioculturelles et de leurs relations avec le Saint-Laurent.

9. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

9.1 OUVRAGES CITÉS

- ARMANI, G., 2004.
Veille sociale rhodanienne, Groupe de recherche Rhône-Alpes sur les infrastructures et l'eau (GRAIE) et Maison du Rhône, France.
- AUCLAIR, M.-J., 1994.
Bilan régional – Lac Saint-François. Environnement Canada – région du Québec, Conservation de l'environnement, Centre Saint-Laurent, 46 p. + annexes.
- BÉTHEMONT, J. et PIÉGAY, H., 1998.
« Les paysages de cours d'eau : structure, perception, gestion ». *GéoCarrefour* 73(4), p. 271-345.
- BIBEAULT, J.-F., 2004.
« L'accessibilité au Saint-Laurent, perspectives et enjeux. » Article soumis en septembre 2004 à la revue *VertigO*, 12 p.
- BRETON, A. et J.-F. PELLEY, 2001.
Perceptions, usages et besoins en information à l'égard du Saint-Laurent. Rapport d'analyse du sondage réalisé par Léger Marketing pour Saint-Laurent Vision 2000, 53 p. + annexes.
- BURTON, J., 1991.
L'intégration des aspects bio-physiques et socio-économiques à l'échelle régionale. Démarche pour la préparation du document d'intégration ZIP. Environnement Canada, Centre Saint-Laurent, Conservation et protection, Région du Québec, 50 p.
- CADRIN, G., 1986.
Inventaire des usages du milieu aquatique, guide méthodologique suggéré pour la cueillette des informations et leur traitement. Ministère de l'Environnement du Québec, Direction générale de l'assainissement des eaux, Direction des études du milieu aquatique.
- CARDINAL, L., 1976.
Techniques de mesure pour les perceptions environnementales. Maîtrise ATDR, Université Laval, 105 p.
- CENTRE SAINT-LAURENT, 1996.
Rapport-synthèse sur l'État du Saint-Laurent vol. 1 : L'écosystème du Saint-Laurent. Environnement Canada, région du Québec, conservation de l'environnement et Éditions MultiMondes Montréal, coll. « BILAN Saint-Laurent », pagination multiple.
- COLLOT, M., 1995.
Points de vue sur la perception des paysages. « La théorie du paysage en France, 1974-1994 ». Collection Pays-Paysages, Éditions Champ Vallon.
- COMBY, L., DEVOS, T. et DESCHAMPS, J.-C., 1993.
« Représentations sociales du sida et attitudes à l'égard des personnes séropositives. », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, n° 17, p. 6-33.

- COMITÉ ZIP EST DE MONTRÉAL, 1997.
Plan d'action et de réhabilitation écologique du secteur est de Montréal du fleuve Saint-Laurent, Comité ZIP Est de Montréal et Saint-Laurent Vision 2000, 112 p. + annexes.
- COMITÉ ZIP DE QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES, 1998.
Plan d'action et de réhabilitation écologique du secteur Québec-Lévis, Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches, 49 p. + annexes.
- COMITÉ ZIP DE QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES, 1999.
Étude sur les besoins d'usages et d'accès au fleuve Saint-Laurent, Données sur la population pour l'année 1998, Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches, 71 p.
- COMITÉ ZIP DU SUD-DE-L'ESTUAIRE, 2003.
Plan d'action et de réhabilitation écologique de la rive sud de l'estuaire moyen et maritime, Comité ZIP du Sud-de-l'Estuaire, pagination multiple.
- COMITÉ ZIP VILLE-MARIE, 1998.
Plan d'action et de réhabilitation écologique des secteurs nord du lac Saint-Louis, des rapides de Lachine et des bassins de la Prairie, Comité ZIP Ville-Marie, 84 p. + annexes.
- COSSIN, M., PIÉGAY, H., 1998.
« Réflexions préliminaires à un diagnostic éco-paysager des hydrosystèmes fluviaux. »
GéoCarrefour, 73(4), p. 273-284.
- CUAZ, M., MEURET, B. et PIÉGAY, H., 1996.
« L'enquête auprès des usagers et des propriétaires riverains, quel intérêt pour la gestion des rivières. », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 71, p. 353-362.
- DESSAU AMÉNAGEMENT, pour le Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches, 1997.
Inventaire et caractérisation des accès publics au fleuve sur le territoire de la ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches, Saint-Laurent Vision 2000, 40 p. + annexes.
- DEWAILLY, É., GRONDIN, J., GINGRAS, S., 1999.
Enquête santé sur les usages et perceptions du Saint-Laurent, Volet santé, Saint-Laurent Vision 2000, Santé Canada et ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, pagination multiple.
- EDAW CONSULTING, 2003.
The Sacramento River public recreation access study. The Nature Conservancy's Sacramento River Project. Pagination multiple.
- GAGNON, M., 1997.
Bilan régional – Côte Nord – Anticosti, Zone d'intervention prioritaire 19. Environnement Canada – région du Québec, Conservation de l'environnement, Centre Saint-Laurent, 84 p.
- GOSLING, P. *et al.*, 1996.
Psychologie sociale. T.1 : L'individu et le groupe, T.2 : Approches du sujet social et des représentations interpersonnelles. Collection Lexifac Psychologie, éditions Bréal.
- GRONDIN, J. et LARUE, R., 1995.
La perception des risques pour la santé : aspects méthodologiques, Centre de santé publique de Québec, 91 p.
- KELLY, G.A., 1955.
The psychology of personal constructs. Éditions Norton, New York.

- KROTZ, J., 2003.
Shuswap and Mara lakes aquatic/development fringe study, existing information research and analysis, final report. Fraser Basin Council, 26 p.
- MARINEAU, K., NÉRON, D., JAUME, N., 2002.
Projet « Un fleuve, un parc » plan directeur, Conservation de la nature Québec.
- MOSCOVICI, S., 1961.
La psychanalyse, son image et son public. Presses universitaires de France.
- OSGOOD, C.E., SUCL, G.J. et TANNENBAUM, P.H., 1957.
The measurement of Meaning. Urbana, University of Illinois Press.
- SAINT-LAURENT VISION 2000, 1996.
Reflets du Saint-Laurent : La parole aux riverains, Centre de santé publique du Québec. Saint-Laurent Vision 2000, Domaine d'intervention Santé humaine, 19 p.
- SAINT-LAURENT VISION 2000, 2003.
Suivi des usages et des perceptions du Saint-Laurent par la population riveraine, Centre de recherche du CHUL-CHUQ. Saint-Laurent Vision 2000 volet Santé, 261 p.
- SAVARD, M., 1998.
La participation des citoyens au programme de restauration du fleuve. Mémoire de maîtrise, département de sociologie, Université Laval.
- STRATÉGIES SAINT-LAURENT, 1995.
Guide de préparation des consultations publiques par les comités ZIP dans le cadre du programme ZIP, Stratégies Saint-Laurent, 12 p.
- STRATÉGIES SAINT-LAURENT, 1996.
Guide d'élaboration des PARE du programme ZIP, Stratégies Saint-Laurent, 14 p.
- STRATÉGIES SAINT-LAURENT, 2000.
Document d'aide à la mise en oeuvre et au suivi des Plans d'action et de réhabilitation écologique (PARE) du Programme Zones d'intervention prioritaire (ZIP), Stratégies Saint-Laurent, 13 p.
- THIBAUT, S., 2001.
Paysages ruraux, agricoles, touristiques et culturels : revue comparative de la littérature sur les concepts et méthodes de protection et de mise en valeur. Maîtrise ATDR, Université Laval, 73 p.
- ULSTCH, J., 2004.
Étude patrimoniale sur le fleuve Loire, Direction départementale de l'équipement de la Loire et Université Jean Monnet Saint-Étienne, France <http://www.reseau-patrimoine.net/article.php3?id_article=89>
- UQCN, 1989.
Inventaire et compilation cartographique d'usages socialement valorisés le long du Saint-Laurent, rapport d'accompagnement de la mise à jour des cartes intitulées « Ressources et usages à proximité des sites aquatiques contaminés ou potentiellement contaminés », UQCN et Centre Saint-Laurent, 40 p. + annexes.
- VEILLEUX, M., 1992.
Inventaire des milieux physique et humain du littoral de la MRC de Kamouraska pour la mise sur pied d'éventuels plans d'aménagement récréo-touristiques. Essai, programme ATDR, Université Laval, 208 p.

9.2 SITES INTERNET

- Agence de traitement de l'information numérique de l'Outaouais (LATINO), 2001.
Projet de caractérisation des rivières de l'Outaouais, ministère de l'Environnement du Québec, ministère des Ressources naturelles du Québec, Conseil régional de développement de l'Outaouais
<http://www.outaouais.org/rivieres>
- Alaska Department of natural resources, Division of mining, land and water
<http://www.dnr.state.ak.us/mlw/planning/easmtatlas/index.htm>
- Center for sustainable watersheds, Ontario, *Watersheds InfoXchange (WIX)*
<http://www.ontariowatersheds.ca>
- Commission de toponymie du Québec
<http://www.toponymie.gouv.qc.ca/dtv.htm>
- Community mapping network
<http://www.shim.bc.ca/index.cfm>
- Delta Protection Commission, 1997.
Recreation in the delta, inventory of recreational facilities
<http://www.delta.ca.gov/recinvty.html>
- Environnement Canada, base de données sur les modifications du milieu naturel attribuables aux usages anthropiques
http://www.qc.ec.gc.ca/faune/biodiv/fr/methodes/meth_anthrop.html
- Fraser Basin Council
<http://www.fraserbasin.bc.ca>
- Fraser River Estuary Management Program
<http://www.bieapfrempp.org/>
- Groupe de recherche Rhône-Alpes sur les infrastructures et l'eau (GRAIE), France
<http://www.graie.org/zabr/themes/theme7.htm>
- La Bièvre, rivière vivante
<http://www.bievre.org/index.htm>
- Le site portail du fleuve Rhône
<http://www.fleuverhone.com>
- Le portail de la Garonne
<http://www.lagaronne.com/>
- New-York State, Division of Coastal Resources, *Local Waterfront Revitalization (LWRP)*
http://www.nyswaterfronts.com/aboutus_lwrp.asp
- Observatoire de l'environnement Poitou-Charentes,
<http://www.observatoire-environnement.org>
- Office québécois de la langue française, *Grand dictionnaire terminologique*
<http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/gdt.html>
- Rivière Vivante - Mouvement pour restaurer et renaturaliser la rivière Saint-Charles
<http://www.rivierevivante.org/>

Sacramento River, *A guide to recreation and public access*
<http://www.sacramentoriver.org/>

Sacramento River portal and library
<http://www.sacramentoriverportal.org/>

Société des Gens de Baignade, *Pour l'accès et l'usage publics des plans d'eau* (Québec)
<http://www.gensdebaignade.org/>

The Rouge River Project, *Bringing the river back to life*
<http://www.rougeriver.com/>

Direction départementale de l'équipement de la Loire et Université Jean Monnet Saint-Étienne,
France
<http://www.reseau-patrimoine.net>

VUKELICH, Vera. 1995. *Recreation resource inventory standards and procedures*. Viewpoint Recreation & Landscape Consulting for the Ministry of Forests of British Columbia
<http://srmwww.gov.bc.ca/risc> et <http://srmapps.gov.bc.ca/apps/rec/>

9.3 AUTRES PUBLICATIONS

BIOREX, 1999.

Caractérisation biophysique et des usages d'un secteur retenu pour la détermination d'une zone de protection marine dans l'estuaire du Saint-Laurent, vol. 1 : Introduction, cadre biophysique et anthropique, Pêches et Océans Canada, 158 p.

BOUCHARD, S., NAUD, L., 2001.

Un fleuve inaccessible. TÉOROS (Montréal), avril 2001.

BOUCHARD, S., et NAUD, L., 2001.

Un loisir populaire, la baignade. Chapitre de l'Atlas historique du Québec, Québec, Ville et Capitale, sous la direction de Serge Courville et Robert Garon, p. 326-329.

BRUN, Henri, 1969.

Histoire du droit québécois de l'eau (1663-1969). Étude réalisée pour la Commission d'étude des problèmes juridiques de l'eau (Commission Legendre), Gouvernement du Québec, 64 p.

CAMPAGNA, L., CASEY, M., CORNELISSEN, K., NAUD, L., 1998.

Accès et usages publics du fleuve Saint-Laurent, Québec, une ville balnéaire. Le Devoir (Montréal), 20 octobre 1998.

CENTRE SAINT-LAURENT, 1996.

Rapport-synthèse sur l'état du Saint-Laurent, vol. 2 : L'état du Saint-Laurent. Environnement Canada, région du Québec, conservation de l'environnement et Éditions MultiMondes Montréal, coll. « BILAN Saint-Laurent », pagination multiple.

CHARTRAND, J., DUCHESNE, J.-F., GAUVIN, D., 1995.

Synthèse des connaissances sur les risques à la santé reliés aux divers usages du fleuve Saint-Laurent dans le secteur d'étude Québec-Lévis, Rapport technique ZIP 14, Centre de santé publique de Québec, Direction régionale de santé publique Chaudière-Appalaches, ministère de la Santé et Services sociaux du Québec, Santé Canada, pagination multiple.

- DALCOURT, M.-F. *et al.*, 2002.
La gestion intégrée à la portée de tous : démarche pour les collectivités côtières du Saint-Laurent marin.
Pêches et Océans, région du Québec, Groupe-Conseil Genivar Inc. 61 p.
- DOISE, W., PALMONARI, A. *et al.*, 1986.
L'étude des représentations sociales. Collection textes de bases en psychologie, éditions
Delachaux et Niestlé.
- DOISE, W., CLÉMENCE, A. et LORENZI-CIOLDI, F., 1992.
Représentations sociales et analyses de données. Collection « Vies Sociales » Presses
universitaires de Grenoble.
- DUCHESNE, J.-F., LECLERC, J.-M., CHARTRAND, J., GAUVIN, D., 1996.
*Synthèse des connaissances sur les risques à la santé reliés aux divers usages du fleuve Saint-Laurent
dans le secteur de la rivière Saguenay, Rapport technique ZIP 22 et 23, Centre de santé
publique de Québec, Direction régionale de santé publique Saguenay, ministère de la
Santé et Services sociaux du Québec, Santé Canada, pagination multiple.*
- GAGNÉ, J., 2005.
À la découverte du Saint-Laurent, Sous l'égide des Amis de la Vallée du Saint-Laurent, Les
Éditions de l'Homme, Montréal, 338 p.
- GAGNON, F. *et al.* **QUELLE ANNÉE?**
Enquête santé sur les usages et les représentations du Saint-Laurent, région de Chaudière-Appalaches,
Régie régionale de la santé et des services sociaux Chaudière-Appalaches Direction de la
santé publique, de la planification et de l'évaluation, 35 p.
- GERGEN, K.J., GERGEN, M.M. et JUSTRAS, S., 1992.
Psychologie sociale. Éditions Études Vivantes.
- MOLINER, P., 1996.
Images et représentations sociales, de la théorie des représentations à l'étude des images sociales,
Collection « Vies Sociales » Presses universitaires de Grenoble.
- NAUD, L., 1995.
Fleuves et rivières : mode d'emploi grand public. Article publié dans ÉCODÉCISION, Été 1995,
Montréal, 4 p.

ANNEXES

ANNEXE 1 —
L'APPROCHE CULTURELLE ET SOCIALE.
MÉTHODES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES
DONNÉES EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES.

Par Geneviève Brisson, Ph.D. Anthropologie, consultante.

Rapport présenté à l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN). Sept-Îles (Québec), 15 mars 2005.

ANNEXE 2 — LES FICHES D'ANALYSE DE LA LITTÉRATURE

Dans le cadre de la revue de la littérature sur les usages anthropiques des cours d'eau et des plans d'eau, des fiches synthétisant chaque texte choisi ont été réalisées. Nous vous les présentons ici en abordant d'abord la revue de littérature des méthodes mises en œuvre ces dernières années dans le cadre de Saint-Laurent Vision 2000 pour la collecte de données sur les usages du Saint-Laurent (annexe 2A). Puis sur des démarches similaires dans le reste du Canada et aux États-Unis (annexe 2B), enfin, sur des exemples français (annexe 2C).

ANNEXE 2A FICHES D'ANALYSE DE LA LITTÉRATURE SUR LE SAINT-LAURENT

Fiche 1

Centre Saint-Laurent, 1996. *Rapport-synthèse sur l'État du Saint-Laurent vol. 1 : L'écosystème du Saint-Laurent*. Environnement Canada région du Québec, conservation de l'environnement et Éditions MultiMondes Montréal, coll. « BILAN Saint-Laurent », pagination multiple.

Secteur visé	L'écosystème du Saint-Laurent.
Objectifs de l'étude	Synthèse-bilan de l'état du Saint-Laurent.
Types d'accès publics	Sans objet.
Usages collectifs considérés	<ul style="list-style-type: none"> ■ Activités récréatives et touristiques (navigation de plaisance : marinas, quais, rampes de mises à l'eau; Festivals liés au Saint-Laurent; activités nautiques : plages, baignades, villégiature, planche à voile, kayak, canotage; pêche sportive en eau douce : pêche à partir de la rive, à partir d'embarcations, cueillette de mollusques; pêche hivernale; chasse; piégeage). ■ Vocation touristique du fleuve (tourisme de croisière, éco-tourisme, observation de la faune, observation du paysage). ■ Réseau de conservation (réserves nationales de faune, refuges d'oiseaux migrateurs et aires de repos, parcs de conservation, parcs de récréation, réserves écologiques et réserves fauniques, habitats légaux du ministère de l'Environnement et de la Faune et refuges d'oiseaux, parc marin national, parcs régionaux de la communauté urbaine de Montréal. ■ - Conservation en l'absence de statut légal.
Choix des caractéristiques	<p>Le choix des caractéristiques à été fait par la méthode Delphi (voir fiche Dewailly <i>et al.</i>, 1999).</p> <ol style="list-style-type: none"> 1/ La caractéristique doit évoluer dans le temps et dans l'espace, elle ne doit pas être constante. 2/ La caractéristique doit être représentée à l'échelle du Saint-Laurent. 3/ La caractéristique doit influencer directement l'écosystème du Saint-Laurent. 4/ L'existence de données historiques favorisait mais n'excluait pas le choix d'une caractéristique par rapport à une autre.
Caractéristiques des données « usages »	<ul style="list-style-type: none"> ■ Composante du Saint-Laurent : usages associés aux activités humaines ■ Caractéristique retenue : accessibilité aux rives et au fleuve ■ Indicateurs : <ul style="list-style-type: none"> ■ a/ nombre de plages publiques ouvertes ■ b/ nombre, superficie et étendue littorale de parcs riverains par habitant côtier ■ c/ nombre d'infrastructures permettant l'accès aux rives et au fleuve ■ d/ tenure des terres en bordure du fleuve ■ e/ indice intégrant les aspects esthétiques et qualitatifs des ressources fluviales

Méthode de collecte des données	Sans objet.
Source des données	Sans objet.
Traitement des données	Le Saint-Laurent à été divisé en 4 secteurs : <ul style="list-style-type: none"> ■ le tronçon fluvial; ■ l'estuaire fluvial; ■ le moyen estuaire et le Saguenay; ■ l'estuaire maritime et le golfe. Des cartes présentant les différents usages par secteurs ont été produites.
Mode de diffusion	Rapport écrit.
Partenaires de l'étude	Partenaires de Saint-Laurent Vision 2000.
Avantages de la méthode	Donne un portrait global des usages du Saint-Laurent.
Limites de la méthode	Manque de précision du fait de l'échelle choisie. Ne prend pas en considération les connaissances traditionnelles ni les données historiques.
Implication des communautés	Sans objet.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	En partie, il y a des cartes différentes pour chaque grande catégorie d'usages.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	Ni valeur économique, ni valeur socioculturelle.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ? ■ Socioculturel (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)? 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Non pris en compte.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Oui, mais pas très précis car les cartes sont à petite échelle.
Code éthique pour l'utilisation des données	Les données présentées sont publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Comme il s'agit d'un bilan de l'état du Saint-Laurent, ce n'est pas vraiment le but de la démarche utilisée pour réaliser cette publication, mais le suivi des facteurs biophysiques a été réalisé.

Fiche 2

Grondin, J. et LaRue, R., 1995. *La perception des risques pour la santé : aspects méthodologiques*, Centre de santé publique de Québec, 91 p.

Contexte	Fait suite à une synthèse préliminaire de littérature sur la perception du risque et à la tenue d'un séminaire scientifique.
Objectifs de l'étude	<ul style="list-style-type: none">■ Présenter de façon intégrée le fruit du travail de synthèse préliminaire et des discussions en ateliers.■ Proposer une synthèse des données méthodologiques qui définissent le champ d'analyse de la perception des risques à la santé et à l'environnement.■ Déterminer un protocole minimal pour circonscrire dans l'enquête la question de la perception des risques par la population (comment obtenir le maximum d'information avec le minimum de questions.
Élaboration de la structure logique du questionnaire	<p>A/ Identification des risques et bénéfices liés au fleuve et aux tributaires (qu'est-ce qui inquiète / plaît ?)</p> <p>B/ Évaluation relative des risques et bénéfices (à quel degré ?)</p> <p>C/ Justifier le classement des risques et des bénéfices (pourquoi ?)</p> <p>D/ Détailler les stratégies de minimisation de l'exposition aux risques (comportements à éviter ?)</p> <p>E/ Détailler les stratégies de maximisation des bénéfices (comportements pour en profiter ?)</p> <p>F/ Compléter la liste des risques et bénéfices (a-t-on oublié quelque chose ?)</p> <p>G/ Prioriser le type d'interventions sur le fleuve et les tributaires (économie, écologie, santé) (quelles actions sont attendues ?)</p>
Implication des communautés	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	La valeur économique ou socioculturelle n'est pas prise en compte.
<ul style="list-style-type: none">■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ?■ Socioculturel (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)?	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Sans objet.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Sans objet.
Code éthique pour l'utilisation des données	Les données de cette étude sont publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-	Sans objet.

ce vraiment utile ?)

Fiche 3

Dewailly, É., Grondin, J., Gingras, S., 1999. *Enquête santé sur les usages et perceptions du Saint-Laurent, Volet santé Saint-Laurent Vision 2000*, Santé Canada et Ministère de la santé et des services sociaux du Québec, pagination multiple.

Secteur visé	Eau, milieux humides et riverains du Saint-Laurent entre, sur la rive nord, la frontière Québec/Ontario et Blanc-Sablon et, sur la rive Sud, la frontière Québec/Ontario et la côte gaspésienne jusqu'à la frontière avec le Nouveau-Brunswick incluant les rivières des Mille-Îles, des prairies, le lac des Deux-Montagnes, la Baie des Chaleurs et les eaux baignant l'Île d'Anticosti et les Îles de la Madeleine; ainsi que les affluents prioritaires (Assomption, Chaudière, Richelieu, Saguenay, Saint-Maurice et Yamaska).
Objectifs de l'étude	Dresser le bilan des principaux usages du Saint-Laurent et de ses ressources par la population riveraine : <ul style="list-style-type: none">■ dresser un profil de l'utilisation des ressources du Saint-Laurent permettant de comparer dans le futur l'évolution des usages du Saint-Laurent et des comportements à risques;■ caractériser les préoccupations des riverains pour la santé émanant du contact avec le Saint-Laurent de manière à orienter les recherches, les interventions et les activités de communication du volet santé de Saint-Laurent Vision 2000.
Types d'accès publics	Sans objet.
Usages collectifs considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Consommation d'eau potable■ Baignade■ Pêche et consommation de poissons ou de mollusques■ Navigation de plaisance■ Marche et observation de la nature (le Saint-Laurent comme milieu naturel)
Caractéristiques des données « usages »	Le questionnaire a été structuré de la façon suivante pour chacun des usages ou enjeux prioritaires identifiés : <ul style="list-style-type: none">■ distribution des usages et fréquence;■ identification et évaluation des risques et bénéfices perçus;■ stratégies de mitigation utilisées pour réduire les risques;■ comparaison entre le Saint-Laurent et d'autres plans d'eau.
Élaboration de l'enquête	<ol style="list-style-type: none">1/ Recherche bibliographique sur la perception du risque environnemental.2/ Méthode Delphi : organisation d'un séminaire scientifique sur la perception du risque environnemental (15 personnes pendant 2 jours) pour déterminer la structure et l'organisation des questions sur la perception; organisation de 4 groupes de discussion régionaux pour identifier les principaux usages du Saint-Laurent et vérifier la pertinence de certaines directions de recherches.3/ Première ébauche de questionnaire selon les thèmes retenus ; pré-test dans 3 régions pour s'assurer de la compréhension des questions ; version finale mise au point ; traduction en anglais ; 2^e pré-test sur 4 versions du questionnaire (un général de 77 questions : un pour la région du golfe du Saint-Laurent de 84 questions, un pour la région de Laval de 77 questions, un pour les tributaires dont le Saguenay de 77 questions).

4/ Plan d'échantillonnage : échantillonnage auprès d'individus de 15 ans et plus résidant, depuis au moins un an, dans une des municipalités retenues pour l'enquête; échantillonnage aléatoire stratifié par région administrative avec sur-représentation de certaines zones géographiques pour refléter un peu les différences de densité de population. La taille minimale de l'échantillon a été calculée selon l'usage de la pratique de la pêche qui est le comportement le moins fréquent.

Méthode de collecte des données

Le questionnaire final comporte 3 thèmes :

- caractéristiques sociodémographiques;
- description de l'utilisation du Saint-Laurent;
- connaissance et perceptions liées aux usages du Saint-Laurent.

Les questions sont regroupées en fonction des différents usages, c'est-à-dire pour chaque usage, les questions permettent d'abord de mesurer les comportements et les pratiques, ensuite de cerner les perceptions et connaissances liées à ces usages. Les questions sur les caractéristiques sociodémographiques sont regroupées en fin de questionnaire. Les entretiens téléphoniques de 12 à 15 minutes ont été réalisés entre le 14 mars et le 9 mai 1995 par le Groupe Léger et Léger.

Source des données

Sans objet.

Traitement des données

- Détermination de variables pour regrouper l'information de plusieurs questions ou, lorsque les répondants pouvaient indiquer plus d'un choix de réponse à une question.
- Traitement statistique sous forme de pourcentages et d'intervalles de confiance par rapport à la population estimée.
- Tableaux et textes explicatifs.
- Cartes-bilans « usages par région administrative sur le Saint-Laurent ».

Mode de diffusion

- Rapport écrit (les tributaires et le Saguenay sont traités séparément).
- Et aussi production de rapports particuliers pour chacune des 11 régions à destination des organismes de santé publique, des organismes communautaires et des partenaires de Saint-Laurent Vision 2000.

Partenaires de l'étude

- Santé Canada
- Ministère de la santé et des services sociaux du Québec
- Ministère de l'environnement de la faune du Québec
- Bureau des statistiques du Québec
- Centre de santé publique de Québec

Avantages de la méthode

- Adapté aux particularités des différentes zones du Saint-Laurent.
- Permet de déterminer des évolutions en renouvelant l'étude régulièrement.

Limites de la méthode

Données non géoréférencées. Ne prend pas en considération les connaissances traditionnelles ni les données historiques.

Implication des communautés

Non.

La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?

Oui, en pourcentage de la population riveraine par région administrative.

La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Oui, par région administrative, mais ce n'est pas exhaustif. On a aussi une idée du nombre d'activités reliées au Saint-Laurent pratiquées par une personne et par région administrative.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	La valeur économique n'est pas prise en compte. Idée de la perception des risques.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ? ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)? 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Sans objet.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Non précis, les données sont collectées par régions administratives.
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Le sondage a été reproduit tous les 2 à 3 ans, cela donne une idée de l'évolution des perceptions et des usages du Saint-Laurent.

Fiche 4

Breton, A. et J-F. Pelley, 2001. *Perceptions, usages et besoins en information à l'égard du Saint-Laurent. Rapport d'analyse du sondage réalisé par Léger Marketing pour Saint-Laurent Vision 2000, 53 p. + annexes.*

Secteur visé	Fleuve Saint-Laurent.
Objectifs de l'étude	Évaluer les perceptions, les usages et les besoins en information de la population à l'égard du fleuve Saint-Laurent.
Types d'accès publics	Sans objet.
Usages collectifs considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Activités sur les berges ou sur le Saint-Laurent (promenade/course à pied, bicyclette, croisière, pêche, pique-nique, baignade, voile, bateau à moteur/chaloupe, kayak, canot, prendre le traversier, planche à voile, observation (oiseaux, baleines, plantes, faune marine), motomarine, patins à roues alignées, camping, ski nautique, pédalo, nettoyage des rives, patin à glace, plongée sous-marine, autres (non précisé).■ Consommation d'eau du robinet provenant du Saint-Laurent.■ Consommation de poissons et de mollusques pêchés dans le Saint-Laurent.
Caractéristiques des données « usages »	<ul style="list-style-type: none">■ Motifs justifiant la non-pratique d'usages sur les berges ou sur le Saint-Laurent.■ Habitude de baignade (= fréquence de baignade : très souvent, assez souvent, occasionnellement, jamais, ne se prononce pas).■ Habitudes de consommation de poissons et de mollusques pêchés dans le Saint-Laurent (très souvent, assez souvent, occasionnellement, jamais, ne se prononce pas).■ Et surtout, perception du risque pour la santé de pratiquer une activité sur le Saint-Laurent, de consommer de l'eau d'aqueduc ou de consommer du poisson ou des mollusques provenant du Saint-Laurent (très dangereux, assez dangereux, peu dangereux, pas du tout dangereux, ne se prononce pas).
Méthode de collecte des données	<ul style="list-style-type: none">■ Sondage téléphonique (de 12 minutes environ, du 7 juin au 20 juin 2001) en français ou en anglais mené auprès d'un échantillon représentatif de 1004 québécois adultes vivant dans les municipalités des régions riveraines du Saint-Laurent, les municipalités non riveraines s'alimentant en eau potable dans le Saint-Laurent et les municipalités bordant le Saguenay et les autres tributaires du Saint-Laurent.■ Pré-test du sondage le 6 juin 2001 auprès de 12 personnes.■ Échantillon de type stratifié, proportionnel à la répartition de la population des régions d'étude, assurant à chacune un poids relatif réel au sein de l'échantillon.
Source des données	Sans objet.
Traitement des données	Présentation sous forme de pourcentages classés par tableaux, avec parfois regroupement des principales classes de réponses pour obtenir une vision plus globale.
Mode de diffusion	<ul style="list-style-type: none">■ Rapport d'analyse.■ Résumé du rapport d'analyse.■ Synthèse présentée sur le site Internet Saint-Laurent Vision 2000 et résumé du rapport d'analyse disponible en téléchargement sous

format « pdf ».

Partenaires de l'étude	Réalisé dans le cadre de Saint-Laurent Vision 2000.
Avantages de la méthode	Donne une idée globale de la vision grand public du Saint-Laurent et de ses ressources.
Limites de la méthode	Données non géoréférencées. Ne prend pas en considération les connaissances traditionnelles ni les données historiques.
Implication des communautés	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Uniquement pour la fréquence de baignade et la fréquence de consommation de poissons ou mollusques pêchés dans le Saint-Laurent, ces données sont qualitatives (très souvent, assez souvent, occasionnellement, jamais, ne se prononce pas).
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Pas réellement, on a seulement une indication du fait que les personnes interrogées pratiquent plus d'un usage ou la cause de la non-activité.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage : <ul style="list-style-type: none">■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ?■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)?	Ni la valeur économique, ni la valeur socioculturelle ne sont prises en compte.
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Non.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Non.
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Il n'y a pas eu de renouvellement de l'enquête.

Fiche 5

Saint-Laurent Vision 2000, 2003. *Suivi des usages et des perceptions du Saint-Laurent par la population riveraine*, Centre de recherche du CHUL-CHUQ. Saint-Laurent Vision 2000 volet Santé, 261 p.

Secteur visé	Le Saint-Laurent sur la rive nord, entre la frontière Québec/Ontario et Blanc-Sablon et, sur la rive Sud, entre la frontière Québec/Ontario et la côte gaspésienne jusqu'à la frontière avec le Nouveau-Brunswick.
Objectifs de l'étude	<ul style="list-style-type: none">■ Caractériser les préoccupations des riverains quant aux questions de santé en relation avec leurs contacts avec le Saint-Laurent.■ Dresser un profil de l'utilisation des ressources du Saint-Laurent pour évaluer l'évolution des attitudes et comportements de la population riveraine depuis l'enquête de 1996.
Types d'accès publics	Sans objet.
Usages collectifs considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Consommation d'eau potable■ Baignade et autres activités de contact direct avec l'eau■ Pêche récréative et consommation de poisson■ Cueillette et consommation de mollusques■ Navigation de plaisance■ Accessibilité au Saint-Laurent et à ses ressources■ Bas niveaux d'eau (la limitation d'autres usages résultant des fluctuations de niveaux d'eau)■ Activités en rives
Caractéristiques des données « usages »	Chaque usage est caractérisé selon : <ul style="list-style-type: none">■ le type et la fréquence des activités entreprises;■ la perception du risque pour chaque activité;■ l'intention d'action pour les activités récréatives ainsi que pour les activités de consommation des ressources
Méthode de collecte des données	Voir fiche Dewailly <i>et al.</i> (1999).
Source des données	Le questionnaire utilisé est celui défini par Dewailly <i>et al.</i> (1999). 4002 entretiens téléphoniques ont été réalisés.
Traitement des données	Les résultats sont présentés sous forme de tableaux et de textes explicatifs.
Mode de diffusion	<ul style="list-style-type: none">■ Rapport écrit.■ Brochure grand public : « Reflets du Saint-Laurent : la parole aux riverains ».
Partenaires de l'étude	<ul style="list-style-type: none">■ Santé Canada■ Ministère de la santé et des services sociaux du Québec■ Ministère de l'environnement de la faune du Québec■ Bureau des statistiques du Québec■ Centre de santé publique de Québec
Avantages de la méthode	Donne une idée globale des usages et des perceptions du Saint-Laurent par la population riveraine.
Limites de la méthode	Données non géoréférencées. Ne prend pas en considération les connaissances traditionnelles, ni les données historiques.
Implication des communautés	Non.
La démarche donne-t-elle une	Non.

idée de la fréquentation des sites d'accès ?

La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?

Non.

La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :

La perception du risque lié à la consommation de ressources alimentaires issues du Saint-Laurent est évaluée.

- Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ?
- Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)?

Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)

Sans objet.

Géoréférencement des données et précision du géoréférencement

Non.

Code éthique pour l'utilisation des données

Données publiques.

Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)

Ce sondage avait déjà été réalisé en 1995, il a été renouvelé en 2004
Renouveler cette étude régulièrement permet de définir des évolutions dans le comportement et les perceptions des usagers.

Fiche 6

Burton, J. 1991. *L'intégration des aspects bio-physiques et socio-économiques à l'échelle régionale. Démarche pour la préparation du document d'intégration ZIP. Environnement Canada, Centre Saint-Laurent, Conservation et protection, Région du Québec, 50 p.*

Secteur visé	Le réseau des Comités de zones d'intervention prioritaires du Saint-Laurent.
Objectifs de l'étude	Élaborer une méthode d'intégration pour réunir les diagnostics sectoriels dans un document intégré afin d'évaluer des effets cumulatifs. (Intégration des données physico-chimiques, biologiques et socioéconomiques).
Types d'accès publics	Sans objet.
Usages collectifs considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Approvisionnement en eau (municipal, industriel, agricole)■ Récréation (avec et sans contact avec l'eau)■ Navigation (commerciale et de plaisance)■ Faune (pêche commerciale, pêche sportive, chasse et piégeage)■ Milieu (tourisme, esthétique)
Caractéristiques des données « usages »	Sans objet.
Méthode de collecte des données	Sans objet.
Source des données	Les données proviennent des diagnostics sectoriels élaborés par les partenaires gouvernementaux.
Traitement des données	Étapes de la méthode d'intégration : <ol style="list-style-type: none">1/ Définition des limites spatiales et temporelles.2/ Identification des éléments valorisés (usages et ressources) de l'écosystème et des activités humaines.3/ Évaluation du changement survenu au niveau des éléments valorisés de l'écosystème et des activités humaines.4/ Définition des tendances spatio-temporelles.5/ Identification des liens entre les éléments valorisés de l'écosystème et les activités humaines par la méthode matricielle ou par la méthode cartographique.6/ Identification des problèmes. Méthode matricielle : représentation des interactions sous forme de tableaux. Méthode cartographique : localisation et analyse par superposition grâce à un système d'information géographique SPANS.
Mode de diffusion	Rapport d'étude.
Partenaires de l'étude	Centre Saint-Laurent.
Avantages de la méthode	Données géoréférencées. Prend en partie en considération les connaissances traditionnelles.
Limites de la méthode	Ne prend pas en considération les données historiques. En fait, ce document présente la démarche pour intégrer les données bio-physiques et socio-économiques dans un même document à l'échelle d'une région, les dernières lignes du tableau sont donc sans objet.

Fiche 7

Saint-Laurent Vision 2000, Bilan régional ZIP

Secteur visé	Il y a un bilan régional pour chacun des 23 tronçons défini par le programme Zones d'intervention prioritaire (ZIP).
Objectifs de l'étude	Identifier les usages, les ressources ainsi que les principaux problèmes environnementaux propres à chacun des territoires en faisant la synthèse de trois rapports techniques élaborés par les partenaires gouvernementaux et portant sur les aspects biologiques, physico-chimiques et socio-économiques.
Types d'accès publics	<ul style="list-style-type: none">■ Parcs publics riverains■ Haltes routières■ Quais publics■ Belvédères■ Plages■ Campings riverains■ Sites d'observations de la nature■ Bases de plein air■ Sites d'intérêt paléontologique■ Sites de plongée sous-marine■ Traversiers
Usages collectifs considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Variables selon les régions■ Chasse et pêche sportives, cueillette de mollusques■ Nautisme■ Marina■ Rampe de mise à l'eau■ Baignade■ Villégiature■ Observation de la nature■ Interprétation du patrimoine historique■ Motoneige■ Croisières et excursions sur le Saint-Laurent■ Bateau-passeur pour la Côte-Nord
Caractéristiques des données « usages »	Fréquentation annuelle pour chaque activité selon la disponibilité des données.
Méthode de collecte des données	Sans objet.
Source des données	Les trois rapports techniques élaborés par les partenaires gouvernementaux et portant sur les aspects biologiques, physico-chimiques et socio-économiques.
Traitement des données	Des cartes d'affectations du territoire ont été réalisées accompagnées de textes.
Mode de diffusion	Un rapport écrit par secteur d'étude, diffusé auprès des partenaires de Saint-Laurent Vision 2000.
Partenaires de l'étude	Saint-Laurent Vision 2000.
Avantages de la méthode	Données géoréférencées. Prend en considération les connaissances locales.
Limites de la méthode	Géoréférencement peu précis. Ne prend pas en considération les données historiques.

Implication des communautés	Aucune à cette phase.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Le bilan régional ne s'intéresse pas à des accès précis, mais dresse un portrait global de la région. La fréquentation touristique de la région est parfois évoquée dans le texte.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Le bilan régional donne une idée de la diversité des usages à l'échelle de la région et non de sites d'accès précis.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	La valeur économique est traitée à l'échelle de la région. Les éléments de patrimoines intéressants sont signalés (sites archéologiques, sites historiques, etc.), mais la valeur que les gens accordent aux lieux et aux usages n'est pas étudiée.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ? ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)? 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Sans objet (c'est un bilan).
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Les informations sont traitées au niveau régional, quelques données font l'objet d'un géoréférencement plus précis (positionnement sur une carte des sites archéologiques par exemple).
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Sans objet.

Fiche 8

Comité ZIP Est de Montréal, 1997. Plan d'action et de réhabilitation écologique du secteur est de Montréal du fleuve Saint-Laurent, Comité ZIP Est de Montréal et Saint-Laurent Vision 2000.

Les méthodes suivantes sont intégrées dans cette fiche :

- Stratégies Saint-Laurent, 1995. *Guide de préparation des consultations publiques par les comités ZIP dans le cadre du programme ZIP*, Stratégies Saint-Laurent, 12 p.
- Stratégies Saint-Laurent, 1996. *Guide d'élaboration des PARE du programme ZIP*, Stratégies Saint-Laurent, 14 p.
- Stratégies Saint-Laurent, 2000. *Document d'aide à la mise en oeuvre et au suivi des Plans d'action et de réhabilitation écologique (PARE) du Programme Zones d'intervention prioritaire (ZIP)*, Stratégies Saint-Laurent, 13 p.

Secteur visé	Le territoire du Comité ZIP Jacques Cartier (anciennement Comité ZIP Est de Montréal) : le tronçon du fleuve Saint-Laurent entre le pont Victoria, en amont, et le confluent de la rivière des Prairies et du fleuve Saint-Laurent, en aval.
Objectifs de l'étude	L'objectif de l'étude est : <ul style="list-style-type: none">■ Tout d'abord de décrire le territoire de la ZIP (population, affectations riveraines, principales installations et zones de conservation).■ Puis les problèmes prioritaires soulevés par la population et présentés dans les bilans environnementaux sous quatre thèmes : Réhabilitation du fleuve et prévention de la pollution (sédiments contaminés ; rejets au fleuve ; pollution diffuse et port de Montréal) ; santé des populations ; récréotourisme et mise en valeur du territoire (accès au fleuve, récréotourisme); conservation des habitats (habitats et zones de conservation).■ Enfin, d'exposer les solutions proposées par le Comité ZIP sous la forme de fiches techniques et les stratégies de mise en oeuvre de ces actions concrètes.
Types d'accès publics	Quais, parcs riverains, plages, navettes fluviales, Parc des Îles-de-Boucherville, berges aménagées en promenade et en piste cyclable (Promenade Bellerive), Battures Tailhandier et Île Verte.
Usages considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Approvisionnement en eau potable des municipalités■ Approvisionnement en eau des industries■ Pêche sportive■ Navigation de plaisance (embarcations privées et navettes)■ Navigation commerciale■ Activités de contact direct (planche à voile, moto-marine, ski nautique, baignade)
Caractéristiques des données « usages »	Sans objet.

Méthode de collecte des données

Le territoire est divisé en quatre : le fleuve Saint-Laurent, la rive nord, la rive sud, les îles et les archipels.

L'élaboration d'un plan d'actions et de réhabilitation écologique commence par une consultation publique sur le bilan régional établi à partir des rapports techniques sur les aspects biologiques, physico-chimiques et socioéconomiques du secteur et de la synthèse des connaissances sur les risques à la santé humaine reliés aux divers usages du fleuve préparés par les partenaires gouvernementaux.

Les problématiques issues de la consultation publique ont ensuite été regroupées en quatre thèmes :

- réhabilitation du fleuve et prévention de la pollution;
- santé des populations;
- récréotourisme et mise en valeur du territoire;
- conservation des habitats.

Chaque thème est repris et discuté (sources de dégradation et ampleur, avenues de réhabilitation = pistes d'actions).

Élaboration des fiches techniques associées au thème :

- Recherche d'information et de données → validation technique → choix de solution → évaluation du niveau de faisabilité des projets (juridiction, établissement de partenariats, etc.).
- Rédaction du PARE.

Source des données (pouvant servir pour le projet actuel)

Auclair M.-J., 1995. *Bilan régional - Secteur Montréal-Longueuil*. Environnement Canada - région du Québec, Conservation de l'environnement, Centre Saint-Laurent. Rapport Zone d'intervention prioritaire 9. 66 p.

Bibeault J.-F. et Jourdain A., 1995. *Synthèse des connaissances sur les aspects socio-économiques du secteur d'étude Montréal-Longueuil*. Environnement Canada - région du Québec, Conservation de l'environnement, Centre Saint-Laurent, 130 p.

Duchesne J.-F., Leclerc J.-M., Chartrand J. et Gauvin D., 1996. Synthèse des connaissances sur les risques à la santé humaine reliés aux divers usages du fleuve Saint-Laurent dans les secteurs d'étude Lac Saint-François, Lac St-Louis et Montréal-Longueuil. Centre de santé publique de Québec, Direction de santé publique Montréal-centre, Direction de santé publique de la Montérégie, Ministère de la santé et des services sociaux du Québec et Santé Canada. Rapport technique. Zones d'intervention prioritaire 1, 2, 5, 6 et 9. 178 p.

Giroux L., 1986. *Synthèse et cartographie du potentiel biophysique et humain du parc des Îles-de-Boucherville*. Rapport de recherche, maîtrise en sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal.

Robitaille J.-A., Vigneault Y., Shonner G., Pomerleau C. et Mailhot Y., 1988. *Modifications physiques de l'habitat du poisson dans le Saint-Laurent de 1945 à 1984 et effets sur les pêches commerciales*. Pêches et Océans, Direction de la recherche sur les pêches. Rapport manuscrit canadien des sciences halieutiques et aquatiques n° 1608 et atlas cartographique.

Traitement des données

Les données recueillies sont présentées dans un bilan de l'état du territoire sous forme de tableaux, cartes et textes, puis de façon synthétique dans les fiches techniques.

Mode de diffusion	Diffusion sous la forme d'un rapport écrit regroupant les fiches techniques. Description sur le site Internet : <ul style="list-style-type: none"> ■ des étapes nécessaires à l'élaboration d'un PARE; ■ des principaux thèmes du PARE de la ZIP Jacques-Cartier; ■ des actions, cartes et études réalisées ou en cours; ■ mais pas les fiches techniques.
Partenaires de l'étude	<ul style="list-style-type: none"> ■ Saint-Laurent Vison 2000 ■ Environnement Canada : le Centre Saint-Laurent et la Biosphère ■ Ministère de l'environnement du Québec ■ Pro-Est, Société de promotion et de concertation socioéconomique de l'Est de Montréal ■ La Fondation des amis de l'environnement
Avantages de la méthode	Données géoréférencées.
Limites de la méthode	Étude réalisée sans but de créer une base de données informatique.
Implication des communautés	Oui, les communautés riveraines ont été impliquées, par l'intermédiaire du Comité ZIP et de consultations publiques.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Cette démarche passe en revue, à l'échelle de la ZIP, quelques usages ciblés.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	Ce sont les usages considérés comme prioritaires par les collectivités qui sont étudiées.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ? ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)? 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Projets de récupération d'usage dans les fiches techniques.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Le géoréférencement est précis, les fiches techniques comportent des cartes.
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Le suivi est fait par le Comité ZIP par la mise à jour de fiches.

Fiche 9

Dessau Aménagement, Inventaire et caractérisation des accès publics au fleuve sur le territoire de la ZIP Québec et Chaudière-Appalaches, Janvier 1997, Comité ZIP Québec et Chaudière-Appalaches dans le cadre de Saint-Laurent Vision 2000.

Secteur visé	Le territoire de la ZIP Québec et Chaudières-Appalaches.
Objectifs de l'étude	Dresser un inventaire et une caractérisation des accès publics existants et projetés sur le territoire de la ZIP Québec et Chaudières-Appalaches.
Types d'accès publics	<p>Accès publics au fleuve déjà aménagés ou susceptibles de l'être sur le territoire de la ZIP : Halte nautique, rampe d'accès, aire de pique-nique, marina/ponton/quai, aménagements pour randonnées pédestre/vélo, halte routière, belvédère, aire de détente/d'observation et de conservation, parc municipal, plage, école de voile, agora, boutiques/restaurants, terrain de camping :</p> <ul style="list-style-type: none">■ Accès public : emplacement de propriété publique ou privée, limitrophe au Saint-Laurent, offrant à la population en général un contact physique avec celui-ci, l'accès peut-être existant ou projeté.■ Accès existant : tout accès public conçu et aménagé, en tout ou en partie, pour des fins publiques.■ Accès projeté : tout accès public à l'état de projet, dans la mesure où ce projet a reçu l'acceptation d'un organisme habilité à en assurer la réalisation. <p>Rive naturelle : rive qui n'a subi aucune modification anthropique importante.</p> <p>Rive artificielle : rive construite ou modifiée par l'homme et qui est dépourvue de caractère naturel.</p> <p>Rive reconstituée : rive modifiée par l'homme mais qui présente maintenant un caractère naturel prédominant.</p>
Usages collectifs considérés	Navigation, randonnées pédestre/vélo, camping, pique-nique, détente/d'observation de la nature et du paysage, stationnement, magasinage, restauration.
Caractéristiques des données « usages »	Caractérisation de la nature de l'accès public en se fondant sur sa fonction principale : chemin d'accès, quai, parc riverain, plage, marina/port de plaisance/centre nautique, rampe de mise à l'eau, lieu historique, complexe urbain, mini-croisières, survols par hydravions.
Méthode de collecte des données	<ol style="list-style-type: none">1/ Documentation générale (revue de documents généraux d'information et de planification, information touristique, projets d'aménagement, rapports d'études).2/ Consultation des organismes administratifs (services d'urbanismes, des loisirs, greffe des municipalités riveraines, CUQ, MRC, Société du port de Québec) pour compléter et préciser l'information documentaire (l'état de propriété, le degré de réalisation, identifier les projets en cours).3/ Confection de la fiche signalétique.4/ Inventaire/visites de terrain (relevé sur le terrain à chacun des emplacements identifiés (complément d'information, prise de photographies), les résultats sont alors portés sur les fiches.
Source des données (pouvant servir pour le projet actuel)	<ul style="list-style-type: none">■ UQCN, 1989. Inventaire d'usages socialement valorisés le long du Saint-Laurent et de la rivière Saguenay. Centre Saint-Laurent Environnement Canada■ Tourisme Québec, 1996 Guide touristique de la région de Québec et Guide touristique de Chaudière-Appalaches■ Service d'aménagement du territoire CUQ■ Société du Port de Québec■ Services d'urbanisme des municipalités riveraines

	<ul style="list-style-type: none"> ■ Canards Illimités ■ Environnement Canada, ■ Association touristique de Chaudière-Appalaches
Traitement des données	<ul style="list-style-type: none"> ■ Compilation des résultats : uniformisation des résultats portés sur les <i>fiches signalétiques</i> définitives identifiées par une numérotation indiquant l'ordre séquentiel de leur position sur les rives. ■ Bilan : analyse des résultats a permis de dégager, dans leurs grandes lignes, l'état de l'accessibilité au fleuve sur le territoire et par secteur, a permis également d'esquisser les tendances qui se dessinent pour les prochaines années.
Mode de diffusion	Un rapport regroupant les 76 fiches signalétiques classées par MRC et une carte globale de localisation des accès publics existants et projetés.
Partenaires de l'étude	Saint-Laurent Vision 2000. Financement dans le cadre du programme Interactions communautaires d'Environnement Canada.
Avantages de la méthode	Canevas des fiches intéressant.
Limites de la méthode	Pas de suivi dans le temps. Inventaire très peu « fouillé ».
Implication des communautés	Les communautés ont été impliquées en amont de cette étude En effet, cet inventaire représentait une des priorités identifiées lors des consultations ZIP.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	L'étude inventorie les différents équipements d'un site et donc les possibilités de pratiquer certaines activités.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	Non, c'est uniquement un inventaire des accès et des infrastructures.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ? ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)? 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Les projets d'aménagement de nouveaux accès ou d'amélioration d'accès existants sont indiqués sur les fiches d'inventaire.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Oui, le géoréférencement est précis : carte à grande échelle, description littérale du site et une ou plusieurs photographies.
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Il n'y a pas eu de suivi des données.

Fiche 10

Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches. *Étude sur les besoins d'usages et d'accès au fleuve Saint-Laurent, données sur la population pour l'année 1998.* Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches. 71 p.

Secteur visé	Les 33 municipalités riveraines du territoire de la ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches et l'Île d'Orléans.
Objectifs de l'étude	Connaître les perceptions de la population de la grande région de Québec concernant les principaux accès publics au fleuve Saint-Laurent, ainsi que les activités de loisirs à caractère récréatif en bordure du fleuve.
Types d'accès publics	<ul style="list-style-type: none">■ Accès publics permettant d'exercer des activités de plein air.■ Les accès publics les plus connus et les accès publics les plus utilisés.■ Parcs, plages, grèves, anses, battures, quais, marinas.
Usages collectifs considérés	Usages récréotouristiques. Promenades à pied ou à vélo (le plus souvent en famille), piques-niques, interprétation de la nature, visites de centre d'interprétation et de sites patrimoniaux, baignade, activités nautiques, pêche.
Caractéristiques des données « usages »	Les données recueillies concernent les usages récréotouristiques et perceptions de la population quant à la situation des accès publics, les caractéristiques considérées sont : <ul style="list-style-type: none">■ les accès publics les plus connus par les résidents de la région;■ les endroits les plus visités;■ les activités pratiquées par les utilisateurs des zones riveraines;■ les types d'aménagements physiques qui devraient être privilégiés;■ les lieux à prioriser pour les activités et les aménagements;■ le portrait sociodémographique des répondants (classe d'âge, activité professionnelle, scolarité, revenu, enfants)
Méthode de collecte des données	Les données ont été recueillies par enquête téléphonique auprès de foyers inscrits auprès des entreprises de services téléphoniques de la grande région de Québec, dans les municipalités situées dans la ZIP. Un échantillon de base a été constitué proportionnellement à la taille des municipalités riveraines. Les entrevues téléphoniques ont été réalisées par le Département de recherche du Collège Mérici en utilisant un logiciel d'interview téléphonique assisté par ordinateur (ITAO) du 3 au 28 février 1998.
Source des données	Un questionnaire a été élaboré pour recueillir les informations.
Traitement des données	Sur les 2774 résidences éligibles à l'enquête, il y a eu 1127 entrevues complétées. <ul style="list-style-type: none">■ Les résultats ont été traités statistiquement à l'aide du progiciel SAS (Statistical analysis system).■ Une étape de codification des questions ouvertes a été réalisée pour valider certaines informations, de même que la bonification de l'éventail des catégories de réponses du questionnaire pour tenir compte des données supplémentaires.■ Les résultats ont ensuite été présentés sous forme de tableaux et de diagrammes camembert avec un court texte d'explication.

Mode de diffusion	Les résultats sont présentés sous forme de rapport écrit.
Partenaires de l'étude	Ministère du Transport du Québec, ministère de l'Environnement du Québec, ministère du Développement des régions du Québec, Port de Québec, Ultramar. Co-réalisation : Comité ZIP Québec et Chaudière-Appalaches et Collège Mérici.
Avantages de la méthode	Données géoréférencées (proposition de sites dans le questionnaire).
Limites de la méthode	Pas de suivi. Étude non exhaustive, prend uniquement en compte les accès les plus connus et les plus utilisés.
Implication des communautés	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Oui, l'idée de la fréquentation d'un site est donnée en pourcentage de personnes interrogées pratiquant au moins une activité à un endroit donné.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	La démarche donne une idée de la diversité des activités pratiquées par un usager, mais pas réellement de la diversité des usages à un accès public précis.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	L'aspect économique est abordé pour savoir quel est le budget journalier que chaque famille serait prête à consacrer à leurs activités de plein air préférées sur le Saint-Laurent (aucune dépense, 1 à 10 \$, 11 à 20 \$, 21 à 30 \$, 31 à 40 \$, 41 à 50 \$, 51 \$ et plus, NSP/NRP).
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...) 	Le taux de satisfaction quant aux équipements des accès publics et à l'accessibilité au fleuve est évalué (donnée qualitative : très satisfait, assez satisfait, peu satisfait, pas du tout satisfait, NSP/NRP), de même que l'intérêt pour la pratique d'activités nautiques, de la baignade, de pique-nique, de randonnées pédestres ou cyclistes; les activités à prioriser en bordure du Saint-Laurent; les aménagements à prioriser en bordure du Saint-Laurent; les endroits où prioriser ses aménagements et activités.
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Non.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Les données concernant les accès sont géoréférencées, mais pas de façon précise, en effet, des sites sont suggérés dans le questionnaire.
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	L'enquête n'a pas été renouvelée.

Fiche 11

Cadrin, G. 1986. *Inventaire des usages du milieu aquatique, guide méthodologique suggéré pour la cueillette des informations et leur traitement.* ministère de l'Environnement du Québec, Direction générale de l'assainissement des eaux, Direction des études du milieu aquatique.

Secteur visé	Le Saint-Laurent, les cours et plans d'eau du Québec.
Objectifs de l'étude	Élaborer un guide méthodologique pour la cueillette et le traitement d'informations sur les usages du milieu aquatique.
Types d'accès publics	<ul style="list-style-type: none">■ Plage publique■ Port de plaisance■ Rampe de mise à l'eau■ Accès public à un plan d'eau■ Parc riverain■ Barrage■ Aire d'observation■ Site historique riverain
Usages collectifs considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Pêche sportive■ Cueillette mollusques■ Villégiature■ Baignade■ Planche à voile■ Canotage■ Nautisme léger■ Activités de loisir et détente■ Observation de la nature■ Tourisme et culture
Caractéristiques des données « usages »	Les usages sont regroupés en quatre catégories : <ul style="list-style-type: none">■ usages utilitaires (l'eau comme ressource utilisée à des fins de consommation humaine, pour l'abreuvement des animaux et dans les procédés de fabrication des industries);■ vie aquatique et activités connexes (le milieu aquatique comme support de la faune ichthyologique et aviaire, notamment zones de cueillette de mollusques et de pêche sportive);■ sports de contact direct ou indirect;■ aménagements liés à l'eau (sites aménagés et équipés à des fins de loisirs et de détente en bordure d'un cours d'eau);■ + 1 catégorie « autres usages ».
Méthode de collecte et traitement des données	<ol style="list-style-type: none">1/ Élaboration d'un tableau préliminaire des usages à partir d'une revue de littérature (cartes et données du SIRTEL (système d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs de plein air), publications du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec (MLCP), répertoire socioécologique, inventaire de la direction des relevés aquatiques, annuaires et guides d'usagers, photos aériennes et cartes de la Direction du patrimoine écologique, documents d'Environnement Canada, des MRC et des municipalités) et de contacts avec les municipalités, les groupes environnementaux, de loisirs et de tourisme.2/ Sur des cartes topographiques au 1/50 000^e ou 1/20 000^e, numérotter les sites d'amont en aval, apposer les symboles de la Direction des études du milieu aquatique, ajout d'une légende en marge de la carte avec des informations telles que le numéro et le nom du site, ses principaux usages.

	<p>3/ Inventaire de terrain pour vérifier les informations recueillies, compléter l'inventaire des usages, faire des photos des principaux secteurs d'usages et leurs sources de détérioration.</p> <p>4/ Préparer une version finale de la carte et des tableaux des usages et l'insérer dans les dossiers du bassin ou de la municipalité.</p>
Mode de diffusion	Rapport écrit présentant des cartes et des tableaux des usages, inséré dans les dossiers du bassin ou de la municipalité.
Partenaires de l'étude	Ministère de l'Environnement du Québec.
Avantages de la méthode	Données géoréférencées, échelles permettant un géoréférencement précis. Prise en compte des connaissances locales.
Limites de la méthode	Ne prend pas en compte les données historiques.
Implication des communautés	La démarche prévoit que les municipalités, les groupes environnementaux, de loisirs et de tourisme soient contactés pour recueillir de l'information, mais sans être impliqués plus avant dans la démarche.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Oui, un inventaire des usages, le plus exhaustif possible, est prévu pour chaque site.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	Les valeurs socioéconomiques sont prises en compte dans la mesure où les données existent déjà.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...) 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Les sources de détérioration des principaux secteurs d'usages sont vérifiées lors de l'inventaire de terrain.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Données géoréférencées, échelles permettant un géoréférencement précis.
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	L'étude peut-être renouvelée régulièrement, mais un véritable mécanisme de suivi et de mise à jour n'est pas prévu.

Fiche 12

UQCN, 1989. *Inventaire et compilation cartographique d'usages socialement valorisés le long du Saint-Laurent, rapport d'accompagnement de la mise à jour des cartes intitulées « Ressources et usages à proximité des sites aquatiques contaminés ou potentiellement contaminés ».* UQCN et Centre Saint-Laurent, 40 p. + annexes.

Secteur visé	Zones de 5 km entourant 50 établissements industriels ciblés par le Plan d'action Saint-Laurent.
Objectifs de l'étude	Vérifier et compléter l'inventaire et la compilation cartographique d'usages socialement valorisés le long du Saint-Laurent.
Types d'accès publics	<ul style="list-style-type: none">■ Rampe de mise à l'eau■ Réserve écologique■ Port de plaisance■ Villégiature (chalets)■ Résidences riveraines■ Hébergement touristique■ Camping■ Centre de plein air■ Quai ou jetée■ Plage publique■ Traversier■ Parc riverain■ Site historique riverain■ Halte routière■ Piste cyclable■ Sentier pédestre■ Belvédère■ Centre d'interprétation ou équipement muséologique■ Terrains de jeux
Usages collectifs considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Sports aquatiques (baignade, plongée sub-aquatique, ski nautique, planche à voile, canoë-kayak)■ Activités nautiques (voile, hors-bord, canotage, pédalo)■ Sports sans contact avec l'eau (marche, course à pied, vélo)■ Loisirs et détente (pique-nique, jeux, ...)■ Activités culturelles (observation et interprétation de la nature ou du patrimoine)
Caractéristiques des données « usages »	Pour chaque accès, il est déterminé s'il est public ou privé, quels usages ont lieu sur le site, une description et une ou des informations remarquables sur le site, s'il existe un projet d'aménagement et d'où proviennent les informations
Méthode de collecte et de traitement des données	<ol style="list-style-type: none">1/ Inventaire à partir de sources documentaires (documents d'aménagement des MRC, plans directeurs des associations touristiques régionales, guides touristiques)2/ Inventaires de terrain (réalisation de diapositives et de films vidéos)3/ Élaboration d'une nomenclature des usages pour les tableaux et les cartes4/ Réalisation des tableaux et des cartes finales

Mode de diffusion	<ul style="list-style-type: none"> ■ Rapport écrit, tableaux et cartes ■ Films vidéo
Partenaires de l'étude	UQCN et Centre Saint-Laurent
Avantages de la méthode	<ul style="list-style-type: none"> ■ Données géoréférencées ■ Inventaire exhaustif
Limites de la méthode	<ul style="list-style-type: none"> ■ Ne prend pas en compte les données historiques ■ Limité à des petites sections autour de sites industriels
Implication des communautés	Les municipalités, les groupes environnementaux, de loisirs et de tourisme ont été contactés pour recueillir de l'information, mais sans être impliqués plus avant dans la démarche.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Oui, un inventaire des usages, le plus exhaustif possible, a été réalisé pour chaque site.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	Les valeurs socioéconomiques sont prises en compte dans la mesure où les données existent déjà.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ? ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)? 	La valeur sociale accordée aux accès ou aux usages n'est pas évaluée.
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Les sources de détérioration des principaux secteurs d'usages sont vérifiées lors de l'inventaire de terrain, les projets d'aménagement sont également indiqués.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Données géoréférencées, échelles permettant un géoréférencement précis.
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	L'étude n'a pas fait l'objet d'un suivi.

Fiche 13

Marineau K., Néron, D. Jaume, N., 2002. « *Un fleuve, un parc* » *Plan directeur, Conservation de la Nature Québec.*

Secteur visé	Les milieux insulaires du Saint-Laurent de l'extrémité ouest du lac Saint-Louis à la limite est du delta de Sorel dans le lac Saint-Pierre sans tenir compte des deux rives du fleuve.
Objectifs de l'étude	Déterminer : <ol style="list-style-type: none">1/ l'état de conservation des îles du Saint-Laurent et le besoin de protection dans les différents secteurs touchés par le projet,2/ le degré de dégradation des habitats et le potentiel de rétablissement des milieux insulaires dans les différents secteurs,3/ le niveau de développement des activités récréatives, touristiques et éducatives et indiquer les besoins et les potentiels de développement d'activités ou de services
Types d'accès publics	Sans objet
Usages considérés	<p>Usages actuels du fleuve pouvant avoir des impacts sur la conservation biologique des îles et sur les activités récréotouristiques pouvant y être développées.</p> <p>Les usages fonctionnels et relatifs à l'économie du pays et les usages récréotouristiques :</p> <ul style="list-style-type: none">■ Usages commerciaux : Activités agricoles, Ports commerciaux, Voie maritime et écluse de Sainte-Anne-de-Bellevue, Pêche commerciale;■ Usages et activités écotouristiques : Parcs récréatifs, campings, bases de plein-air et aires d'interprétation, ports de plaisance, quais publics, rampes de mise à l'eau et autres accès, navigation, traversiers, croisières et rafting, sites récréatifs (baignade, ski nautique, planche à voile, moto-marine), chasse et pêche sportive, randonnée à bicyclette, observation de la nature et autres randonnées
Caractéristiques des données « usages »	<p>Les paramètres biophysiques et humains retenus pour décrire et pondérer l'importance écologique des habitats d'intérêt sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">■ la superficie de l'île (S) calculée à l'aide de la base cartographique;■ la proximité de l'habitat avec une aire protégée;■ la proportion conservée naturelle;■ le nombre d'habitats végétaux et de frayères;■ la présence de rats musqués et d'espèces menacées ou vulnérables, de sauvagine;■ la susceptibilité des rives à l'érosion;■ l'utilisation du sol (huit catégories : agriculture, conservation, dragage, naturel, récréation, semi-urbain, urbain, villégiature) et la vocation du territoire;■ l'indice de développement du rivage ($Devr = P/2I(ITS)$);■ l'isolation (Di) : la distance jusqu'à l'île la plus proche ou la terre ferme;■ la distance jusqu'à la plus proche aire protégée (Dap) comme mesure de fragmentation;■ le phénomène du batillage (la distance entre la Voie maritime du Saint-Laurent et le périmètre de l'île ainsi que l'estimation du recul de la rive, en mètres par année). <p>Seuls les indicateurs les plus étudiés et reconnus sont utilisés. Bien que pertinent, le caractère naturel ou artificiel des rives n'a pas pu être</p>

intégré au SIG puisque l'information numérique n'est pas encore disponible.

Méthode de collecte des données 1/ Détermination de 5 zones (correspondant à des ensembles biophysiques modelés par des facteurs environnementaux semblables) :

- secteur 1, Lac Saint-Louis;
- secteur 2, Rapides et bassin (comprenant les rapides de Lachine et le bassin de Laprairie);
- secteur 3, Port et Rive-Sud;
- secteur 4, Varennes-Contrecoeur;
- secteur 5, Lac Saint-Pierre.

2/ Compilation des données biophysiques et humaines (historiques et archéologiques) rendues disponibles dans un système d'informations géographiques permettant une mise à jour au fil des années.

Certaines données sont calculées (interprétation des données de télédétection), d'autres sont reprises à partir d'autres bases de données et études, d'autres enfin ont été recueillies lors de visites de terrain.

Source des données (pouvant servir pour le projet actuel) L'Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ) du ministère de la Culture du Québec.

Le fond topographique à l'échelle 1/50 000^e représentant les limites du fleuve et des îles de la Base nationale de données topographiques (BNDT) de Géomatique Canada (projection UTM et le datum NAD 83).

Létourneau et Jean, 1996
Centre Saint-Laurent
Environnement
Canada.

Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec (CDPNQ).

La délimitation des municipalités et des MRC provient de « l'intégration des données socio-économiques (GISS-2) » de la Direction générale de l'information géographique (MRN, 2000).

Traitement des données

Compilation des données biophysiques et humaines (historiques et archéologiques) rendues disponibles dans une base de données géoréférencées sur un système d'informations géographiques permettant une mise à jour au fil des années: «Les Îles».

Élaboration de grilles de pondération des indicateurs selon leur valeur respective.

Ordination des îles selon ces grilles de pondération (valeur écologique, intérêt pour la conservation des habitats fauniques et floristiques, intérêt pour la réhabilitation).

Création de cartes : La carte intitulée *Les usages du fleuve* représente les principaux usages retrouvés sur les îles et leur tenure. Les usages retenus sont principalement de type écotouristique, sans oublier les sites d'intérêt archéologique et patrimonial. La grille des tenures distingue les îles de tenure gouvernementale et para-gouvernementale (fédéral, provincial et Hydro-Québec), celles appartenant à des organismes privés, incluant les îles appartenant à la CNQ, les îles dont la tenure est mixte. Les autres catégories de tenure (municipale, individuelle, corporative, etc.) ont été regroupées.

Mode de diffusion	<ul style="list-style-type: none"> ■ Présentation de la méthode, des résultats et de l'analyse dans un plan directeur. ■ Mise en place d'une base de données géoréférencées. ■ La mise à jour de la BD pourra être réalisée soit directement par CNQ soit en la rendant disponible aux partenaires communautaires employés à réaliser des actions de protection et d'éducation. ■ Informations succinctes présentées sur le site Internet de CNQ.
Partenaires de l'étude	<ul style="list-style-type: none"> ■ Patrimoine canadien ■ Division de l'aménagement de la CUM ■ Centre Saint-Laurent et du Service canadien de la faune d'Environnement Canada ■ Direction de l'aménagement de la faune de Montréal, de Laval et de la Montérégie de la FAPAQ ■ Option Environnement
Avantages de la méthode	Données géoréférencées.
Limites de la méthode	Pas de prise en compte des données historiques.
Implication des communautés	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	Non.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ? ■ Socio-culturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)? 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Non.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Les données collectées sont géoréférencées de manière très précise dans un système d'information géographique (SIG).
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques, le rapport papier est payant (frais d'impression et d'envoi).
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Les données biophysiques et humaines (historiques et archéologiques) sont compilées dans un système d'informations géographiques qui permettra une mise à jour au fil des années, il n'y a pas de mécanisme de suivi défini.

Fiche 14

Agence de traitement de l'information numérique de l'Outaouais (LATINO), 2001. *Projet de caractérisation des rivières de l'Outaouais*, ministère de l'Environnement du Québec, ministère des Ressources naturelles du Québec, Conseil régional de développement de l'Outaouais, <http://www.outaouais.org/rivieres>

Secteur visé	Les rivières de l'Outaouais.
Objectifs de l'étude	<p>Le but du projet était de caractériser les rivières de l'Outaouais en utilisant une approche cartographique de connaissance écologique du territoire pouvant servir à la fois de portrait de l'environnement et d'outil d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire.</p> <p>Cela consiste à délimiter l'espace physique de la rivière et à intégrer les connaissances des patrimoines naturel et culturel.</p> <p>La caractérisation appuie le développement d'une conscience partagée de l'espace de la rivière en vue de la planification, de la gestion ou plus simplement de la sensibilisation du public.</p>
Types d'accès publics	<ul style="list-style-type: none">■ Quai■ Descente■ Rampe■ Gué
Usages considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Usages récréatifs■ Patrimoine matériel
Caractéristiques des données « accès »	<ul style="list-style-type: none">■ Indice d'accessibilité (5 niveaux allant de élevé à faible)■ Diversité patrimoniale par tronçon■ Affectation des schémas d'aménagement■ Statut particulier des territoires
Méthode de collecte des données	<p>La méthode utilisée consiste en une approche globale (ou holistique) qui part du général vers le particulier et procède par une série de niveaux de perceptions emboîtés. Chaque niveau est caractérisé par des propriétés particulières structurées autour de variables prépondérantes et s'exprime à une échelle donnée.</p> <p>Après une phase de découpage cartographique du milieu physique, les milieux humains et biotiques ont fait l'objet d'une recherche documentaire, l'information recueillie a été organisée en thèmes et a été localisée géographiquement, les fichiers descriptifs ont alors pu être élaborés.</p> <p>Le système d'information sur les rivières a été réalisé, il consiste en des cartes par thèmes, des fichiers descriptifs et un dictionnaire de données.</p>
Source des données	<p><i>Les macro-inventaires des biens culturels du Québec 1980.</i> Ministère des Affaires culturelles du Québec.</p> <p><i>Guide des parcours canotables du Québec 1999.</i> Fédération québécoise de canot et kayak.</p> <p><i>Accès publics aux plans d'eau et aperçu des espèces sportives de poissons 1998.</i> Direction régionale de l'Outaouais du ministère de l'Environnement et de la Faune, Fédération québécoise de la faune et Association touristique de l'Outaouais.</p> <p>Images satellites.</p>
Traitement des données	Les données ont été reportées dans des fiches descriptives par rivières et par tronçons, des cartes thématiques ont été réalisées.

Mode de diffusion	Un site Internet a été réalisé pour présenter le système d'information sur les rivières (SIR), on y retrouve l'explication de la méthode utilisée, des cartes thématiques, des fiches descriptives des milieux physiques, humains et biotiques par rivière et aussi par tronçon, ainsi qu'une galerie de photos.
Partenaires de l'étude	<ul style="list-style-type: none"> ■ Conseil régional de développement de l'Outaouais. Ministère des Ressources naturelles du Québec, Direction de la planification et de la recherche. ■ Ministère de l'Environnement du Québec, Direction du patrimoine écologique et du développement durable. ■ Agence de traitement de l'information numérique de l'Outaouais.
Avantages de la méthode	<ul style="list-style-type: none"> ■ Données géoréférencées. ■ Prise en compte de données culturelles et patrimoniales.
Limites de la méthode	<ul style="list-style-type: none"> ■ Utilisation de données uniquement tirées de la littérature. ■ Pas d'inventaire de terrain. ■ Les cartes sont réalisées à petite échelle, le géoréférencement n'est pas précis.
Implication des communautés	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Non.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	Non.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ? ■ Socio-culturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)? 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Non.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Oui, données relativement précises.
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Non.

ANNEXE 2B FICHES D'ANALYSE DE LA LITTÉRATURE CANADIENNE ET ÉTATS-UNIENNE

Fiche 15

Vukelich, Vera. 1995. *Recreation resource inventory standards and procedures. Viewpoint Recreation & Landscape Consulting for the Ministry of Forests of British Columbia*
<http://srmwww.gov.bc.ca/risc>

Secteur visé (échelle géographique)

La province de la Colombie-Britannique.

Objectifs de l'étude

Améliorer les connaissances sur l'occupation du territoire et la planification des activités en réalisant des inventaires à propos de l'héritage culturel, des aspects touristiques et des activités récréatives et en regroupant les informations sur les activités récréatives, les paysages, les connaissances culturelles et les ressources vivantes dans une base de données.

Ce rapport est un guide qui présente l'ensemble de la démarche.

Types d'accès publics

Tous les accès récréatifs.

Partenaires de l'étude

Le "Resources Inventory Committee" est composé de représentants des gouvernements provincial, fédéral et des Premières Nations, ainsi que de collectivités intéressées.

Cette étude a été commandée par le Service des espaces récréatifs et des activités en forêt du Ministère des forêts de la Colombie-Britannique.

Méthode de collecte des données

La démarche se déroule en 9 phases.

- Sources des données (présence de hiérarchisation)
- Implication des communautés dans la collecte
- Présence d'un code éthique pour l'utilisation des données

La personne chargée de l'étude commence par réaliser une recherche documentaire détaillée (1) (recherche de tous les documents disponibles à propos des activités récréatives sur la zone étudiée auprès des ministères, des municipalités, des associations sportives, etc...), puis effectue un premier inventaire de terrain (2) et établit une liste de contact détaillée (3), puis quatre méthodes sont proposées, il est possible d'en mettre en œuvre une ou une combinaison de plusieurs (4) :

- 1^{re} méthode, un questionnaire d'une à deux pages par courriel, accompagné d'une lettre présentant l'étude et d'une carte de la zone où l'on demande à la personne contactée de situer les informations qu'elle indique dans le questionnaire.
- 2^e méthode, entretiens téléphoniques avec un questionnaire court.
- 3^e méthode, entrevues individuelles semi-dirigées avec une carte, enregistrées si l'interlocuteur le permet.
- 4^e méthode, groupe de discussion, distribuer des questionnaires et des cartes que les gens pourront renvoyer après y avoir porté des informations.

On intègre alors les informations fournies par le public à l'inventaire (5), puis on examine le brouillon d'inventaire avec le public (6), on révisé et/ou on ajoute de nouvelles informations à l'inventaire (7), enfin, on présente les résultats au public (8) et on regroupe l'ensemble des informations fournies par le public dans un document spécifique (9).

La base de données représente l'intégration de différentes autres bases de données d'inventaires réalisés par différents services (végétations, paysages, poissons, habitats, parcs, archéologie, tourisme, patrimoine) et des informations recueillies sur le terrain.

Les données sont classées en 12 thèmes (activités récréatives, paysages, spectre de potentiel récréatif, activités récréatives en rivières, équipements pour la pratique d'activités en rivières, inventaire des rapides, routes et sentiers récréatifs, points de vue, sites récréatifs du Service des forêts, sites de spéléologie, inventaire des ressources en éducation et interprétation des forêts, inventaire de surveillance de l'arrière-pays).

Mode de diffusion des données

- Géoréférencement des données et niveau de précision (simplicité, lourdeur informatique)
- À qui s'adresse les informations (grand public, public déjà sensibilisé, spécialistes et scientifiques)
- Présence de documentation visuelle (photos, vidéo, etc.)
- Indice d'efficacité du mode de diffusion (ex : nombre de visites sur le site Internet)
- Autre

Le site Internet <<http://srmapps.gov.bc.ca/apps/rec/>> présente une cartographie en ligne de l'intégration des différents inventaires, ce qui fait qu'il est assez compliqué à appréhender, par contre, l'information est très précise, ce qui en fait un site plutôt destiné aux spécialistes.

Il n'y a pas de photos ni de vidéos.

Il n'y a pas d'indice d'efficacité du mode de diffusion.

Mécanisme de suivi des données

- Comment et par qui ?
Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?
- Implication des communautés dans la mise à jour

Dès que de nouvelles informations sont disponibles ou que les conditions changent sur le terrain, l'inventaire est mis à jour.

C'est le ministère de la gestion soutenable des ressources de la Colombie-Britannique qui gère et met à jour le site Internet et la base de données.

Usages

- 1- La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site (mode de hiérarchisation ?)
- 2- Traitement des conflits d'usages
- 3- Présence de données caractérisant l'impact des usages sur le milieu ou le potentiel de récupération ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)
- 4- La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage ?

- 1- Oui, il est possible d'afficher différents types d'usages sur la carte.
- 3- Les sites présentant un potentiel d'usage sont signalés.

Une table de planification « Recreation inventory and planning process » sert à intégrer les informations du spectre de potentiel récréatif et de l'évaluation de l'impact des activités récréatives, mais ces informations ne sont pas présentées sur le site Internet.

- Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaires, taxes perçues par la municipalité, etc.)
- Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)

La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès

Non.

**Autre élément structurant
intéressant**

Fiche 16

Krotz, J., 2003. *Shuswap and Mara lakes aquatic/development fringe study, existing information research and analysis, final report*. Fraser Basin Council.

Secteur visé	Lacs Shuswap et Mara dans le bassin versant du fleuve Fraser en Colombie-Britannique.
Objectifs de l'étude	<p>Rechercher de l'information que le District régional de Columbia Shuswap utiliserait pour réaliser des cartes de sensibilisation.</p> <p>Fournir au District régional des informations et des outils pour inclure dans leur plan à long terme des données sur l'habitat des poissons, la faune, la flore, l'histoire, la culture, les activités récréatives et la qualité de l'eau.</p>
Types d'accès publics	Sans objet.
Usages collectifs considérés	<ul style="list-style-type: none">■ Consommation d'eau■ Activités récréatives■ Sites culturels et historiques (notamment Premières Nations)
Caractéristiques des données « usages »	Sans objet.
Méthode de collecte des données	<ol style="list-style-type: none">1/ Contact de tous les ministères provinciaux et fédéraux, les gouvernements des Premières Nations présentent autour des 2 lacs, les firmes de consultants ayant travaillé sur les lacs et l'industrie forestière pour leur demander toutes les informations qu'ils possédaient sur les poissons, la faune, la flore, le milieu naturel, les activités culturelles, les zones récréatives, etc. Les documents recueillis (217 rapports) ont été copiés, classés dans une bibliothèque et rendus accessibles à tous, des cartes préliminaires ont été réalisées.2/ Entrevues informatives auprès des citoyens locaux (650 personnes), de différents experts (11 experts), des ONG (13 ONG, 100 personnes, 2 présentations auprès de 25 personnes) et de l'industrie pour combler les lacunes éventuelles : entrevues d'experts et de professionnels pour identifier les personnes qui travaillent ou ont travaillé sur les lacs ou leurs tributaires et les données non documentées jusque-là, mise à jour des cartes.3/ à partir de la liste de contact établie, des entrevues individuelles et en groupe ont été menées, mise à jour des cartes.4/ Réunions d'information du public (2 réunions qui ont regroupé environ 500 personnes).5/ Vérifications de terrain et mise à jour des cartes.
Source des données	Données scientifiques et aussi anecdotiques (connaissances locales).
Traitement des données	Une base de données géoréférencées a été réalisée et un rapport compilant les cartes et des recommandations a été édité.
Mode de diffusion	Le rapport a été distribué aux partenaires et intervenants de l'étude pour servir de guide pour la zone concernée et disponible en téléchargement sur le site Internet du conseil de bassin du fleuve Fraser en format « pdf ». Une affiche intitulée « Shuswap lake a delicate balance » a été réalisée. L'ensemble de la documentation papier est accessible à tous pour consultation.

Partenaires de l'étude	<ul style="list-style-type: none"> ■ District régional de Columbia Shuswap ■ Fraser Basin Council
Avantages de la méthode	<ul style="list-style-type: none"> ■ Prise en compte des données patrimoniales ■ Implication des milieux communautaires ■ Données géoréférencées ■ Méthode très précise et exhaustive
Limites de la méthode	Méthode très précise et exhaustive, adaptée à un territoire de taille relativement petite.
Implication des communautés	Oui, utilisation des études et données existantes, organisation d'entretiens individuels et en groupes, ainsi que de réunions publiques.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Oui, si la donnée existait déjà.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Oui, un inventaire exhaustif a été mené.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	Les valeurs économique et socioculturelles sont des paramètres qui ont été évalués lors de l'étude.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ? ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)? 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Ces données ont été recherchées lors des entrevues individuelles et en groupe, ainsi que des réunions publiques.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Oui.
Code éthique pour l'utilisation des données	Données publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Pas de mécanisme de suivi réellement identifié, les études et données continuent d'être réunies dans une bibliothèque.

Fiche 17

EDAW Consulting, 2003. *The Sacramento River public recreation access study. The Nature Conservancy's Sacramento River Project.*

Secteur visé (échelle géographique)

Le fleuve Sacramento entre Redding et Colusa (environ 100 milles).

Objectifs de l'étude

Cette étude a été menée dans le cadre du développement du « Comprehensive Conservation Plan (CCP) » du « Sacramento River National Wildlife Refuge (SRNWR) ». Elle avait comme but de :

- recenser les activités et les équipements sur plus d'une centaine de sites fédéraux, californiens, locaux et privés le long du fleuve Sacramento entre Redding et Colusa;
- réaliser un site Internet regroupant ces informations.

Types d'accès publics

- Sites fédéraux, californiens, locaux et privés :
- Plages
- Rampes de mise à l'eau
- Sentiers
- Terrains de camping
- Autres types de camps
- Chalets/cabanes
- Sites pour véhicules récréatifs

Partenaires de l'étude

- Nature Conservancy (TNC)
- U.S. Fish and Wildlife Service (USFWS)
- California Wildlife Conservation Board
- California Department of Fish and Game (DFG)

Méthode de collecte des données

- Sources des données (présence de hiérarchisation)
- Implication des communautés dans la collecte
- Présence d'un code éthique pour l'utilisation des données

Méthode de collecte des données :

- 1/ Revue de littérature des précédentes études sur les usages dans la zone considérée.
- 2/ Correspondance par téléphone et courriel avec les gestionnaires de sites et les ONG.
- 3/ Inventaires en bateau, en voiture et à pied de juillet à septembre 2002 des installations et infrastructures par un planificateur environnemental et un analyste en activités récréatives, des inventaires complémentaires ont été menés en octobre 2002 en incluant un biologiste.
- 4/ Analyse des besoins en équipements de récréation lors de 2 rencontres publiques tenues dans 2 villes différentes.

Source des données :

- Les précédentes études sur les usages dans la zone considérée
- Les gestionnaires de sites et les ONG
- Le grand public
- Inventaire de terrain

Implication des communautés :

Les gestionnaires de sites et les ONG ont été contactés par téléphone et courrier afin de recueillir des informations, deux rencontres publiques ont été organisées.

Code éthique :

Les données sont publiques, les Internautes sont invités à signaler toute erreur qu'il pourrait y avoir dans les données présentées sur le site Internet.

Mode de diffusion des données

- Géoréférencement des données et niveau de précision (simplicité, lourdeur informatique)
- À qui s'adresse les informations (grand public, public déjà sensibilisé, spécialistes et scientifiques)
- Présence de documentation visuelle (photos, vidéo, etc.)
- Indice d'efficacité du mode de diffusion (ex : nombre de visites sur le site Internet)
- Autre

Géoréférencement :

- La tenure des terres est reportée sur des photos aériennes.
- Les informations recensées sur chaque site sont reportées dans des fiches qui sont publiées sur un site Internet.

Deux portails Internet ont été réalisés :

- L'un spécifique sur les usages récréatifs présentant le guide des accès publics, des articles thématiques, un atlas de photos aériennes et une galerie de photos du fleuve Sacramento. C'est un site interactif où les visiteurs sont invités à commenter et bonifier les informations présentées, le site est géré par le centre de l'information géographique de l'université de l'État de Californie à Chico. Ce site est plutôt destiné au grand public.
- L'autre étant un centre de ressources en ligne où les différentes organisations ou individus qui travaillent ou sont intéressés par le fleuve Sacramento peuvent diffuser les rapports d'études, les données, les liens vers des sites Internet, les nouveautés, les histoires, les rencontres, les événements, etc. sur le fleuve pour améliorer les connaissances, la prise de décisions et l'accès à l'information. Ce site a été construit avec le logiciel libre « Watershed portal » et est mis à jour grâce à des bénévoles et des commandites.

Il n'y a pas d'indice d'efficacité du site Internet.

Mécanisme de suivi des données

- (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)
- Implication des communautés dans la mise à jour

Les visiteurs sont invités à commenter et bonifier les informations présentées sur le site Internet sur les usages récréatifs.

Le centre de ressources en ligne fonctionne grâce à des commandites et est mis à jour grâce à des bénévoles.

Usages

- 1- La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site (mode de hiérarchisation ?)
- 2- Traitement des conflits d'usages
- 3- Présence de données caractérisant l'impact des usages sur le milieu ou le potentiel de récupération ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)
- 4- La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage ?
 - Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaires, taxes perçues par la municipalité, etc.)
 - Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)

- 1- Les différents usages sont listés par accès, il n'y a pas de hiérarchisation.
- 2- Il n'y a pas d'information sur le traitement des conflits d'usages.
- 3- Non.
- 4- Non.

La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des

Non.

sites d'accès

**Autre élément structurant
intéressant**

Portail Internet facile à utiliser, les cartes s'affichent rapidement. Pas de prise en compte des données historiques

Fiche 18

Delta Protection Commission, 1997. *Recreation in the delta, inventory of recreational facilities.*
<<http://www.delta.ca.gov/recinvty.html>>

Secteur visé (échelle géographique)

La Commission étend sa juridiction sur cinq (5) comtés différents de l'État de Californie : Solano, Yolo, Sacramento, San Joaquin et Contra Costa. Le projet se réfère à la « zone primaire » du delta qui est une portion du « Delta légal » défini dans la section 12220 du « Water Code ».

Objectifs de l'étude

Il a été décidé que le « State/local government model » qui est un outil de planification régionale, serait efficace dans la région du Delta afin d'enrayer la conversion des usages agricoles des terres du Delta pour des usages considérés comme inappropriés (usages résidentiels, résidentiel/récréatif et commercial/industriel).

Il est question dans ce plan de s'occuper des usages des terres et de la gestion des ressources de la région du Delta. L'agriculture, les habitats fauniques ainsi que la récréation sont des usages pré-identifiés dans la législation comme appropriés et devant être valorisés.

Ainsi, l'objectif de la Commission est de guider la protection de la qualité naturelle unique du Delta, sa viabilité culturelle, sa vitalité économique ainsi que les opportunités de récréation dans une optique de gestion intégrée et de développement durable.

Types d'accès publics

Accès récréatifs traités sur le site Internet:

- Quais et sites pour bateaux
- Camping et aires de pique-nique
- Accès pour la pêche
- Sites historiques
- Accès pour la chasse
- Grandes marinas
- Marinas moyennes
- Petites marinas
- Installation pour ravitaillement en eau fraîche pour les bateaux
- Sentiers et pistes cyclables
- Accès et sites idéals pour la planche à voile

Partenaires de l'étude

Les sièges à la Commission, qui est une agence d'État, sont occupés par un représentant :

- Du Département des Parcs et de la récréation
- De la Commission étatique sur les terres
- Du Département de la navigation et des voies navigables
- Du Département du poisson et du jeu
- Du Département de l'agriculture
- De chaque commission mise sur pied dans chacun des cinq (5) comtés.

Université de Californie à Berkeley.

Consultant de la Commission de cartographie, le « Teale Data Center ».

Méthode de collecte des données

- Sources des données (présence de hiérarchisation)
- Implication des communautés dans la collecte
- Présence d'un code éthique pour l'utilisation des données

Mode de diffusion des données

- Géoréférencement des données et niveau de précision (simplicité, lourdeur informatique)
- À qui s'adresse les informations (grand public, public déjà sensibilisé, spécialistes et scientifiques)
- Présence de documentation visuelle (photos, vidéo, etc.)
- Indice d'efficacité du mode de diffusion (ex : nombre de visites sur le site Internet)
- Autre

Sources des données

Un inventaire a été fait à partir de sources écrites déjà parues, les informations ont été vérifiées sur le terrain dans chacun des sites.

Des informations ont été rassemblées en utilisant les inventaires des marinas du Département de la navigation et des voies navigables.

Des listes des marinas, des magazines, des guides, des cartes, des rapports de planification locale, articles de journaux, etc. ont également été utilisés

Implication des communautés

Une enquête dont le but était de documenter les usages récréatifs du Delta et de définir de futurs besoins, a été réalisée auprès de la population, des travailleurs des sites récréatifs et des propriétaires de bateaux.

Sur le site Internet, les commentaires du public sont recueillis et encouragés à propos de la « Delta Protection Commission » et leurs actions ou tout autre sujet mentionné dans l'agenda de la Commission.

Code éthique

L'information est accessible au public.

Géoréférencement

Pour chacun des cinq (5) sites étudiés; les accès sont répertoriés et cartographiés en diverses cartes thématiques. (Les cartes sont en format pdf et n'interfèrent aucunement par leur « lourdeur », dans l'utilisation fluide et rapide du site.)

Listes des cartes thématiques : Accès pour l'accostage des bateaux, les zones de l'écosystème, les villes, les comtés, la croissance de la population, Clubs de chasses aux canards, les Terres appartenant à l'État, l'Hydrographie, le « Legal Delta » et les différentes zones, la toponymie, la densité de la population, les chemins de fer et les voies aériennes, les aires de récréation, les réclamations de district, les sols, les milieux humides, l'Acte de Williamson.

Public cible

La variété des thèmes abordés par les cartes nous indique que ces informations s'adressent aussi bien au grand public qu'à des spécialistes.

Documentation visuelle

On retrouve aussi sur le site divers liens utiles vers d'autres sites

Indice d'efficacité du mode de diffusion

Le nombre de visiteurs sur le site est spécifié.

Autre

Toutes les rencontres de la Commission et des comités sont annoncées sur le site et ouvertes au public. On retrouve aussi, sur le site Internet, tous les résumés de rencontre et autres rapports.

Le public peut aussi s'inscrire sur une liste d'envoi des « dernières nouvelles ».

Mécanisme de suivi des données De nouvelles informations sont ajoutées pour actualiser le site lorsque c'est nécessaire (nouveaux aménagements, modifications, etc.).

- (Comment et par qui ?
Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)
- Implication des communautés dans la mise à jour

Les versions préliminaires des listes et des cartes sont révisées par le Département local pour la planification et de la récréation du gouvernement de Californie, par des sous-comités de supervision et le « Comité aviseur des citoyens pour la récréation ». Ces comités sont des regroupements de gens de la communauté ainsi que de représentants de certains organismes locaux.

Usages

1- La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site (mode de hiérarchisation ?)

2- Traitement des conflits d'usages

3- Présence de données caractérisant l'impact des usages sur le milieu ou le potentiel de récupération ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)

4- La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage ?

- Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaires, taxes perçues par la municipalité, etc.)
- Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...)

- On peut savoir quels sont les différents usages d'un site précis, en faisant la vérification sur les différentes cartes. Cependant, il n'y a pas de possibilité de vérifier tous les usages sur une même carte avec un système de « couches ». Cette option amènerait nécessairement une certaine lourdeur informatique.

- Il était dans les préoccupations premières de la « Delta protection Commission » de privilégier les usages dits « appropriés » (l'agriculture, les habitats fauniques ainsi que la récréation) pour éviter des pertes d'usages à des fins commerciales, résidentielles, industrielles. Cependant, il n'y a pas d'information sur des conflits d'usages et leurs éventuels impacts sur le milieu sur le site internet.

- On trouve sur le site plusieurs rapports traitant de l'aspect économique. (Étude universitaire, Université de Californie à Berkeley). On trouve de l'information dans le rapport final de l'enquête faite auprès de la population sur :

- l'économie du Delta comparée à celle de la Californie
- l'économie des transactions industrielles dans le Delta
- les dépenses associées à la récréation dans le Delta
- les impacts économiques de la pêche et la navigation dans le Delta
- etc.

Cependant, cette étude ne traite pas de l'aspect socioculturel ni des désirs de la population face au « devenir » des accès.

La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès

Oui, mais l'information est parcellaire et « noyée » dans le texte.

Autre élément structurant intéressant

ANNEXE 2C FICHES D'ANALYSE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

Fiche 19

Armani, G., 2004. *Veille sociale rhodanienne dans le cadre du programme de réhabilitation des Rhône court-circuités*, Groupe de recherche Rhône-Alpes sur les infrastructures et l'eau (GRAIE) et Maison du Rhône, France
<<http://www.graie.org/zabr/themes/theme7.htm>>

Secteur visé	Six sites prioritaires ont été retenus sur l'ensemble du Rhône. Il s'agit de secteurs du Rhône court-circuités faisant l'objet d'un programme de restauration, ainsi que de villes engagées dans une politique de reconstruction de leur relation au cours d'eau.
Objectifs de l'étude	Le retour au fleuve est un mouvement positif car c'est un espace public, mais cela représente un accroissement de la pression sur l'écosystème. Ce projet a pour but de suivre le phénomène de la reconquête/ré-appropriation à travers de la compatibilité entre les fonctions, les pouvoirs et les usages du fleuve afin de développer un outil de compréhension et d'aide à la décision.
Types d'accès publics	Accès faisant l'objet de réhabilitation et de réouverture au public.
Usages collectifs considérés	Les usages considérés font partie des catégories suivantes : <ul style="list-style-type: none">■ Loisirs■ Usages sociaux de la nature■ Patrimonialisation du fleuve
Caractéristiques des données « usages »	Les informations qui sont recueillies concernent le nombre de pratiquants, les impressions des usagers, les représentations et les attentes des acteurs locaux (élus, associations de riverains et porteurs de projets).
Méthode de collecte des données	Méthode essentiellement ethnologique, plutôt orientée vers des données qualitatives (évolution des représentations et des pratiques), sans écarter certains paramètres quantitatifs : Observations directes, enquêtes orales (entretiens semi-directifs auprès de personnes et institutions-ressources), observations régulières sur les sites sélectionnés réalisées par les partenaires locaux, recueil des données socio-économiques et des données ethno-historiques (revue de littérature).
Source des données	Sans objet.
Traitement des données	Analyse et synthèse des données socio-économiques et des données ethno-historiques. Et construction d'une base de données géoréférencées, iconographiques et textuelles.
Mode de diffusion	La diffusion est faite uniquement auprès des gestionnaires du territoire : Compagnie nationale du Rhône, techniciens et élus locaux chargés d'un site du programme.
Partenaires de l'étude	<ul style="list-style-type: none">■ Direction régionale de l'environnement Rhône-Alpes.■ Agence de l'eau Rhône, Corse et Méditerranée.

Avantages de la méthode	Données géoréférencées. Fait participer les milieux communautaires.
Limites de la méthode	(L'étude <i>Veille sociale rhodanienne</i> est en cours actuellement).
Implication des communautés	Oui.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Oui, le nombre de participants est une des données recueillies.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	Oui.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	Les données économiques sont collectées à partir de la littérature.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...) 	Les impressions des usagers et les attentes des acteurs locaux (élus, associations de riverains et porteurs de projets) sont recherchées lors des entretiens.
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	Des sites potentiels pour le recouvrement d'usages ont été déterminés et les besoins d'usages des communautés sont également évalués.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	La construction d'une base de données géoréférencées étant un des objectifs de l'étude, les données recueillies sont géoréférencées.
Code éthique pour l'utilisation des données	Les données sont publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Pas prévu pour l'instant (mais l'étude n'en est qu'à ses débuts).

Fiche 20

Ultsch, J. *Étude patrimoniale sur le fleuve Loire, 2004-2005*,
Direction départementale de l'équipement de la Loire et
Université Jean Monnet à Saint-Étienne

Secteur visé	La portion du fleuve Loire située dans le département de la Loire (découpé en 4 entités géographiques), 49 municipalités riveraines.
Objectifs de l'étude	<ol style="list-style-type: none">1) Retracer une histoire synthétique du fleuve dans le département de la Loire.2) Identifier et inventorier les patrimoines du fleuve et autour du fleuve.3) Cerner les acteurs en présence, les rencontrer, connaître leurs projets autour du fleuve Loire et les faire adhérer à la démarche.4) Proposer des pistes de valorisation pertinentes et en accord avec les projets de territoires.
Types d'accès publics	Ce ne sont pas seulement les accès publics qui sont étudiés, mais toute activité ou occupation des rives et du fleuve (eau, fond, ressources naturelles).
Usages considérés	Ce sont les usages liés au patrimoine qui sont étudiés.
Caractéristiques des données « usages »	<p>Caractéristiques des données patrimoniales :</p> <ul style="list-style-type: none">■ <i>Les patrimoines naturels</i> : faune, flore, habitats; pour l'essentiel inventoriés/protégés/valorisés;■ <i>Les paysages</i> (portions d'espace perçus et représentés) : « atlas des paysages » photo-interprétation et grilles de lectures des paysages soumis à différents types d'acteurs;■ <i>Le patrimoine fluvial stricto sensu</i> : les ouvrages d'art (ponts, canaux, barrages, gués...), les utilisations du fleuve passées et présentes (la navigation, les gravières, l'utilisation industrielle de l'eau (moulin, verrerie, teinturerie...), la pêche, les activités de plaisance...);■ <i>Le patrimoine culturel et ethnologique qui s'y rattache</i> : les croyances collectives (comme la croyance des mariniers dans leur patron Saint-Nicolas, les différentes croix présentes le long du fleuve...), les contes et légendes (la Loire était perçue comme un « dragon » au Moyen-Âge), la toponymie, les représentations spatiales...;■ <i>Les patrimoines « associés »</i> : les sites patrimoniaux (sites classés, inscrits, bourgs médiévaux...) remarquables à proximité du fleuve Loire, qui sont connus et reconnus.
Méthode de collecte des données	<ul style="list-style-type: none">■ Revue de littérature.■ Visites des rives.■ Rencontres avec questionnaire-type des institutions, associations, élus, personnes individuelles, archives, bibliothèques, musées...
Source des données	Littérature, archives, iconographie, guides touristiques, films, documentaires, témoignages oraux, questionnaires.
Traitement des données	<ul style="list-style-type: none">■ Des articles géographiques (selon les 4 zones géographiques) et thématiques (patrimoine naturel, industriel, etc.) reliés entre-eux par des mots-clés et des images seront publiés sur le site Internet <www.reseau-patrimoine.net>.■ Une carte interactive devrait également être produite et publiée sur le site Internet.■ Une base de données Access sera peut-être réalisée pour chaque site inventorié (clé d'entrée thématique et spatiale) avec une fiche agréée par le Ministère de la Culture destinée à une utilisation par les municipalités.

Mode de diffusion	Publics visés : Institutions, services de l'État, associations et collectivités, maîtres d'ouvrages potentiels et acteurs du développement local, grand public (via le site Internet).
Partenaires de l'étude	Co-financement : État français, Agence de l'eau Loire-Bretagne, Établissement Public Loire, Région Rhône-Alpes.
Avantages de la méthode	Données géoréférencées. Prise en compte des données patrimoniales.
Limites de la méthode	(L' <i>Étude patrimoniale du fleuve Loire</i> est en cours actuellement).
Implication des communautés	Des rencontres sont prévues avec les différents acteurs du territoire : institutions, associations, élus, personnes individuelles, archives, bibliothèques, musées, etc. Une rubrique du site Internet invite les visiteurs à commenter les articles directement ou par un forum de discussion et à faire parvenir les informations qu'ils possèdent (anecdotes, documents visuels, etc.) aux gestionnaires du site.
La démarche donne-t-elle une idée de la fréquentation des sites d'accès ?	Dans la mesure de la disponibilité des données.
La démarche donne-t-elle une idée de la diversité des usages (polyvalence) du site ?	La démarche donnera une idée de la diversité des usages à l'échelle du territoire mais pas forcément de la polyvalence d'un accès précis.
La démarche donne-t-elle une idée de la valeur accordée à l'usage :	La valeur économique des usages sera décrite dans la mesure de la disponibilité des données. La valeur socioculturelle sera évaluée lors des entretiens (questions et grilles de lecture du paysage).
<ul style="list-style-type: none"> ■ Économique (emplois directs, indirects, chiffre d'affaire, taxes perçues par la municipalité, etc.) ■ Socioculturelle (perception de la qualité des lieux, ce que les gens désireraient avoir de plus, améliorations...) 	
Potentiel de récupération d'usages ou de perte d'usage (projet d'amélioration d'accès, aménagements ou travaux risquant d'entraîner une perte d'accès ou d'usage, etc.)	La pertinence de projets de récupération d'usages est un des paramètres qui sera évalué.
Géoréférencement des données et précision du géoréférencement	Les données recueillies sont géoréférencées, une base de données géoréférencées devrait être réalisée.
Code éthique pour l'utilisation des données	Les données seront publiques.
Mécanisme de suivi des données (Comment et par qui ? Combien ça coûte ? Est-ce efficace ? Est-ce vraiment utile ?)	Il n'y a pas de mécanisme de suivi de prévu pour l'instant. En fait, Justine Ultsch, la responsable de l'étude, ne sait pas pour l'instant si elle pourra atteindre l'ensemble des objectifs qu'elle s'était fixée.

ANNEXE 3 — POUR UNE PRÉSENTATION PERFORMANTE SUR INTERNET

1. UN CONTENU CLAIR ET DE QUALITÉ

Avant de commencer à rédiger le contenu de votre site Internet, mettez-vous dans la peau de vos clients. Demandez-vous quelles informations vous aimeriez trouver sur un site. Structurez clairement votre site, à chaque idée importante sa page. Et n'oubliez jamais que vous créez un site pour vos clients et non pas pour vous.

2. UNE VALEUR AJOUTÉE

Votre site ne détient pas le monopole d'un sujet donné. Positionnez-vous par rapport à ce qui existe et essayez d'offrir un ou plusieurs avantages comparatifs (contenu original, exhaustif, conseils et astuces). Faites de votre site un incontournable!

3. UNE NAVIGATION AISÉE

La navigation doit être claire et efficace, l'internaute doit pouvoir se déplacer aisément à travers tout le site. Il doit aussi retrouver rapidement une information lue précédemment.

4. UNE CHARTE GRAPHIQUE EFFICACE ET LISIBLE

La charte graphique c'est l'esthétique, le design de votre site. Le graphisme doit être au service de l'information et doit servir de support pour mettre en avant le contenu. Il apportera également la touche esthétique nécessaire.

5. UN TEMPS DE CHARGEMENT OPTIMISÉ

Le contenu de votre site doit se charger le plus rapidement possible. Dans le cas où vous avez de nombreuses photos ou graphismes longs à télécharger, offrez à côté un contenu textuel à lire dans l'attente du chargement complet de la page. Les sites où il faut attendre devant une page blanche plus d'une minute avant de voir apparaître une animation d'accueil avec seulement le nom de la société sont courants sur le web, mais ce n'est pas un exemple à suivre !

6. UNE LARGE PRÉSENCE DANS LES OUTILS DE RECHERCHE

Votre site doit être présent sur un large panel d'outils de recherche. Sur les grands outils généralistes bien entendu, mais aussi sur les annuaires spécialisés dans votre secteur ou votre région, ils vous apporteront un trafic plus faible mais souvent plus ciblé.

7. UNE POSITION OPTIMALE SUR VOS MOTS-CLÉS

Offrez à votre site la visibilité qu'il mérite, offrez-lui un référencement de qualité! Le référencement vous assurera une position optimale sur les requêtes des internautes à la recherche de vos services. Placez-vous au-dessus de vos concurrents!

8. UNE DÉFINITION CIBLÉE DES MOTS-CLÉS UTILISÉS PAR VOS CLIENTS

Il est essentiel de bien cibler les mots-clés les plus porteurs pour définir votre activité. Le référencement se concentrera sur ces mots-clés. Ce ne sont pas toujours ceux auxquels on pense d'emblée, par exemple les termes trop techniques ne seront introduits que par des internautes avertis!

9. UNE OPTIMISATION SELON LES CRITÈRES DES MOTEURS DE RECHERCHE

S'il semble évident que votre site gagne à être séduisant aux yeux des internautes, il est également important qu'il « plaise » aux robots des moteurs de recherche. C'est en effet ces programmes informatiques qui décideront de placer votre site en 1^{re} ou en 34^e position !

10. UN SITE À L'ÉCOUTE DE SES CLIENTS

Enfin, soyez à l'écoute de vos clients ! N'hésitez pas à leur poser des questions sur ce qu'ils ont pensé de votre site, ce qu'ils auraient aimé avoir en plus comme information. Plus votre site sera proche des attentes de vos clients plus il sera performant!

Source : VG-Webdesign <http://www.creation-sites-Internet.be/10-commandements.html>

ANNEXE 4 — PERSONNES RESSOURCES DU PROJET

COLLABORATEURS

- Geneviève Brisson (anthropologue, consultante)
- Marie-Claude Chagnon (secrétaire de projet à l'UQCN, spécialiste des bases de données)
- Guy Larochelle (technicien en biologie, ancien directeur de Stratégies Saint-Laurent)
- Pascale Malenfant (environnementaliste et éco-interprète, bénévole à l'UQCN)
- Janouk Murdock (secrétaire à l'UQCN)
- Guy Tanguay (géographe et informaticien spécialiste des bases de données)
- Jean-Éric Turcotte (géomorphologue, directeur général de l'UQCN)

AVISEURS

- Nicolas Audet (coordonnateur de Stratégies Saint-Laurent)
- Jean-François Bibeault (spécialiste des usages, Centre Saint-Laurent, Environnement Canada)
- Hélène Bouchard (chef de section, suivi de l'état du Saint-Laurent, Centre Saint-Laurent)
- Louis Désilets (membre des Amis de la vallée du Saint-Laurent)
- Charles-Antoine Drolet (biologiste, responsable de la commission Biodiversité de l'UQCN)
- Édith Lacroix (spécialiste des indicateurs environnementaux, Centre Saint-Laurent)
- Léonce Naud (géographe, président de l'Association des gens de baignade)
- Serge Villeneuve (responsable interne Suivi de l'état du Saint-Laurent, Centre Saint-Laurent)

AUTRES PERSONNES RESSOURCES

- Jean-Claude Dionne (géomorphologue)
- Marc Hudon (ex-directeur de Stratégies Saint-Laurent, responsable Saint-Laurent-Grands Lacs de l'UQCN)
- André Stainier (président des Amis de la vallée du Saint-Laurent)

ANNEXE 5 —

RECOMMANDATIONS DE DOMINIQUE POULIN

RECOMMANDATIONS SUR LA BASE DE DONNÉES « USAGES DU SAINT-LAURENT »

Voici une liste de recommandations que j'ai dressé à la suite de la rencontre du 12 mai 2005 et à la lecture du module sur la base de données du rapport RA03-05UsagesStLaurentVersion1.doc.

MODÉLISATION DE LA BASE DE DONNÉES

1. Les logiciels de bases de données sont évalués dans le rapport. Le choix d'exclure Access pour des raisons de sécurité et performance n'est pas justifié. Bien qu'il existe des logiciels plus performants sur le marché, MS Access devrait être étudié car il pourrait tout de même répondre aux besoins et est plus abordable financièrement que des licences SQL Serveur ou Oracle.
2. Le temps estimé pour la création de la base de données devrait être révisé dans le rapport. Le temps estimé pour la création d'une base de données au Centre Saint-Laurent est plus exhaustif. Il prend en considération plusieurs aspects tel que la familiarisation avec le projet, la création du modèle conceptuel, logique et physique, la création de la base de données, la formation et la documentation.
3. Un schéma conceptuel plutôt qu'un schéma relationnel aurait dû faire partie du rapport car c'est un outil essentiel permettant de créer la base de données. Il permet une meilleure compréhension des besoins du client afin de modéliser adéquatement la base de données. Il nous aurait permis de valider le type de relations et d'apporter de plus amples informations sur la description des termes. Voici des exemples d'interrogations qui demeurent dans le rapport : que signifie le terme « Stat » ?; existe-t-il une hiérarchie entre les tables de localisation (Muni, MRC, RegAdm) ?; quel est le rôle de la table « TabOrga » ?; est-ce que les boucles sont justifiées ?.

SAISIE DES DONNÉES DANS LA BASE DE DONNÉES

Plusieurs possibilités existent. L'identification des besoins de l'UQCN et du Centre Saint-Laurent doit être révisée afin d'investiguer davantage sur les possibilités. Par exemple, il est possible de distribuer une base de données MsAccess dans les organismes participants afin qu'ils puissent faire leur saisie (sous forme de formulaire). La BD complétée serait ensuite renvoyée au CSL pour combiner les données avec la BD officielle. Une autre possibilité est de créer une page web avec mot de passe et droit d'écriture dans laquelle l'utilisateur fait la saisie. Les nouvelles données seraient marquées dans la BD, facilitant la vérification par l'équipe de validation.

DIFFUSION DES DONNÉES SUR INTERNET

Une application cartographique interactive dynamique peut être développée avec MapInfo/Autodesk MapGuide et Geomap GIS. Elle permet de visualiser tant les couches de données brutes (BD MSAccess liée à la carte) que les couches de données interprétées. La création de requêtes en ligne est aussi possible. D'autres méthodes de diffusions tels que l'utilisation de MapServer sont disponibles. Le choix des technologies devra être fait en fonction des besoins du client et du budget disponible.

ANNEXE6 —

RECOMMANDATIONS DE GUY TANGUAY ET DE MARIE-CLAUDE CHAGNON

RECOMMANDATIONS SUR LA BASE DE DONNÉES « USAGES DU SAINT-LAURENT

Les recommandations faites par M. Tanguay et Mme Marie-Claude Chagnon concernent spécifiquement des questions techniques relativement à la base de données. Ils soulignent ainsi certaines pistes pertinentes pour l'élaboration de cette dite base de données.

Par leurs réflexions, nous sommes amenés à nous interroger sur la provenance des données et sur le mode de saisie de celles-ci. Dépendant du nombre de données et de la « lourdeur » de ces dernières, il sera important de déterminer la forme que prendra cette compilation (Ex : données compilées sur une même feuille Excel, par types de données). De plus, il sera important de préciser avec quel régularité ces données seront saisies; le seront-elle instantanément?

En formulant la possibilité que les données soient directement transmises par les citoyens, usagers et utilisateurs du fleuve Saint Laurent, nous sommes à même de nous demander qui assurera la validation du contenu. L'idéal serait que le contenu soit validé dès la saisie; par exemple par l'élaboration d'un formulaire comportant certaines conditions permettant d'éviter les valeurs inusitées, les surcharges et les impertinences.

Également, lors de la conception de cette base de données, un questionnement devra être fait concernant les futurs utilisateurs puisque les niveaux de connaissances techniques des bases de données sont très variables. Ceci aura une influence sur les orientations à prendre quant à la diffusion des données. Il s'agit donc de déterminer l'accessibilité des données auprès de tous les publics; ainsi, en y insérant autant des données brutes qu'interprétées, le contenu conviendra à tous.

Enfin, lors de la prise en charge de la diffusion de cette base de données via Internet, il reviendra à la personne responsable de choisir le type de cartes utilisées selon les besoins, les coûts et le temps de chargement (ex : cartes interprétées statiques, cartes interactives statiques, cartes interactives dynamiques). Tout ce qui a trait au lieu d'accueil (serveur) de la base de données, à la mise à jour du site, à la plate-forme utilisée pour la base de données, à la structure (système de coordonnées, création de requêtes, etc.), sont des questions qui ne trouveront leur pertinence que lorsque les responsables de ce mandat seront déterminés puisque les licences et les technologies varient selon les différents groupes.

L'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) a été fondée en 1981. Au cours des ans, cet organisme à but non lucratif s'est prononcé publiquement sur un grand nombre de questions environnementales.

L'UQCN appuie ses activités sur les trois objectifs principaux de la Stratégie mondiale de conservation soit : le maintien des processus écologiques essentiels à la vie; la préservation de la diversité génétique et l'utilisation durable des espèces et des écosystèmes. Elle s'est engagée résolument dans un processus qui vise à influencer vers ces trois objectifs les attitudes et les comportements de l'ensemble des Québécois et des organisations québécoises tant publiques que privées.

À long terme, l'UQCN vise à ce que les changements des perceptions des individus et des organisations se traduisent en actions positives et continues en faveur d'une consommation plus avisée et de l'amélioration des écosystèmes.

La mission de l'UQCN est inspirée par une vision de la Vie où la diversité joue un rôle essentiel à tous les niveaux de son organisation et de son expression.

Elle travaille de plusieurs façons à la rencontre de ces grands objectifs: l'éducation auprès des jeunes et des adultes, les campagnes de sensibilisation, la recherche, la participation aux consultations et les avis ou prises de position publics sont les principaux moyens retenus.



« Penser globalement, agir localement »